

Oran : l'ancien directeur de l'agence foncière condamné à 7 ans de prison P.3

UN ENFANT EMPORTÉ PAR LES EAUX D'UN OUED À MILA

Déluge sur la capitale

Lire l'article de Houari Barti et B. Bouselah page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Ph.: Rachid K.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Le début d'un contentieux ?

Lire l'article de Ghania Oukazi page 4

COUR D'ALGER
**Ouverture
du procès
en appel de
Khaled Drareni**

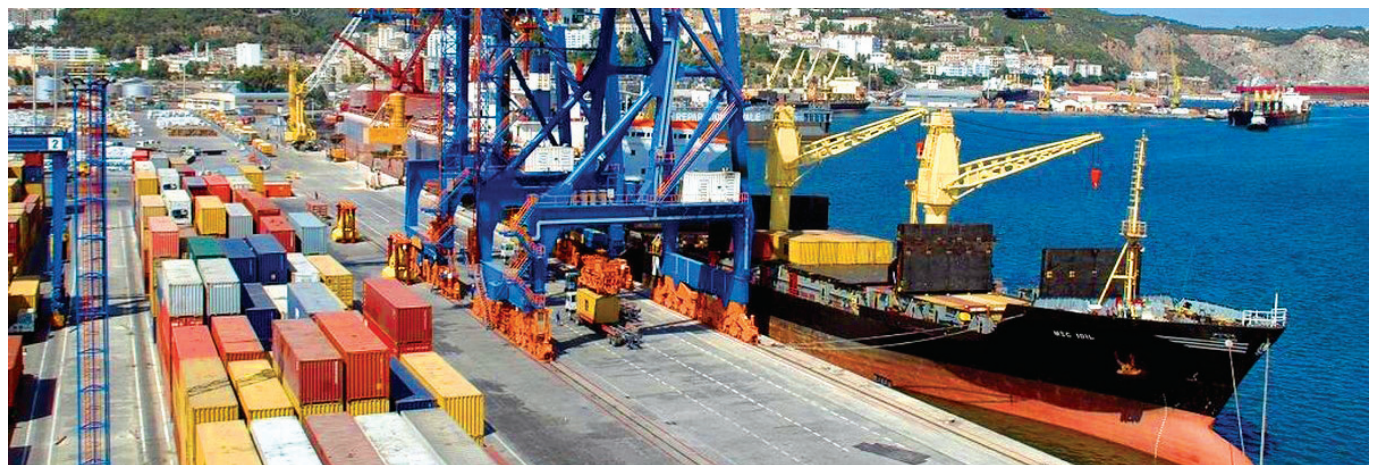
P.3

ORAN
**Un important
incendie à l'usine
de Tosyali**

Lire l'article de
J. Boukraa page 11



**Fin du cash, fin
du centime ?** P.4



SABRI BOUKADOUM À FRANCE 24

«Nous souhaitons les meilleures relations avec la France»

Lire l'article de R. N. page 2

Sabri Boukadoum à France 24 «Nous souhaitons les meilleures relations avec la France»

R. N.

Dans un entretien accordé à France 24 à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a déclaré que l'Algérie «souhaite les meilleures relations avec la France». Interrogé sur les questions de «mémoire (qui) enveniment, à chaque fois, cette relation», M. Boukadoum répond : «Je vous le dis avec la manière la plus claire et la plus sincère : Nous souhaitons les meilleures relations. Il est clair que l'aspect historique a une particularité dans les relations entre l'Algérie et la France, pour des raisons évidentes que tout le monde connaît». «Je note avec la plus grande satisfaction que les relations personnelles entre les présidents Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron sont excellentes, et ça prête à l'optimisme. Sur la question de la mémoire, qui est très importante pour les Algériens, nous avons noté que la désignation du côté français de M. Benjamin Stora, qui est très attaché à sa terre natale, est une excellente chose. De l'autre côté, nous avons M. Abdelmadjid Chikhi, qui a un passé extraordinaire et un professionnel. J'espère que les questions de mémoires entre professionnels permettront de dépasser l'aspect politique. Nous voulons des relations apaisées qui tiennent compte de cette Histoire», a-t-il ajouté à ce propos. Les «archives» et des «essais nucléaires de la France coloniale à Reggane» ont

été cités par le MAE algérien parmi les sujets à évoquer dans le traitement des questions de la mémoire entre l'Algérie et la France.

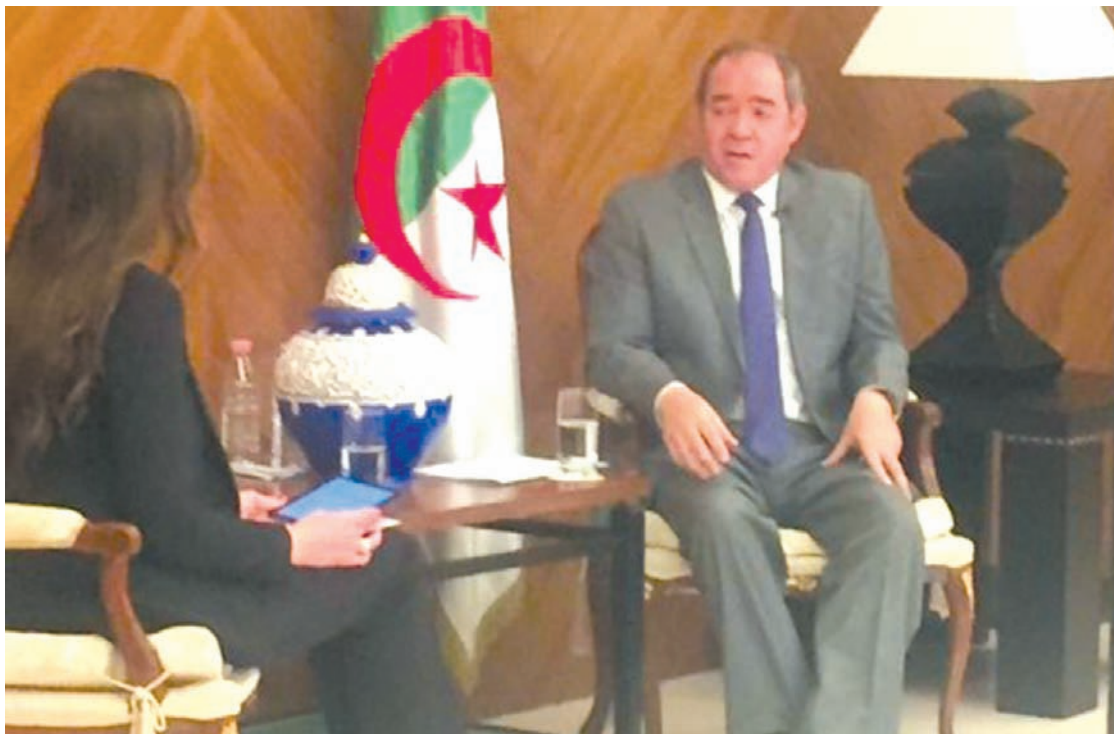
Une visite d'Etat en France est-elle prévue par M. Tebboune ? Sabri Boukadoum affirme qu'il n'y a pas de date arrêtée, «en raison du Covid-19» qui «a bloqué pas mal de visites avec la France et d'autres pays amis». «La visite du Président (en France, ndlr) est dans nos plans, et doit intervenir après une préparation. Nous avons déjà décidé avec mon homologue, y compris au niveau des deux Premiers ministres, nous espérons qu'elle aura lieu que dès qu'on sorte de cette pandémie». Quant à la date de la reprise des vols entre les deux pays, le MAE affirme que c'est le «Comité scientifique qui décide, selon ses propres critères et selon les données sanitaires et qui recommande, quotidiennement, au gouvernement les mesures que vous connaissez. Donc dès que ce comité recommandera l'ouverture des frontières et que cela est possible et sans danger pour la population» les vols reprendront.

A propos de la révision constitutionnelle, Boukadoum note que le choix de la date du 1^{er} novembre, pour la tenue du Référendum, «ce n'est pas innocent». «C'est le lien entre le passé et l'avenir de cette «Algérie Nouvelle» qui a ses racines dans le déclenchement de la Révolution algérienne. Ce sera le symbole de cette nouvelle Algérie que le peuple décidera», a-t-il ajouté.

Suite à des plaintes de Louisa Hanoune L'ARAV met en garde «El Hayet TV»

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a convoqué le directeur de «El Hayat TV», suite aux plaintes formulées par la Secrétaire générale (SG) du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune, et la famille Faïzi contre des programmes diffusés par la chaîne, exigeant du responsable de faire preuve «de sérieux et de respect des règles professionnelles». «La SG du PT a fait parvenir à l'ARAV une plainte contre la chaîne privée +El Hayat TV+, considérant les accusations dangereuses, l'attaque, l'offense et l'humiliation contenues dans les programmes +Crisis+ et +Politique+ comme une transgression aux lois et à la déontologie, car ne relevant pas du débat politique et de l'expression d'opinion», a écrit l'ARAV lundi dans un communiqué. «Une autre plainte est également parvenue à l'ARAV de la part de la famille +Faïzi+ contre la même chaîne qui a évoqué, à travers le programme +Cheni cheni chow+ les logements AADL de la cité Faïzi à l'est d'Alger, en soulignant le ton ironique et le sarcasme du présentateur qui a évoqué le patronyme +Faïzi+ attribué à cette cité, une famille qui a offert au pays de nombreux martyrs», a ajouté le communiqué. L'ARAV a ainsi convoqué le

directeur de «El Hayet TV» pour lui demander des explications concernant ces deux sujets», lequel «a reconnu que l'animateur de l'émission +Crisis+ avait véritablement commis des dépassements à l'encontre de la SG du PT à laquelle il présente personnellement ses plates excuses». Le responsable de la chaîne privée a également adressé un avertissement au présentateur de l'émission, exigeant que ce type de dérapages ne se reproduise plus, et affirmant que la SG du PT possède le droit de répondre et d'exprimer son avis en toute liberté conformément aux règles de la République». Concernant la plainte de la famille +Faïzi+, l'ARAV a précisé que «le directeur de la chaîne s'était excusé au nom du programme et en son nom auprès de cette famille, et avait réaffirmé qu'il s'agissait d'un simple incident non intentionnel et une erreur purement professionnelle». L'ARAV a, par ailleurs, fait rappeler au responsable de la chaîne «l'impératif de faire preuve de sérieux et de respect des règles déontologiques et professionnelles», attirant par la même «l'attention des chaînes audiovisuelles sur l'obligation d'éviter toute offense et de faire montre d'objectivité et de professionnalisme», a conclu le communiqué.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Et si on décidait une fois pour toutes de sortir de la langue de bois et se dire la vérité entre quatre yeux lors de

cette réunion virtuelle qui devrait réunir, aujourd'hui, les ministres arabes des Affaires étrangères. Une éventualité inimaginable ? Plus divisés et plus affaiblis que jamais, il n'existe plus un seul dossier sur lequel les pays arabes peuvent parler d'une même voix au sein de la Ligue arabe. L'évolution de la question palestinienne, à l'ordre du jour de cette rencontre à distance des ministres arabes des Affaires étrangères, mériterait qu'on s'y attarde pour discuter avec toute la franchise sur cette normalisation rampante des relations de certains pays arabes avec l'Etat hébreu. Mais, il est à prévoir que la rencontre s'inscrive dans une logique du fait accompli qu'on tenterait de propager à travers tous les pays arabes.

Les pays du Golfe, ainsi que d'autres pays arabes, qui ont des voix très influentes au sein de la Ligue arabe, sont favorables à cette idée de normalisation des relations avec Israël, selon les affirmations de responsables américains et israéliens, et l'on serait dans cette optique tenté de battre le fer tant qu'il est chaud pour amadouer les réticences, du moins «normaliser» l'idée en question au sein de la Ligue arabe. La question palestinienne et la normalisation des relations des pays arabes avec Israël devraient occuper le haut du débat. Viendraient ensuite d'autres questions, non moins importantes, parfois intimement

L'inimaginable arabe

liées à cette normalisation rampante, dont celle de «l'avenir de la paix au Moyen-Orient à la lumière des récents développements». Car,

la normalisation prend comme titre «accord de paix», déjà signé entre les Emirats arabes unis et Israël sans prendre avis ou une quelconque consultation de la Ligue arabe. Ce que les Palestiniens appellent, eux, «un coup de couteau» dans le dos d'une cause naguère défendue pratiquement par tous les pays arabes.

La Ligue arabe, l'une des plus anciennes unions entre pays liés par la géographie et la culture, pourrait-elle continuer à fonctionner sur des principes perfides ? Autre interrogation qui viendrait à l'esprit, cette réunion à distance des ministres arabes des Affaires étrangères ne dit pas mot au sujet du sommet arabe qui devait se tenir le 30 mars dernier à Alger et dont la date a été repoussée à cause de la pandémie de Covid-19. Rien à l'ordre du jour, pas même un brin d'intérêt pour fixer une nouvelle date de ce sommet. Et, la pandémie de Covid-19 n'est plus un argument convaincant pour un plus long report du sommet en question. Car aujourd'hui, à l'exemple de cette réunion à distance des ministres arabes des Affaires étrangères, les rencontres virtuelles par visioconférence pallient aux difficultés des rencontres physiques entre chefs d'Etat. Peut-être bien qu'en vérité on se trouverait bien embarrassé de parler d'un prochain sommet arabe dans une conjoncture où le «chacun pour soi» règne en maître dans la région.

Tebboune reçoit Abdelaziz Belkhadem

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mardi matin l'ancien chef du gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem, indique un commu-

niqué de la présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu ce matin l'ancien chef du

gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem qui avait occupé également le poste de ministre des Affaires étrangères», lit-on dans le communiqué.

Coronavirus: 285 nouveaux cas et 9 décès enregistrés

Deux cent quatre-vingt-cinq (285) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 198 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 46938, dont 285 nouveaux cas,

soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1571 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 33183, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 9 autres ont enregistré plus de dix cas,

tandis que 18 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 35 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Un enfant emporté par les eaux d'un oued à Mila Déluge sur la capitale

Houari Barti et B. Bousseleh

Plusieurs quartiers d'Alger ont été submergés par les flots suite aux fortes précipitations enregistrées dans la nuit de lundi à mardi au centre et à l'est du pays. Les séquelles de ce «déluge» étaient encore manifestes, hier, avec des conséquences particulièrement néfastes sur le trafic automobile où plusieurs tunnels et axes routiers menant vers le chef-lieu de la capitale sont restés bloqués pour plusieurs heures à cause des inondations.

A l'est du pays, dans la wilaya de Mila, tout spécialement, les conséquences de ces dernières intempéries ont été encore plus dramatiques, avec le décès tragique, lundi soir, d'un enfant, emporté par les crues de l'oued Oumchrak. Agé de huit ans, l'enfant est originaire de la commune de Aïn Beïda Ahriche, selon la protection civile de Mila. Les services de la Protection civile poursuivaient toujours, hier, les opérations d'intervention pour la réouverture des routes coupées et tunnels inondés par les eaux de pluie, suite aux intempéries enregistrées la veille à travers plusieurs wilayas du pays.

Selon le chargé de communication à la Protection civile, le lieutenant Khaled Benkhalfallah, les équipes de la Protection civile étaient encore mobilisées, hier, au niveau de 10 points situés au niveau des communes de Sidi M'hamed, Bir Mourad Raïs, Gué de Constantine, Chéraga et Hussein Dey pour rouvrir les routes et tunnels inondés par les fortes précipitations enregistrées la veille à Alger, causant une congestion routière au niveau de plusieurs voies. De son côté, le lieutenant Nassim Barnaoui, président du Centre d'information et de sensibilisation de la Direction générale de la Protection civile, a affirmé au micro de la chaîne 1 de la radio nationale qu'au cours de la matinée d'hier certaines zones d'Alger, particulièrement les plus basses, ont connu des niveaux d'eau cumulés qui ont avoisiné les 50 cm. L'on note, par ailleurs, des perturbations des dessertes assurées par le tramway, imposées par l'arrêt partiel du service entre les stations de Ruisseau et Cinq Maisons. Mais au-delà de ces perturbations, les services de la Protection civile n'ont enregistré aucune perte humaine à Alger, ni de dégâts matériels importants, en particulier au niveau des communes abritant d'anciennes bâtisses, a-t-on ajouté.

A Oum El Bouaghi, trois personnes à bord d'un camion bloqué par les eaux dans un tunnel à l'entrée de la ville ont été secourus. A Batna, trois véhicules inondés par l'eau de pluie ont été extraits, selon un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour pomper l'eau des nombreuses maisons inondées dans les communes d'Aïn Djasser, Aïn Yagout, Aïn Touta et au chef-lieu de wilaya. Il a également été procédé au curage des avaloirs bouchés du centre-ville de Batna et de la route de Tazoult et du contournement Est de Batna pour faciliter le trafic routier.

«Les cas d'inondation enregistrés dans diverses wilayas du pays sont dus à des précipitations orageuses intenses marquées par de fortes pluies qui se sont abattues sur ces régions en un laps de temps très réduit», a indiqué, pour sa part, hier, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio nationale.

Le ministre a révélé, à ce propos, que «la pluviométrie enregistrée durant un intervalle de 3 heures, à Alger, a représenté l'équivalent des précipitations qu'on enregistre habituellement au cours de tout un mois», avant de donner l'exemple de Khenchla, où l'on a enregistré, a-t-il dit, «près de 20 millimètres de précipitations en à peine 15 secondes», et de Constantine où «on a relevé une pluviométrie de l'ordre de 35 millimètres en moins de 20 secondes», a-t-il ajouté. Il est donc évident, a soutenu Arezki Berraki, que «les avaloirs, quelle que soit leur capacité d'absorption, ne peuvent englober, en si peu de temps, une quantité aussi importante de flots».

Pour faire face à ces cas d'inondation, le ministre des Ressources en eau a affirmé que son département était en train d'apporter les derniers ajustements à «une stratégie spéciale» visant à intervenir dans «les quelque 700 zones recensées comme étant à risque potentiel d'inondation en période d'intempéries».

M. Berraki a en outre souligné que les fortes pluies enregistrées ces dernières heures dans notre pays font partie de l'activité pluviométrique saisonnière. Leur intensité s'explique par des considérations liées au phénomène du changement climatique dont les impacts se manifestent aujourd'hui dans plusieurs pays du bassin méditerranéen, a-t-il dit.

Cour d'Alger

Ouverture du procès en appel de Khaled Drareni

Le procès en appel dans l'affaire de Khaled Drareni, condamné en août dernier par le Tribunal de Sidi M'hamed à trois (3) ans de prison ferme pour «atteinte à l'unité nationale» et «incitation à un rassemblement non armé», s'est ouvert mardi à la cour de justice d'Alger. Le tribunal de Sidi M'hamed a également condamné Khaled Drareni à verser une amende de 50 000 DA et prononcé des peines quatre (4) mois de prison ferme à l'encontre de Samir Belarbi et Slimane Hamitouche, poursuivis pour les mêmes chefs d'accusation

et se trouvant sous contrôle judiciaire. Au cours de l'audience Khaled Drareni a rejeté les accusations portées contre lui, affirmant n'avoir «fait que son métier». «Depuis le premier jour, je n'ai fait que mon métier de journaliste. Je suis là parce que j'ai couvert le Hirak en toute indépendance», a lancé Drareni.

Une trentaine d'avocats doivent prendre la parole au cours de ce procès en appel.

Et comme en première instance, le procureur a réclamé une peine de quatre ans de prison ferme à l'encontre de Drareni.



Ph.: Rachid K.

Raina Raikoum

Hatem Youcef

Autodafé en Scandinavie

En 1107, le roi norvégien Sigurd 1^{er} prend la tête de ce qui devient la croisade norvégienne et parvient à fouler Al-Qods. En l'an de disgrâce 2020, une autre croisade a lieu en terre scandinave, cette fois-ci, pour stopper l'islamisation de la Norvège selon SIAN, un groupe antimusulman du même nom. Une femme déchire des pages du Coran tandis qu'à Malmö, en Suède, une copie du Livre est brûlée en public. Bien qu'ayant participé à la conférence de Berlin, le Danemark, la Suède et la Norvège n'ont pourtant pas fait partie de ces pays européens qui ont colonisé l'Afrique, mais ne pâtissent pas moins des conséquences du colonialisme et ses corollaires, en devenant une des destinations prisées des migrants qui fuient leur moyenâgeux pays pour l'Eldorado scandinave. Un paradis sur terre où abondent les blondes et des ministres qui vaquent à leurs occupations et font leurs courses comme n'importe quel citoyen lambda. La sociale démocratie, la justice sociale et le respect de l'environnement qui amènent la Norvège à tourner le dos à des dizaines de milliards de dollars et laisse le pétrole se fossiliser davantage dans les îles Lofoten en Arctique, sont quelques aspects de ces pays scandinaves qui attirent les migrants et réfugiés musulmans qui troquent le soleil contre pour une vie sensée malgré le froid. Depuis quelque temps pourtant le non sens s'empare de cet Occident sans dents et c'est surtout par du zèle dans l'islamophobie

que brillent ces contrées des Vikings. Croyant devoir exalter l'art caricatural, douze caricaturistes danois, en particulier Kurt Westergaard, se s'ont pris à la personne la plus influente de l'histoire (de l'avis désintéressé de Michael M. Hart), le guide de presque un milliard de croyants qui dérange encore le capital quatorze siècles après sa mort.

Consacrant la notion d'état-providence par leur gestion sociale et socialiste de la santé publique, l'éducation et la protection sociale, ce havre de tolérance qu'est la Scandinavie voit des groupes islamophobes comme SIAN et PEGIDA (Patriotes Européens contre l'Islamisation de l'Europe) émerger et dénoncer l'influence musulmane qui se manifesterait par une forte présence des musulmans dans les taux de criminalité et de chômage. Même le foot scandinave est régulièrement entaché de racisme et d'islamophobie et bien des joueurs ont eu à subir insultes, moqueries et sifflements quand bien même ils sont utiles aux sélections nationales. Comme quoi même en Scandinavie, «l'islamophobie a succédé à l'antisémitisme comme une forme acceptable de préjugé racial et religieux écrit Carl W. Ernst dans son Following Muhammad: Rethinking Islam in the Contemporary World (2003). Sigurd 1^{er} peut se reposer en paix ; les croisades ont encore de beaux jours devant elles et l'autodafé en Scandinavie ferait encore les choux gras de la presse du monde entier.

Oran

L'ancien directeur de l'agence foncière condamné à 7 ans de prison

Le tribunal correctionnel de la cité Djamel d'Oran a condamné mardi Mohamed Mebaraki, ancien directeur de wilaya de l'agence foncière, à sept (7) ans de prison ferme et à verser cinq (5) millions de dinars de dommages et intérêts à l'agence foncière. Pour sa part, l'ex-directrice de la conservation foncière de la commune d'Es-Sénia, co-accusée dans cette affaire, a écopé d'une peine de 2 années de prison ferme. Le 26 août dernier, à l'issue du procès, renvoyé à quatre reprises en raison de l'absence de plusieurs témoins, le procureur de la République près le tribunal correctionnel d'Oran a requis une peine

de 10 ans de prison ferme à l'encontre des deux accusés pour «dilapidation du foncier», notamment «la vente de nombreux terrains au dinar symbolique», ainsi que la saisie de leurs biens. Mohamed Mebaraki avait été arrêté en août 2019, alors qu'il tentait de fuir clandestinement le pays par voie maritime. Le principal inculpé ainsi que les autres mis en cause sont accusés de corruption et de dilapidation du foncier dans la daïra de Bir El-Djir et dans la commune d'Es-Sénia, des lots cédés à des prix en-deçà de leur véritable valeur, voire au dinar symbolique à certains anciens responsables. Une trentaine de

hauts cadres et d'ex-responsables à la wilaya d'Oran, ainsi que des hommes d'affaires ont été entendus par le juge d'instruction de la 9e chambre près le tribunal de la cité Djamel. Cette affaire a éclaté suite à des informations portant sur les agissements illicites de l'ex-directeur de l'agence foncière, dénoncé par un des employés, ce qui a conduit le parquet d'Oran à ouvrir une enquête. Suite aux investigations, il a été déterminé, a-t-on indiqué, que les 15 lots de terrain vendus étaient destinés à la construction de projets d'utilité publique, ainsi que 12 autres lots se trouvant à Es-Sénia vendus aussi à des prix dérisoires.

Algérie-Union européenne Le début d'un contentieux ?

L'accord d'association fait encore une fois l'objet de polémique depuis que la période de transition accordée à l'Algérie pour démanteler ses tarifs douaniers a pris fin ce 1^{er} septembre.

Ghania Oukazi

« L'Algérie a demandé oralement à l'Union européenne de reporter l'achèvement de la zone de libre-échange entre les deux régions, initialement prévue le 1^{er} septembre », a déclaré lundi à l'AFP le porte-parole de la Commission européenne. « La Commission « n'a pas encore pas reçu de demande formelle », a-t-il dit. La zone de libre échange dont il est question devait être achevée pour marquer la fin de la période de transition de 15 ans ont a bénéficié l'Algérie à sa demande pour que le démantèlement tarifaire qu'elle devait opérer ne lui soit pas trop contraignant pour affranchir son économie de la rente pétrolière. A condition, bien sûr, disent des experts bien au fait du dossier que « durant ces 15 ans de transition, l'Algérie aurait mené et réussi des réformes structurelles pour diversifier son économie, lancé sa production nationale sur la base de normes universelles pour qu'elle puisse être compétitive sur les marchés internationaux, du moins européens et remis de l'ordre dans sa législation et ses réglementation avec en sus la création de conditions appropriées à un climat des affaires assainis et concurrentiels ». Depuis septembre 2005, date de l'entrée en vigueur de son accord d'association avec l'UE et durant la période de transition, l'Algérie devait en parallèle démanteler progressivement ses droits de douane sur tous les produits industriels et passer à une libéralisation sélective de ses produits agricoles. Mais, regrettent nos sources « ça n'a pas été le cas et c'est loin de l'être, l'économie nationale dépend toujours de la rente pétrolière qu'elle-même n'a plus le même volume à cause de la chute du prix du baril, sans compter que les textes réglementaires ne sont pas pour une diversification de l'économie encore moins pour attirer les investissements loin d'une bureaucratie qui décourage les plus téméraires ». C'est probablement pour toutes ces raisons voir ces handicaps que le porte-parole de la commission cité par l'AFP a soutenu que « les dernières données disponibles confirment que les autorités algériennes n'ont pas démantelé les derniers droits de douane prévus, ce qui aurait dû être fait avant le 1^{er} septembre 2020 ».

En ajoutant cependant que « si cela se confirmait, cela constituerait une violation de l'accord ». Rien n'est donc confirmé à ce sujet. Hier, aucun de nos contacts avec les institutions officielles

concernées par le dossier n'a abouti.

« L'ALGÉRIE A MAL NÉGOCIÉ »

Mais des experts qui ont eu à travailler sur certaines de ses volets nous ont déclaré qu'« effectivement, l'Algérie n'a pas procédé au démantèlement des derniers droits douaniers comme prévu par l'accord ». La raison est simple, disent-ils « l'Algérie n'a pas procédé à la transformation substantielle de ses produits, elle a accepté de changer les 4 premiers chiffres sur les 10 de ses tarifs douaniers (code) au titre du démantèlement tarifaire qu'elle a opéré durant les premières années de l'entrée en vigueur de l'accord, ce qui a été en sa défaveur parce qu'elle n'a pas su négocier ». Ils affirment que « dès le début, l'accord était mauvais pour l'Algérie alors que l'UE ne pouvait craindre aucun danger parce que ses produits sont aux normes et ses parts de marché étaient préservées ». L'on nous rappelle que « quand on a consolidé nos tarifs, on était à des positions de 0 à 60% des droits de douanes pour appliquer 5% pour les matières premières, 15% pour les produits semi-finis et 30% pour les produits finis, ceci pour favoriser l'industrialisation de l'économie mais l'Algérie n'a pas pris en compte les spécificités de sa production, appliquer 5% seulement de droits de douanes au ciment ou à la datte qu'elle produit localement était une folie, l'UE a défendu ses intérêts mais l'Algérie a agi sous les pressions d'injonctions politiques, on a signé un accord sans en peser ni les tenants ni les aboutissants ». Ils déplorent aussi « le changement de négociateurs qui ne sont jamais les mêmes à chaque fois que l'Algérie veut défendre ses intérêts avec l'UE, les nouveaux partent négocier sans connaître véritablement le dossier ».

L'on rappelle que le 25 août dernier, nous avons interrogé le porte-parole de l'UE sur l'éventualité de l'ouverture totale de la ZLE entre les deux parties que nous a répondu que « la commission n'a reçu aucune demande de l'Algérie pour un réexamen des dispositions commerciales de l'accord d'association en vigueur depuis septembre 2005 ». Il nous a aussi affirmé que « toute révision de l'accord y compris le démantèlement définitif des tarifs restants par l'Algérie d'ici à septembre de cette année devrait être prise par décision mutuelle au sein du Conseil d'association UE-Algérie ». Mieux, il a

soutenu que « la Commission européenne est en train de conclure sa propre évaluation des accords d'association avec 6 partenaires Euromed y compris l'accord avec l'Algérie, et les résultats préliminaires montrent que l'accord a été bénéfique pour les deux parties. Si l'Algérie souhaite discuter d'une révision de l'accord d'association, l'UE est disposée à écouter ses propositions à cet égard ». (Voir article paru dans l'édition du jeudi 27 août 2020).

LE CONSEIL D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE MI OCTOBRE

Du côté algérien, nos sources nous avaient précisé dans un article paru le lundi 24 août qu'« il ne s'agit pas d'ouvrir tout de suite une zone de libre échange entre l'Algérie et l'Union européenne » en nous expliquant que « rien ne presse, nous allons avoir - à la demande de l'UE - une période de discussions sur les zones de divergences qui sont apparues entre les deux parties depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association à commencer par les valeurs tarifaires appliquées par l'Algérie et aussi examiner toutes les réclamations d'un côté comme d'un autre ». L'on nous a noté qu'il faut savoir que le démantèlement tarifaire n'occupe que 5% de l'ensemble de l'accord d'association, donc il y a beaucoup d'autres questions qui doivent être soulevées entre les deux parties ». En plus des questions commerciales, elles devront en principe examiner selon nos sources « les nouveautés algériennes en matière de législation, les problèmes de surfacturation qui ont fortement impacté ses importations, les secteurs d'activité qui n'ont pas été libérés à ce jour, le dialogue politique et de la sécurité, la dégradation de la sécurité et l'instabilité de la région, la circulation des personnes (...) ». Des réunions des six sous comités mixtes sont, nous ont dit nos interlocuteurs « programmées tout au long du mois de septembre en vue de retravailler sur cet accord d'association stratégique, il y a des choses à demander, d'autres à réajuster parce que la relation entre nous est asymétrique ». La coopération entre l'Algérie et l'UE devrait, selon nos sources, être évaluée et des décisions seront prises par le Conseil d'association Algérie-UE qui sera tenu à la mi octobre sous la présidence du Haut représentant pour les affaires étrangères de l'UE, Joseph Borel et le ministre algérien des affaires étrangères ».

Médias dont les propriétaires sont en détention

Les préoccupations des journalistes seront prises en charge

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, a affirmé que son département ministériel s'attellait à prendre en charge les préoccupations des journalistes relevant des organes de presse privés dont les propriétaires sont en détention, à l'issue de poursuites judiciaires, indiquant que « chacun sera rétabli dans ses droits ».

Dans une interview accordée, mardi, au quotidien « El Likaa », en réponse à une question sur le sort des organes de presse privés appartenant à des hommes d'affaires placés en détention, dont les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires depuis des mois, le ministre a déclaré que son département ministériel « s'attèle à prendre en charge les préoccupations des journalistes et chacun sera rétabli dans ses droits ». Rappelant que le Gouvernement a placé parmi ses priorités, la préservation des postes d'emploi et de la stabilité des entreprises, le ministre de la Communication a précisé que l'appareil judiciaire avait désigné des administrateurs pour ces organes de presse qui « s'acquittent actuellement de leurs missions ».

Le ministère a procédé à « un diagnostic minutieux et sérieux » de la situation socioprofessionnelle des journalistes, notamment à la lu-

mière de la pandémie de la Covid-19 et plusieurs journalistes ont été ainsi réintégrés dans des postes de travail ». Evaluant l'expérience d'ouverture de l'audiovisuel aux privés, M. Belhimer a indiqué que « l'argent a un grand impact sur le contenu présenté, si les choses sont confiées à des extraprofessionnels », ajoutant que « si cette ouverture s'effectue conformément aux lois et à un cahier de charges bien défini, de tels dépassements n'auraient pas eu lieu envers le public ou des journalistes des organes privés ».

Quant à son avis sur l'investissement des privés dans le secteur de l'information, le ministre a dit que rien n'empêchait cette tendance, « pourvu que l'argent de la publicité publique revienne aux journalistes, à travers leur déclaration à la sécurité sociale et leur formation ». Le Gouvernement ne fait pas de distinction entre les médias publics et privés qu'il considère comme médias nationaux, a-t-il soutenu. Par ailleurs, le porte-parole du Gouvernement a fait savoir qu'il n'y a pas de détenus d'opinion en Algérie. Le journaliste se soumet, à l'instar des autres citoyens, à la loi », ajoutant que le ministère « est contre l'emprisonnement des journalistes ».

« En tant que ministère, nous nous abstenons

de commenter une décision rendue par la justice », a-t-il affirmé, estimant que l'option du recours demeure « le seul cadre approprié pour un traitement juste de ce dossier (Khaled Drareni) qui offre à la défense la possibilité d'interjeter appel de la décision rendue par la justice, loin de toute intervention, politisation ou manipulation ». « Il ne s'agit pas, selon la qualification des faits, du libre exercice de la profession de journaliste », a-t-il expliqué.

M. Belhimer a assuré que son département sera « d'un appui fort aux journalistes professionnels » à travers la création d'organes de régulation des mécanismes nécessaires à la protection des journalistes, étant donné que les médias constituent « le principal catalyseur du développement » et « un moyen de redressement de la performance des institutions de l'Etat ». Pour le ministre, « toute tentative d'exploitation de la profession de journaliste ou déviation de la bonne voie est considérée comme une atteinte au droit du citoyen à l'information juste », rappelant le processus de révision en cours de la législation qui vise à « permettre aux vrais journalistes d'exercer leur métier dans de meilleures conditions et éloigner l'argent sale de la profession avec des moyens légaux ». S'agissant de l'assainis-

sement du secteur de la publicité publique « des intrus », il a rassuré que cette opération « avance dans la bonne direction ». Évoquant l'organisation de la profession de correspondants de médias étrangers en Algérie, lancée récemment par le ministère, M. Belhimer a souligné qu'elle « vise à mettre fin à l'anarchie prévalant » dans ce domaine. « Nous avons entamé l'octroi d'accreditations sur deux phases. L'opération se poursuivra selon les besoins exprimés et les demandes déposées. Ces accreditations sont provisoires et renouvelables », a-t-il précisé.

Abordant la loi sur le sondage d'opinion gelée depuis 1999 au moment où des instituts de sondage étrangers réalisent des études sur l'Algérie, M. Belhimer a fait savoir que son département s'attellait à instaurer « un climat propice » à l'organisation de cette activité, à travers l'adoption des normes internationales dans les sondages d'opinion à des fins nobles et en vue d'aider les institutions de l'Etat à obtenir des données justes et exactes, à travers la réalisation d'études sur le terrain via des sondages d'opinion.

La future loi sur le sondage d'opinion « ouvrira de nouveaux horizons au secteur de l'information », a-t-il soutenu.



Akram Belkaïd, Paris

Fin du cash, fin du centime ?

L'argent liquide va-t-il disparaître au profit de la monnaie électronique sous toutes ses déclinaisons ? La question n'est pas nouvelle. Elle se posa à la fin des années 1950 avec l'émergence en force des cartes de crédit et de débit. Mais le cash a résisté y compris dans les pays les plus développés comme ce fut le cas en Allemagne où les ménages restent attachés aux coupures, petites ou grosses. Pour autant, la récente pandémie de Covid-19 a dopé les transactions électroniques. Aux pièces de monnaies et aux billets, commerçants et consommateurs préfèrent désormais l'échange immatériel qui minimise, ou supprime, le contact.

IMPORTANCE DU SMARTPHONE

Une nouvelle révolution des moyens de paiement est en cours. Elle concerne tous les secteurs et les banques ne sont pas forcément au premier plan de cette mutation même si elles restent la pierre angulaire du système. Le développement des capacités des téléphones portables intelligents (smarphones) en fait aujourd'hui des moyens de paiement direct chez les commerçants, le téléphone, ayant des applications de type Google Pay, Apple Pay ou autres, étant posé directement sur le terminal du commerçant. Mais le smartphone permet aussi le transfert d'argent de particulier à particulier (P2P) avec des applications de système de paiement mobile instantané comme Lydia, Pumpkin ou Pay Lib.

Signe des temps, ce type de paiement est très en vogue chez les jeunes, futurs consommateurs de demain. Ces derniers s'habituent donc très tôt à ne pas utiliser d'espèces et, pour eux, le chèque est un objet préhistorique au même titre que le téléphone à cadran. Mais cela signifie-t-il que le cash va disparaître à terme ? C'est le rêve de certains banquiers centraux voire de banquiers commerciaux. En effet, les espèces coûtent de l'argent pour leur production, leur transport ou leur stockage. Elles sont aussi exposées au risque de contrefaçon et leur théaurisation pose parfois des problèmes de fluidité financière.

Dans le même temps, tous les pays ne sont pas égaux devant cette évolution. Certains, comme l'Algérie, sont loin de disposer des structures pour permettre une généralisation des paiements mobiles. Il faudrait pour cela ne serait-ce qu'une nette amélioration des performances du réseau internet. D'autres, comme le Kenya, prennent le train en marche, ce qui leur permet de sauter une étape technologique et d'éviter d'avoir à investir dans des infrastructures de réseaux de paiement qui pourraient vite s'avérer obsolètes.

Pour autant, le cash ne disparaîtra pas aussi vite qu'on le croit même si son usage tend à diminuer. Pour de nombreux ménages, il est le symbole de l'épargne sur laquelle on garde le contrôle. Pour les activités illégales, il est le premier moyen de paiement même si son recyclage nécessite des trésors d'inventivité.

UN CENTIME, POUR QUOI FAIRE ?

Ces interrogations à propos de l'avenir des espèces alimentent souvent un autre débat concernant la pertinence de maintenir en circulation les petites pièces. En Europe, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) réfléchissent à l'avenir des pièces de 1 et 2 centimes. Plus chères à produire que leur propre valeur, elles n'ont pour seul intérêt que le rendu de monnaie. Dans un monde où les paiements mobiles seraient la norme, cette utilité disparaîtrait mais tant que le cash subsiste, le centime rendu par le boulanger ou le marchand de journaux demeurera nécessaire.

Meurtre de Khashoggi Un verdict final saoudien annule les cinq peines capitales



Par Anuj Chopra

Un tribunal de Ryad a annulé lundi les peines capitales prononcées pour le meurtre en 2018 à Istanbul du journaliste Jamal Khashoggi, dans un verdict final aussitôt dénoncé par une experte de l'ONU, la Turquie et la fiancée turque de cet ancien critique du pouvoir saoudien. «Cinq prévenus ont été condamnés à 20 ans de prison et trois autres à des peines allant de 7 à 10 ans», a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA, citant les services du procureur général. «Le procureur saoudien a joué un nouvel acte dans cette parodie de justice», a réagi sur

Twitter la rapporteure spéciale de l'ONU sur les exécutions sommaires, Agnès Callamard, selon qui «ces verdicts n'ont aucune légitimité juridique ou morale». Le verdict «est loin de satisfaire les attentes de la Turquie et de la communauté internationale», a pour sa part écrit sur Twitter Fahrettin Altun, porte-parole de la présidence turque. «Nous ne savons toujours pas ce qu'il est advenu du corps de Khashoggi, qui voulait sa mort ni s'il y a eu des complices locaux - ce qui met en cause la crédibilité du procès, a ajouté le porte-parole.

La fiancée turque de Jamal Khashoggi, Hatice Cengiz, a elle qualifié le verdict de «farce»: «Les auto-

rités saoudiennes ont clos ce dossier sans que le monde sache la vérité sur qui est responsable du meurtre de Jamal». Reporters sans frontières (RSF) a également dénoncé un «procès sans public ni journalistes n'a pas permis de connaître la vérité et de comprendre ce qui s'est passé le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul et qui avait donné préalablement l'ordre de commettre ce crime d'Etat», a déclaré à l'AFP le secrétaire général de l'ONG, Christophe Deloire. Depuis le début de la procédure judiciaire en Arabie saoudite, il n'y a eu «que des tentatives répétées de dissimulation», a déclaré à l'AFP Ines Osman, directrice de MENA,

une ONG de défense des droits humains basée à Genève. Le verdict intervient après que les fils de Jamal Khashoggi ont annoncé en mai «avoir pardonné» ses tueurs.

Par le passé, son fils aîné Salah Khashoggi avait assuré avoir «pleinement confiance» dans le système judiciaire saoudien. En avril 2019, le Washington Post avait affirmé que les quatre enfants du journaliste, y compris Salah, avaient reçu des maisons d'une valeur de plusieurs millions de dollars et étaient payés des milliers de dollars par mois par les autorités. La famille avait alors démenti.

tait la responsabilité du meurtre, parce qu'il s'est produit alors qu'il était «aux commandes» tout en niant en avoir eu connaissance auparavant. La CIA américaine aurait également conclu que le prince, qui contrôle tous les leviers du pouvoir, avait probablement ordonné le meurtre. La justice saoudienne s'était elle-même saisie de l'affaire et, en décembre dernier, à l'issue d'un procès opaque, cinq Saoudiens avaient été condamnés à mort et trois autres à des peines de prison, sur un total de 11 personnes inculpées. Les trois autres avaient été «blanchies».

VERSIONS

Collaborateur du Washington Post et critique du régime saoudien après en avoir été proche, Khashoggi a été assassiné et son corps découpé en morceaux dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, où il s'était rendu pour récupérer un document. Il avait alors 59 ans et ses restes n'ont jamais été retrouvés. Ce meurtre a plongé l'Arabie saoudite dans l'une de ses pires crises diplomatiques et terni l'image du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit «MBS», désigné par des responsables turcs et américains comme le commanditaire du meurtre. Après avoir nié l'assassinat, puis avancé plusieurs versions, Ryad a affirmé qu'il avait été commis par des agents saoudiens qui auraient agi seuls et sans recevoir d'ordres de leurs dirigeants. Le procureur saoudien a innocenté le prince héritier. Ce dernier a déclaré à la télévision américaine PBS qu'il accep-

«FIN»

Les personnes condamnées lundi n'ont pas été identifiées. Les services du procureur général ont en revanche souligné que ce nouveau jugement mettait «fin» à l'affaire, marquant la volonté de Ryad de tourner définitivement la page. La justice turque a pour sa part commencé début juillet à juger par contumace 20 Saoudiens, dont deux proches du prince héritier, l'ex-conseiller Saoud al-Qahtani et l'ancien numéro deux du renseignement, le général Ahmed al-Assiri, identifiés comme les commanditaires du meurtre. Le premier a fait l'objet d'une enquête en Arabie saoudite mais n'a pas été inculqué «en raison de preuves insuffisantes» et le second, mis en accusation, a été acquitté pour les mêmes motifs, selon le parquet saoudien. Les deux hommes ont été officiellement évincés du cercle politique de MBS. (AFP)

USA

Dans une Amérique à cran, le ton monte entre Trump et Biden

Par Elodie Cuzin

«Stupide» contre «lâche»: Donald Trump et son rival démocrate Joe Biden ont échangé de vives critiques lundi en entrant dans la dernière étape de la campagne pour la présidentielle américaine, qui se joue dans un pays à vif. En ce jour de fête du Travail, ouvrant traditionnellement la dernière phase, intense, des présidentielles, le candidat démocrate à la Maison Blanche, sa colistière Kamala Harris et le bras droit de Donald Trump, Mike Pence, se sont rendus dans deux Etats appelés à jouer un rôle clé le 3 novembre: le Wisconsin et la Pennsylvanie. Comme s'il ne voulait pas rester sur la touche, le tempétueux dirigeant républicain, devancé par Joe Biden dans les sondages, a lui convoqué par surprise une conférence de presse à la Maison Blanche. Frappés par la pandémie de Covid-19 qui a fait plus de 185.000 morts et mis l'économie à genoux, les Etats-Unis sont aussi secoués par un mouvement historique de protestation contre le racisme et les violences policières, qui dégénèrent parfois en émeutes. Et par des manifestations pro-Trump, comme celle organisée lundi à Portland, dans l'Oregon, où plus de 300 véhicules ont défilé. Un cocktail potentiellement explosif, comme lors de récents rassemblements endeuillés par des tirs, à Portland et Kenosha dans le Wisconsin. Dans ce contexte, Donald Trump a fait du rétablissement de «la loi et l'ordre» le cœur de son message de campagne. «Biden veut livrer notre pays au virus, il veut livrer nos familles aux violentes hordes d'extrême gauche, et il veut livrer nos emplois à la Chine», a-t-il encore lancé lundi. En faisant miroiter l'arrivée d'un vaccin contre le nouveau coronavirus et un rebond

«fantastique» de l'économie juste avant l'élection, le président américain a aussi mis en garde contre Joe Biden et «les démocrates radicaux» qui feraient «immédiatement s'effondrer l'économie».

Il a accusé son rival et sa colistière Kamala Harris de politiser la recherche d'un vaccin contre le Covid-19, après que cette dernière a affirmé qu'elle ne «croirait pas» la seule parole du républicain. «La Chine profite des gens stupides, et Biden est quelqu'un de stupide», a aussi déclaré le 45e président des Etats-Unis. Soulignant ses liens avec les syndicats, rappelant ses origines modestes, Joe Biden s'est lui rendu lundi en Pennsylvanie pour rencontrer des dirigeants syndicaux, dont le président de la plus grande fédération américaine AFL-CIO, Richard Trumka. Donald Trump «a été trop lâche pour s'attaquer au Covid» car il craignait une chute de la Bourse, a accusé l'ancien bras droit de Barack Obama. Alors que la mobilisation des ouvriers, que le milliardaire républicain avait largement séduits en 2016, sera clé le 3 novembre, il a ajouté que la présidence Trump avait surtout bénéficié à «ses amis riches».

«FIER» DE HARRIS

Si la campagne s'intensifie, elle reste loin du rythme frénétique traditionnel à cette période. Après des mois de confinement puis de déplacements très limités, l'agenda sur le terrain de l'ancien vice-président de Barack Obama, 77 ans, reste plus léger que celui de Donald Trump, qui, à 74 ans organise des discours en plein air devant des centaines de partisans et répond bien plus souvent, comme lundi, aux questions des journalistes. Cette campagne en sourdine a toutefois profité



à Joe Biden qui devance le milliardaire républicain dans les sondages nationaux. Mais l'écart est plus serré, parfois dans la marge d'erreur, dans les Etats-clés, qui font les élections en basculant d'un parti à l'autre tous les quatre ans. Donald Trump avait créé la surprise en remportant plusieurs d'entre eux d'une très courte avance en 2016. C'est le Wisconsin, Etat du Midwest que le milliardaire républicain avait gagné d'un cheveu en 2016, qu'a d'ailleurs choisi Kamala Harris pour sa première visite dans un Etat-clé depuis sa nomination comme candidate à la vice-présidence. Dès son arrivée à l'aéroport

de Milwaukee, elle a rencontré la famille de Jacob Blake, un homme noir de 29 ans grièvement blessé par balles par un policier. Et dans un «échange touchant», selon l'avocat de la famille, s'est entretenu directement avec lui par téléphone. Depuis son lit d'hôpital, Jacob Blake lui a dit qu'il était «tellement fier d'elle», a écrit Ben Crump. Née de parents immigrés, la sénatrice de Californie, 55 ans, est la première colistière noire et d'origine indienne de l'histoire des Etats-Unis. Après une baisse notable en 2016, la mobilisation des électeurs afro-américains sera, elle aussi, déterminante le 3 novembre. (AFP)



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement
Direction Régionale Oran



AVIS DE VENTE PAR ADJUDICATION

N° 04 / 2020

L'A.A.D.L met en vente par adjudication

34 LOCAUX

A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL
(Par Locaux séparés)

SITUES A : 600 LOGEMENTS LOCATION VENTE POS UB6
COMMUNE DE TLEMCEIN, WILAYA DE TLEMCEIN

Réalisés en Accompagnement du Programme de Logements « Location-vente » Localisés Sur Ce Site.
Les personnes physiques de nationalité algérienne ou morales de droit algérien, intéressées par un ou plusieurs de ces locaux peuvent retirer le cahier des charges imprimé contre paiement de : 3.500,00 DA à la :

Direction des Projets de l'AADL TLEMCEIN
Cité 52 logts AADL, Bloc 03, MANSOURAH
- TLEMCEIN -

- La date limite de retrait du cahier des charges est fixée au 15^{ème} jour (inclus) à compter de la première parution de l'avis sur la presse nationale à 12h00.
- L'offre accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans le cahier des charges, est à présenter sous pli cacheté, l'enveloppe extérieure doit être anonyme et comporter les mentions indiquées à l'article 08 du cahier des charges.
- Chaque local fait l'objet d'une soumission individuelle et distincte.
- La date limite de dépôt des offres est fixée au même lieu, au 15^{ème} jour (inclus) à compter de la première parution dans la presse nationale à 12h00.
- L'ouverture des plis aura lieu en séance publique, le 15^{ème} jour à compter de la première parution dans la presse nationale à 14h00, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal (Vendredi ou Samedi), elle aura lieu le jour ouvrable suivant, à la même heure, au siège de la :

Direction des Projets de l'AADL TLEMCEIN
Cité 52 logts AADL, Bloc 03, MANSOURAH
- TLEMCEIN -

- Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

REMARQUES IMPORTANTES

- Les offres émanant de personnes n'ayant pas retiré le cahier des charges ne seront pas acceptées.
- Pour chaque local, Le soumissionnaire est tenu de remettre une caution de soumission d'un montant égal à 10% de la Mise à Prix du local.

Le Directeur Régional

Agence Nationale de l'Amélioration Et Du Développement du Logement
Direction Régionale d'Oran



Liste des locaux à usage commercial et professionnel mis en vente
Site POS UB6/600- Tlemcen



N° Ordre	N° DE BÂTIMENT	Codification du local	SURFACE DU LOCAL	Activité	Mise à prix/M² (TTC)	Mise à prix du local (TTC)
1	4	13/POS UB6/2-4/C N01	77,09	Pharmacie	76616,89	5 906 396,05
2		13/POS UB6/2-4/C N02	37,32	Parfumerie	76616,89	2 859 342,33
3		13/POS UB6/2-4/C N03	39,77	Alimentation Générale	76616,89	3 047 053,72
4	5	13/POS UB6/2-5/C N04	39,77	Fruits/Légumes	76616,89	3 047 053,72
5		13/POS UB6/2-5/C N05	37,32	Coiffeur	76616,89	2 859 342,33
6		13/POS UB6/2-5/C N06	77,09	Pâtisserie	76616,89	5 906 396,05
7	6	13/POS UB6/2-6/C N07	77,09	Boucherie	76616,89	5 906 396,05
8		13/POS UB6/2-6/C N08	37,17	Gâteaux traditionnels	76616,89	2 847 849,80
9		13/POS UB6/2-6/C N09	39,77	Crèmerie	76616,89	3 047 053,72
10	7	13/POS UB6/2-7/C N10	39,77	Coiffeuse	76616,89	3 047 053,72
11		13/POS UB6/2-7/C N11	37,4	Auto Ecole	76616,89	2 865 471,69
12		13/POS UB6/2-7/C N12	24,2	Tabac/Journaux	76616,89	1 854 128,74
13	14	13/POS UB6/2-7/C N13	68,48	Salle des Soins	76616,89	5 246 724,63
14		13/POS UB6/3-14/C N14	39,77	Alimentation Générale	76616,89	3 047 053,72
15		13/POS UB6/3-14/C N15	37,33	Fruits/Légumes	76616,89	2 860 108,50
16	15	13/POS UB6/3-14/C N16	37,33	Volaille	76616,89	2 860 108,50
17		13/POS UB6/3-14/C N17	39,77	Pâtisserie	76616,89	3 047 053,72
18		13/POS UB6/3-15/C N18	79,48	Mobilier de bureau	76616,89	6 089 510,42
19	16	13/POS UB6/3-15/C N19	15,59	Tabac/Journaux	76616,89	1 194 457,32
20		13/POS UB6/3-15/C N20	16,28	Opérateur Téléphonique	76616,89	1 247 322,97
21		13/POS UB6/3-15/C N21	39,81	Habillement	76616,89	3 050 118,39
22	22	13/POS UB6/3-15/C N22	39,74	LINGERIE	76616,89	3 044 755,21
23		13/POS UB6/3-16/C N23	39,74	Parfumerie	76616,89	3 044 755,21
24		13/POS UB6/3-16/C N24	56,09	Electroménager	76616,89	4 297 441,36
25	23	13/POS UB6/3-16/C N25	39,74	VENTE DE PAIN	76616,89	3 044 755,21
26		13/POS UB6/4-22/C N30	39,77	Quincaillerie	76616,89	3 047 053,72
27		13/POS UB6/4-22/C N31	37,32	Librairie/Papeterie	76616,89	2 859 342,33
28	24	13/POS UB6/4-22/C N32	37,32	Blanchisserie	76616,89	2 859 342,33
29		13/POS UB6/4-22/C N33	39,77	Boucherie	76616,89	3 047 053,72
30		13/POS UB6/4-23/C N34	77,09	Supérette	76616,89	5 906 396,05
31	24	13/POS UB6/4-23/C N35	37,32	Fruits/Légumes	76616,89	2 859 342,33
32		13/POS UB6/4-23/C N36	39,77	Produit laitier	76616,89	3 047 053,72
33		13/POS UB6/4-24/C N37	37,32	Pizzeria	76616,89	2 859 342,33
34		13/POS UB6/4-24/C N38	77,09	Cafeteria/Salon de Thé	76616,89	5 906 396,05

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMSILT

DIRECTION DE L'EDUCATION

ADRESSE : RUE ROUTE DE L'HOPITAL TISSEMSILT
Identification fiscale n° 099138019001037
N° :69/S.P.S/D.E/2020

2020 7 اوت

Tissemsilt Le :

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 06/2020

La direction de l'Education de la wilaya de Tissemsilt, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour « Equipement d'un (01) lycée type 800/200 R à SIDI SLIMANE » en Huit (08) lots séparés comme suit :

- Lot N°01 : Equipements Scolaires.
- Lot N°02 : Equipements Bureau et Informatiques.
- Lot N°03 : Equipements Matériels d'Incendie.
- Lot N°04 : Equipements de Laboratoire.
- Lot N°05 : Acquisition d'un groupe électrogène.
- Lot N°06 : Equipements Salle de Sport.
- Lot N°07 : Equipement Techno pédagogique.
- Lot N°08 : Equipement Petit et Gros Matériels de Cuisine.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs lots.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges, à l'adresse suivante :

« DIRECTION DE L'EDUCATION DE LA WILAYA DE TISSEMSILT » *Service de programmation et suivi*

L'offre établie par le soumissionnaire doit comprendre, le dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A : DOSSIER DE CANDIDATURE

(Le dossier de candidature contient de :

- 1-La déclaration de candidature remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
 - 2-La déclaration de probité remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
 - 3-Copie des statuts pour les sociétés.
 - 4-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - 5-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats.
- Professionnelles : Liste des moyens humains justifiée par le nombre de salaires mentionné sur la mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité.
- Financières : Copie des Bilan-comptable des trois (03) dernières années (2013-2016 et 2017) portant accusé de dépôt auprès des services des impôts.
- Techniques : Références professionnelles des prestations similaires (Attestations de bonne exécution originales ou des copies)
- 6-Copie de l'extrait du registre de commerce
 - 7-Un extrait du casier judiciaire du gérant
 - 8- Les références bancaires (Solvabilité)
 - 9- Instruction aux soumissionnaires, CCAG et le CPS signé et paraphé.
 - 10- Carte d'immatriculation fiscale
 - 11- Extrait de rôle néant ou échancier.
 - 12-Copie d'attestations de dépôt légal des comptes sociaux au niveau du centre national du registre de commerce en cours de validité.

B : OFFRE TECHNIQUE

- 1-La déclaration à souscrire remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 2-Un engagement qui précise les délais de garantie pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 3-Un engagement qui précise les délais de livraison pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 4- Une fiche technique de l'équipement signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 5-Le cahier des charges doit porter à la dernière page la mention manuscrite : « lu et accordé ».
- 6-Un mémoire technique justificatif.

C : OFFRE FINANCIERE

- La lettre de soumission remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Le bordereau des prix unitaires remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Le devis quantitatif et estimatif remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Attestation justifiant l'origine du produit lorsqu'il s'agit d'un article de production nationale délivrée par les services du commerce (chambre de commerce).
- *Les dossiers des candidatures, les offres techniques et les offres financières seront fermées et cachetées séparément dans trois enveloppes internes et intégrées dans l'enveloppe extérieure.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne doit comporter que la mention suivante : DIRECTION DE L'EDUCATION DE TISSEMSILT

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 06/2020

(Equipement d'un (01) lycée type 800/200 R à SIDI SLIMANE)

* la date limite de dépôt des offres est fixée à quinzième (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

* L'ouverture des plis (dossier de candidature, offres techniques et financières) se fera en séance publique le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14 heures 00 minutes, au siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Tissemsilt.

* Les offres seront valables pendant trois (03) mois après la date limite de remise des offres.

LA DIRECTRICE

Place de la science et de la technologie dans un plan de développement véritable pour une économie nouvelle

Dans le cadre de la Conférence nationale portant sur le Plan de relance pour une économie nouvelle tenue les 18 et 19 août 2020 au CIC (Centre international de conférences - Club des Pins), j'ai participé, en tant qu'expert, à cette rencontre à l'occasion de laquelle un document de travail et des documents de référence relatifs aux ateliers de travail ont été remis aux participants, et parmi lesquels le Plan d'action du gouvernement dans son volet économique.

Par Mohand Tahar Belaroussi*

C'est justement sur l'élaboration de ce Plan que la présente contribution se propose de mettre davantage en lumière le thème de la science et la technologie (S&T) qui est absent dans l'ensemble du document proposé et qu'il convient de lui accorder une grande importance quant à l'élément intégration de la politique scientifique et technologique dans le processus de planification comme conditions du développement socioéconomique dans une perspective nationale et internationale. Cependant, tous les efforts consentis par l'Etat ne constituent que des mesures d'urgence, appoints sans doute précieux au plan actuel de développement national, mais seulement des variantes, à peine mises à jour, des précédents plans qui ont précipité le pays en situation de vulnérabilité économique et sociale.

Dans cette contribution, il ne s'agit pas tant de vouloir résoudre des problèmes d'urgence, mais davantage d'élaborer une stratégie de développement économique plus durable permettant de définir plus clairement les buts et les moyens d'une économie adaptée aux conditions concrètes du décollage de notre pays et d'éviter ainsi de reproduire les mêmes schémas d'élaboration de plans où la recherche, bien qu'elle figure dans l'un des chapitres des plans des gouvernements successifs, n'a aucune prise sur les secteurs de l'activité nationale.

Puisque le principal sujet inscrit dans cette rencontre est le développement d'une économie nouvelle qui est essentiel à l'heure actuelle, l'intégration des apports de la S&T dans les plans et les activités concrètes de développement économique, social et culturel, devait être le sujet de préoccupation majeure. Celles-ci ont en effet joué un rôle clé dans la croissance économique, qui est à la fois relativement clair et généralement reconnu de tous. Constatant les progrès rapides de la S&T, les changements considérables entraînés par ce progrès dans les divers secteurs de la vie économique, les dépenses croissantes de recherche et la nécessité ressentie par les Etats de se doter de politique volontariste de la S&T, devrait nous conduire à admettre l'existence d'une relation d'interdépendance entre science, technologie et croissance économique. Refuser d'accepter cette évidence, ce serait priver sa population de toute perspective réelle.

Par conséquent, il est capital et extrêmement urgent, à ce tournant décisif de l'histoire de notre pays et de son évolution, que nos responsables fassent preuve de la volonté politique et du courage requis pour modifier en profondeur la situation actuelle concernant l'utilisation de la S&T en tant que base de développement socioéconomique.

Sans vouloir reproduire et répéter ici les différents points déjà cités à travers nombre de nos contributions à ce très important débat sur le Plan de développement pour une économie nouvelle, nous voulons nous attacher en particulier à mettre en évidence la structure générale du Plan national de développement qui place la S&T au cœur de la stratégie de développement [1-4].

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous aimerions citer ce passage très significatif du livre de consultants de l'UNESCO à propos de la question sur lequel est structurée la présente contribution : «Il n'y a pas de plan, et d'une manière générale, de politique de la recherche s'il n'y a pas d'idées scientifiques/technologiques nouvelles et de volonté d'orientations originales de développement national pour leur donner des champs d'application possibles. Sans ces idées, la démarche du cheminement intellectuel de la programmation n'est que bureaucratie stérile. Par contre, si des idées scientifiques et technologiques nouvelles se présentent, alors l'exercice de planification-programmation-budgétisation vise à leur donner corps et constitue un processus de valorisation raisonnée de ces idées. Le risque couru dans ce dernier cas est un changement de structures, de modification des habitudes et de certaines relations entre les hommes et des intérêts qu'ils représentent. Si ce risque n'est pas couru, il est inutile d'élaborer une politique de la recherche véritable et d'entreprendre une procédure de la programmation» [5].

Ce passage renferme quelques éléments clés qui me semblent particulièrement importants pour nous aider à réussir dans cette entreprise collective que nous présentons ci-dessous.

1. LA PLANIFICATION À MOYEN OU À LONG TERME DANS LE DOMAINE DE LA SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Nous soulignons que les passages ci-dessous relatifs à la planification reprennent et résument aux mieux l'approche méthodologique utilisée qui est décrite dans le livre susmentionné sur laquelle nos responsables devraient s'appuyer dans l'élaboration d'un Plan national de développement.

La planification est de nature essentiellement politique et stratégique. Ce sont des responsables de haut niveau dans le gouvernement ou dans les sphères socioéconomiques les plus élevées qui en définissent les contours, qui prononcent les premiers les termes qui seront retenus plus tard comme objectifs, qui suggèrent les ordres de grandeur financiers, les délais, les institutions éventuelles d'exécution. Bien entendu, ces personnalités



n'inventent pas tout cela. Elles ne font que traduire des demandes collectives ou professionnelles, des informations sur la concurrence internationale, des impressions personnelles. Ce sont des preneurs de risques conseillés sur le plan scientifique et technologique par des personnalités au plus haut niveau dans leur pays, et le plus souvent reconnus internationalement par la communauté scientifique.

«Un Plan national de développement est normalement divisé en chapitres dont l'un précise les options macro-économiques de base et dont les autres correspondent aux divers secteurs de l'activité nationale. La pratique se répand lentement mais sûrement de consacrer un chapitre du Plan aux activités scientifiques et technologiques nationales, c'est-à-dire à la recherche-développement (R&D)** et aux services scientifiques et technologiques connexes (SST)***. Mais il reste entendu que les divers chapitres du Plan consacrés au secteur productifs de l'économie (biens et services) doivent indiquer les apports attendus de la R&D nationale et des transferts de technologie. En d'autres termes, le Plan national de développement doit distinguer clairement :

i. d'une part, les programmes spécifiques de S&T (horizontaux) concernant le Système scientifique et technologique national proprement dit et servant plusieurs secteurs de l'activité nationale ou plusieurs objectifs socioéconomiques de développement, ou encore l'objectif de progrès général des sciences. Ces

programmes décrits dans un chapitre particulier du Plan sont constitués par :

- des actions visant à développer les ressources humaines, financières, institutionnelles, matérielles et informationnelles consacrées à la R&D et aux SST (le potentiel scientifique et technologique) ;
- des actions visant au progrès général de la science en tant que telle (recherche fondamentale et service scientifique de base) ;
- des actions de recherche appliquée et de développement expérimental contribuant à plusieurs secteurs ou objectifs socioéconomiques, ainsi que des services scientifiques et technologiques connexes.

ii. D'autre part, les programmes socioéconomiques (verticaux) concernant les différents secteurs de l'activité nationale et faisant appel à des apports scientifiques et technologiques prévus dans des sous-programmes de S&T chargés de développer de nouveaux produits ou procédés ou d'adapter localement les technologies importées. Ces apports sont décrits en termes généraux dans les chapitres du Plan concernant ces différents secteurs : agriculture, industrie, énergie, santé, transport, télécommunications, etc..».

Dans ce domaine, les pays d'Asie tels que la Chine, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, qui ont une expérience dans le domaine de la planification, ont effectivement réussi un décollage économique spectaculaire dans des délais relativement brefs, multipliant leur poids dans l'économie mon-

diale. Leur expérience pourrait être mise à contribution à travers des formations spécifiques sur les questions liées à l'intégration de la S&T dans le développement économique, social et culturel. Ces formations offriront aux personnels œuvrant dans tous les secteurs de l'économie, y compris le socioculturel, les bases méthodologiques et informationnelles assurant une maîtrise suffisante des principes et techniques de management moderne, en particulier dans le domaine de l'application de la S&T au développement (Management S&T) [6].

Sur le plan des idées, il convient mieux de citer Mao Tsé-toung qui disait : «La meilleure preuve de la justesse de nos idées, c'est leur réussite dans le domaine économique».

2. DÉFINITION DES LEVIERS POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE NOUVELLE

La rapidité de l'évolution des technologies est un des traits les plus marquants de notre époque. Les progrès technologiques se manifestent dans des technologies dites «de hautes technologies», «de pointe» ou «universelles». Elles ne sont pas seulement de plus en plus utilisées dans les produits et les services, mais constituent aussi la base des techniques de production de pointe sur lesquelles se fonde la compétitivité économique internationale de tous les pays avancés.

Suite en page 8

* Docteur en microélectronique

Place de la science et de la technologie dans un plan de développement véritable pour une économie nouvelle

Suite de la page 7

Les pays d'Asie ont suivi la même voie et ont acquis une nouvelle force industrielle grâce à ces technologies. L'intérêt se concentre principalement sur trois familles de technologie sur le plan fondamental, lesquelles ont un impact majeur sur une large gamme d'activités économiques, sociales et environnementales et qui sont les matériaux nouveaux, la microélectronique et la biotechnologie. Ces technologies sont utilisées pour fonder de nouvelles entreprises, créer de nouveaux emplois et développer les moyens de protéger l'environnement.

Comme antécédents formels, il convient de souligner que ces technologies ont fait l'objet de prises de positions officielles au niveau international gouvernemental. Nous avons la ferme conviction qu'elles peuvent constituer des leviers potentiels de croissance de l'économie nationale et «des vecteurs de réforme centraux» pour reprendre l'expression du Professeur Elias Zerhouni. Ces technologies contribueraient par-là à l'insertion de notre pays dans l'économie mondiale en ciblant un positionnement sur leur chaîne de valeur et en saisissant les opportunités qui s'offrent à nous ^[7].

Sachant que c'est de l'entreprise que partent les changements économiques, ce qu'il faut à ce stade, c'est de rechercher des gagnants. En fait, rien ne réussit autant que le succès. Si l'on peut trouver quelques gagnants dans l'exploitation des technologies susmentionnées à des fins commerciales dans les secteurs basés sur les ressources naturelles et sur l'intelligence des ressources humaines, il faut les mettre en évidence et en faire la promotion. D'autres se dépêcheront de les suivre sans qu'on les y incite beaucoup. Alors, et alors seulement, on verra apparaître une véritable demande de mise en place d'une stratégie et d'une politique de soutien à l'innovation, à laquelle répondront donateurs et gouvernements.

Ce qu'il faut maintenant, l'étingelle en quelque sorte, ce serait une action énergique de communication pour faire connaître les idées émises aux utilisateurs finaux, appartenant à l'industrie, à l'administration, aux centres de recherche et aux universités. Ce travail comporterait une présentation des idées et des résultats à des auditoires sélectionnés issus des divers systèmes d'innovation, avec des tables rondes conduisant à des actions spécifiques et s'inspirant des apports des participants eux-mêmes et principalement les compétences nationales expatriées. Il devrait être extrêmement structuré, conduit par un secrétariat dévoué utilisant des outils formels de communication, et devrait permettre d'élaborer en commun des idées à diffuser et d'établir des réseaux stables de personnes et d'institutions à l'échelle nationale. Ce n'est que par ce processus de discussion des problè-

mes, des possibilités et des mécanismes liés à la stratégie développée que les idées prendront racine et auront des effets à la mesure de leur potentiel.

3. DIAGNOSTIC, POLITIQUE ET RÉPONSES STRATÉGIQUES

L'expérience vécue par de nombreux pays montre que la création d'institutions de recherche ne garantit pas que ces institutions contribueront automatiquement au développement. Pour constituer un potentiel de recherche scientifique et technologique au service du développement national, il est nécessaire de disposer d'instruments de planification, de coordination et de gestion adéquats. L'Algérie était dépourvue depuis longtemps d'un organe de politique scientifique et technologique, le gouvernement s'est efforcé de combler cette lacune en créant la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, un organe prévu par la loi n°08-05 du 23 février 2008, modifiant et complétant la loi n°98-11 du 22 août 1998, sous l'autorité du ministre de la Recherche scientifique. Elle est chargée de la mise en œuvre, dans un cadre collégial et intersectoriel, de la politique nationale de recherche scientifique et de développement technologique. Elle est également chargée de gérer le Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique (FNRSdT).

Comment expliquer la déception, la morosité et l'échec -osons le mot- des deux dernières décennies 2000 et 2010 ? Le diagnostic est simple :

- le manque de personnel qualifié pour l'élaboration de politiques, la collecte, l'analyse et l'exploitation de données statistiques, la planification, la programmation budgétaire et autres méthodes de management, en particulier dans le domaine de la S&T ;
- la non-atteinte des objectifs de développement associés aux programmes nationaux de recherche (PNR) liée à la méconnaissance de l'ensemble de la démarche du processus d'innovation, à savoir la séquence Recherche-Développement-Production-Commercialisation ;
- la faiblesse du système d'information des décideurs et des spécialistes chargés de la préparation des décisions ;
- la faiblesse des services scientifiques et technologiques ;
- la source de financement est trop dispersée et leur répartition s'effectue entre des entités trop nombreuses dont la plupart n'atteint pas la taille critique ;
- la coordination déficiente entraînant un manque de confiance et de connaissance mutuelle et une forte tendance aux doubles emplois ainsi qu'à l'utilisation de petits moyens ;
- la mobilité des chercheurs est faible ;
- l'étranger, par des conditions de travail favorable, attire de nombreux chercheurs parmi les meilleurs ;

- l'université n'engendre pas d'entrepreneurs, capables de mettre sur pied de nouvelles entreprises en technologie et encore moins en hautes technologies, pourtant si nécessaires à une reconversion industrielle, faute de plateformes technologiques de pointe ;
- l'absence d'entités de R&D opérationnelles au sein des entreprises -le chaînon manquant de notre système national de recherche-d'où l'absence d'activités de développement expérimental et par conséquent l'absence des liens entre les universités, en tant qu'institutions d'appui, et le secteur de production industrielle.

On assiste ainsi au gaspillage d'un potentiel intellectuel, qui avait pourtant acquis une excellente réputation avant les années quatre-vingt-dix. Tous ces éléments-là sont évidemment liés et ils tiennent tous en profondeur à une cause facile à identifier : l'absence d'un plan stratégique !

Cependant, quelle que soit la nature de l'organe de politique scientifique et technologique mis en place, il doit cependant être en mesure, avec l'aide des comités consultatifs (dans notre cas, ce sont les comités sectoriels permanents et les commissions intersectorielles), d'assurer efficacement inter-alia les fonctions ci-après ^[7]:

- établissement de plans de développement des structures et du personnel de recherche ;
- détermination d'un équilibre adéquat entre recherche fondamentale, recherche appliquée et développement expérimental ;
- coordination des activités des différentes institutions de recherche intervenant dans le pays ;
- établissement d'un budget général pour toutes les activités scientifiques et technologiques nationales ;
- orientation et «monitoring» de toutes les activités liées aux transferts de technologie.

Pour que l'organe directeur de la politique de recherche puisse remplir effectivement sa mission, il devrait bénéficier effectivement d'un appui au plus haut niveau possible, en vue de disposer d'une autorité suffisante pour pouvoir effectuer des arbitrages. C'est pour cette raison, que dans les pays désireux de mettre en œuvre une politique volontariste de développement, l'organe directeur est placé sous la tutelle de la plus haute instance politique.

En outre, il doit disposer de moyens adéquats, en particulier d'un personnel ayant la maîtrise des méthodes de planification et de programmation des activités S&T ainsi que du processus de leur intégration dans le plan national de développement.

Enfin, l'organe directeur doit disposer d'un inventaire à jour du potentiel scientifique et technologique national ainsi que des statistiques fiables dans tous les domaines d'activité économique nationale, afin de pouvoir organiser, orienter et utiliser efficacement les moyens disponibles et de prendre les mesures les plus appropriées pour les renforcer. En conclusion, le système natio-

nal de recherche n'offre pas la fertilité que l'on est en droit d'attendre de lui. Non pas qu'il manque d'oxygène, mais parce qu'il souffre d'un problème d'ordre structurel, organisationnel et managérial.

N'y a-t-il pas intérêt pour nous à tirer les enseignements de l'exemple des pays émergents de l'Asie, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, etc., -grâce à la lucidité et la détermination inébranlable de leurs protagonistes comme précurseurs de leur essor- mettent plus que jamais l'accent sur le rôle de la recherche fondamentale et les capacités offensives de la R&D ainsi que la formation de chercheurs de haut niveau. Plus que la volonté politique d'hommes isolés, c'est la motivation de la population toute entière pour le progrès technologique qui représentait dans ces pays un atout majeur.

Nous restons à l'affût des conditions nouvelles qui se profilent aujourd'hui à l'horizon. Les nouvelles autorités politiques, et à leur tête le président de la République, ont affiché résolument les options stratégiques de refondation de la gouvernance socioéconomique et politique, notamment en affirmant une volonté politique pour s'appuyer sur la recherche scientifique, l'innovation technologique et l'économie de la connaissance, comme facteurs-clés d'impulsion du processus de développement économique et social. Cette volonté révèle une forte prise de conscience au sein des autorités sur cet état de fait et sur le potentiel de développement que recèle notre pays.

Toutefois, à ce tournant décisif de notre histoire, espérons que nous ne reproduirons plus les erreurs du passé, car nous avons plein d'espoir, de bonne volonté et d'idées concrètes en vue de parvenir à un meilleur avenir pour l'Algérie.

Rare est le regard de celui qui voit et qui scrute les signes des temps qu'il est des instants privilégiés dans l'Histoire, comme un rendez-vous avec le Destin, où une politique paraît menacée de tous les dangers, alors qu'en réalité, le péril dégage l'horizon d'une manière tellement décisive qu'il présente plus d'avantages à éclater au grand jour que de risques pour l'œuvre ; car les obstacles qu'il met en évidence éclairent si bien la situation qu'ils ressemblent davantage à des appels à une prise de conscience et à une stratégie, comme un rappel à l'ordre, qu'à des barrières dressées sur le chemin à parcourir.

Il en est ainsi de l'évolution actuelle de notre société où les principes de morale politique sont bafoués, alors que notre pays a tout ce qu'il faut pour relever le défi dans le siècle qui s'ouvre devant nous, caractérisé par une conjoncture favorable : une économie mondiale ouverte et interdépendante et une désagrégation de la chaîne de valeur dans les secteurs des technologies universelles.

Nous avons des atouts, les res-

sources minérales et énergétiques. Nous avons une capacité humaine aussi bien locale qu'expatriée possédant des qualités intrinsèques susceptibles de s'actualiser et d'accomplir le miracle. Il y a plusieurs raisons de garder espoir et de l'entretenir. Aurons-nous la volonté ou la sagesse de les mettre à profit et, surtout, le courage et la volonté politique de passer à l'action ? Plutôt que de tourner le dos à une société en mal de vie et de rejeter notre responsabilité sur les autres qui ne peut, en effet, que nous porter préjudice, nous devons plutôt exercer notre liberté de changer par la traduction de notre prise de conscience en action, comme dit ailleurs, pour un projet de société ; c'est là l'essence même de l'humanité ^[4].

Mohand Tahar Belaroussi

**** Le sigle R&D :** désigne globalement les activités de recherche scientifique et de développement technologique qui, de façon complémentaire à court ou à long terme, conduisent à l'application de nouveaux procédés et la production de nouveaux produits. La R&D englobe les trois types d'opérations de recherche : recherche fondamentale, recherche appliquée et développement expérimental.

***** LES SERVICES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES (SST) :** désignent les essais, la normalisation, la métrologie, le contrôle de qualité, la collecte et le traitement des données scientifiques, les collections scientifiques et technologiques, la diffusion de la documentation et des données scientifiques, la vulgarisation, le dépôt de brevets et l'enregistrement de licences, etc.

Références :

1. Science et Technologie : la nécessité absolue d'un changement d'orientation stratégique, M.T. Belaroussi, El Watan, 6 février 2005
2. Pour une politique de recherche véritable, M.T. Belaroussi, El Watan, 12 juillet 2005
3. Recherche scientifique et politique de développement : quelle orientation pour la gouvernance ? M.T. Belaroussi, El Watan Economie, 30 juin 2008
4. La programmation de la recherche nationale : autopsie d'un échec annoncé, M.T. Belaroussi, Le Quotidien d'Oran, 6 janvier 2009
5. Méthodes de programmation applicables à l'orientation et à la gestion de la R&D nationale, Études et documents de politiques scientifiques - UNESCO, n° 68 (Paris, 1990)
6. <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/science-technology/sti-policy/asia/asia-stepan/>
7. Stratégies et tactiques de réforme, Communication du Pr. E. Zerhouni, Rencontre nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, CIC, 18 août 2020
8. Sciences, Technologie et Développement endogène en Afrique : Tendances, problèmes et perspectives. CASTAFRICA II - Unesco - Juillet 1987

ALGER

Escroquerie sur les réseaux sociaux, les auteurs écroués

La brigade criminelle de la circonscription centre de la Police judiciaire relevant de la Sûreté d'Alger a démantelé une bande de malfaiteurs et arrêté deux mis en cause, a indiqué lundi un communiqué des mêmes services. Ce groupe «se servait des réseaux sociaux pour escroquer ses victimes et les voler sous menace d'armes blanches prohibées», note-t-on de même source. Les éléments de la PJ ont agi sur la base d'informations qui leur

sont parvenues de la part d'un citoyen qui avait un rendez-vous avec un individu rencontré sur Facebook, lequel s'adonnait à la vente de la fausse monnaie.

La personne en question devait «acheter 80 millions de centimes en faux billets, moyennant 15 millions de centimes en vrais billets». Les services de la police judiciaire ont mis sur pied un plan bien ficelé ayant permis «l'arrestation du principal suspect en possession d'une arme blanche qu'il comp-

taît utiliser contre la victime pour lui voler son argent».

Les investigations ont permis l'arrestation d'un complice également en possession d'une arme blanche et d'une quantité de drogue de 2 grammes. Après parachèvement des procédures légales, les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, lequel a ordonné leur placement en détention provisoire, a conclu le communiqué.

«Bonnes conditions organisationnelles» au 1^{er} jour de l'examen du BEM

Les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour l'année scolaire 2019-2020 ont débuté lundi «dans de bonnes conditions organisationnelles» et dans le respect «total» du protocole sanitaire mis en place pour prévenir du Covid-19, ont affirmé de nombreux candidats à cet examen. Lors d'une visite de l'APS à certains établissements éducatifs à Alger Centre, Est et Ouest, des candidats ont déclaré que cet examen s'est déroulé dans de «bonnes conditions préventives» où le protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Education nationale et approuvé par le Comité scientifique du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a été respecté. Les centres d'examen ont été dotés de moyens sanitaires nécessaires, dont les produits désinfectants, des appareils thermiques, le respect de la distanciation physique et la distribution des masques aux candidats outre l'organisation de la circulation au sein des établissements éducatifs. Il s'agit également de l'ouverture de salles de soins et la mobilisation de psychologues pour l'accompagnement des élèves lors de cet examen. Dans le cadre de la lutte contre la triche, les centres d'examen ont été dotés de détecteurs de métaux où les candidats avaient été soumis individuellement au contrôle à l'entrée des établissements. A Alger centre, la candidate Nesrine (16 ans) passe cet examen pour la deuxième fois au lycée El-Idrissi (1^{er} Mai) a affirmé que le centre d'examen a été doté de tous les moyens de prévention. Le nombre des candidats présents était «peu» avec une moyenne d'un ou deux candidats dans la classe au lycée El-Idrissi (Alger

centre), Abdelhamid Bouhadji (Mohammadia). D'autres classes ont enregistré une absence totale de candidats, a-t-on constaté. Pour Aymen (15 ans) qui passe pour la première fois cet examen, les questions du sujet de l'épreuve de la langue arabe étaient «faciles» tandis que les questions de la physique étaient abordables en dépit des difficultés rencontrées dans une question.

DES SUJETS ABORDABLES

Au CEM des «Frères Mehdi» à Douira, les candidats ont affirmé que les questions étaient abordables par rapport aux élèves de niveau «moyen», d'autant qu'elles font partie des cours présentés durant les 1^{er} et le 2^e semestres par les enseignants. Pour sa part, la directrice de l'Education d'Alger ouest, Sonia Gaid, a assuré que l'examen s'était déroulé dans de «bonnes conditions», notamment en ce qui concerne le respect du protocole sanitaire adopté depuis le 25 août lors des séances de révision. L'opération de recensement du «nombre des candidats qui se sont présentés à cet examen est en cours», a-t-on appris auprès de Mme Gaïd et du directeur de l'Education d'Alger Est, Lahbib Abidat.

En termes de statistiques, le nombre de candidats à Alger est de 61.301 répartis sur 190 centres (77 Alger ouest, 70 à Alger Est et 43 à Alger centre), a annoncé récemment la wilaya d'Alger. Le nombre total des candidats concernés par cet examen, dont les résultats sont prévus fin septembre en cours, est de 669.379 candidats, d'après les chiffres avancés par le ministère de l'Education nationale. Pour rappel, le

Premier ministre, Abdelaziz Djerad, accompagné du ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouajaout, avait donné, lundi à partir de Blida, le coup d'envoi des épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM). M. Djerad avait procédé à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au centre d'examen du lycée «El Fath» du chef-lieu de Blida, où il s'est enquis des conditions d'examen des candidats. Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, avait indiqué, samedi, que la tutelle «a finalisé toutes les dispositions organisationnelles relatives à cet examen à partir de l'affectation des candidats jusqu'à la correction et l'annonce des résultats», rappelant l'élaboration par son département de quatre protocoles de prévention. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, après consultation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, juin dernier, le ministre de l'Education nationale en ce qui concerne le Brevet de l'enseignement moyen pour l'année scolaire 2019/2020. Ces instructions stipulent que le BEM est facultatif en ce sens où, pour les élèves scolarisés, il n'est plus un diplôme nécessaire pour le passage en classe supérieure. Ce passage se faisant en calculant la moyenne des deux premiers trimestres, laquelle doit être égale ou supérieure à 9 sur 20. Toutefois, les élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 9 sur 20 ont la possibilité de passer les épreuves du BEM dont la note sera prise en compte pour leur passage. Pour les candidats non scolarisés, le diplôme du BEM leur est nécessaire comme unique voie d'accès à toute formation professionnelle supérieure.

GHARDAÏA

Les localités de la vallée du M'zab raccordées au réseau d'assainissement

L'ensemble des habitations et immeubles se trouvant dans les localités de la vallée du M'zab (4 communes) sont raccordées au collecteur principal du mégaprojet intégré d'assainissement liquide et de protection contre les crues de l'oued, a assuré mardi à l'APS le directeur des ressources en eau de la wilaya. Le raccordement de l'ensemble des quartiers et localités des communes de Daya Ben-Dahoua, Ghardaïa, Bounoura et El-Atteuf a été achevé au terme de la réalisation du dernier tronçon d'une longueur de 1,9 km linéaire sous forme de galeries devant prendre en charge les eaux usées de la commune de Daya Ben-Dahoua (plus de 20.000 habitants) et la bourgade de Touzouz, a précisé Lahbib Boulouar. L'achèvement de ce dernier tronçon de raccordement au collecteur principal d'assainissement permet l'éradication des fosses septiques et les débordements fréquents des eaux usées, estiment, pour leur part, des élus et autres habitants de la commune située en amont de la vallée du M'zab.

Considéré comme le plus important projet intégré d'assainissement initié dans le sud du pays, pour un coût de plus de 11 milliards DA, cet ouvrage, qui a été lancé en 2004, a connu une phase de répit «forcée» suite aux intempéries qu'a connues la région de Ghardaïa le 1^{er} octobre 2008 et un retard imputé aux problèmes d'expropriation sur le tracé du réseau, selon les données du secteur des ressources en eau. Sa concrétisation a été dictée par l'évolution rapide de la population concentrée dans l'espace urbain de la région, touchant

même le lit mineur de l'oued, et qui a engendré un danger de pollution de la nappe alluvionnaire de ce cours d'eau vital pour la survie de toute la région (les quatre communes), a-t-on souligné. Pour mettre un terme aux dangers qui guettaient la population locale, les pouvoirs publics ont lancé ce projet intercommunal intégré qui comporte de nombreux ouvrages, en amont et en aval de l'oued, dont trois digues de rétention sur les oueds Boubrik, Labiodh et El-Himer, qui ont un rôle de régulateurs, et également des réserves aquifères de plus de 46 millions m³ d'eau, selon la même source. Parallèlement, des travaux de calibrage et d'endiguement de l'oued sur 25 km, entre Daya Ben-Dahoua et El-Atteuf ont été menés avec la réalisation d'un collecteur principal des eaux usées, avec un segment de trois kilomètres en «ovoïde» (galeries).

Le projet a été bouclé par la réalisation d'une station de traitement des eaux usées par lagunage devant fournir 46.000 m³/jour d'eau traitée et réutilisable à des fins agricoles, a-t-on encore précisé. Pour la concrétisation de ce projet, quelque 700 millions DA ont été dégagés par les pouvoirs publics pour indemniser près de 200 propriétaires de terrains situés sur le tracé du projet. Le projet vise à améliorer les conditions de vie des citoyens des zones les plus urbanisées de la vallée du M'zab, à supprimer la pollution engendrée par l'évacuation des eaux usées et à préserver la nappe phréatique et les eaux souterraines dans cette vallée, en plus de mettre un terme à la dégradation environnementale de cette région touristique.

TIZI OUZOU

Examen du BEM : l'obligation du port du masque respectée

Pas moins de 1.425 candidats, dont 336 déjà admis au secondaire, se sont présentés lundi à Tizi Ouzou aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), dans le respect des mesures préventives de la pandémie du coronavirus, a-t-on constaté à travers certains établissements. Accompagnés, la plupart de leurs parents, les candidats étaient tous munis de masques et étaient plutôt «sereins». «L'obligation du port du masque est scrupuleusement respectée par tous, personnel, enseignants et élèves qui ont été sensibilisés à cet effet», dira Ahmed Chebli, proviseur du collège Mouloud Feraoun. Sur le plan «prévention», «toutes les dispositions ont été prises», assure-t-il, nous indiquant le dispositif de marquage au sol, les affiches instructives et les solutions hydroalcooliques disposées un peu partout à travers les allées et coins de l'établissement qui reçoit moins d'une vingtaine de candidats, entre recalés et admis. Du coup, rassure-t-il, «la situation est gérable vu qu'il n'y a pas une forte présence».

Meziane, infirmier et père d'une candidate qu'il accompagnait, s'est dit plutôt «optimiste» au vu de toutes les dispositions prises pour permettre aux élèves de passer l'examen dans de

bonnes conditions. «Côté prévention, je suis plutôt rassuré vu qu'il n'y a pas beaucoup de monde, reste maintenant à espérer que cela aidera les élèves à bien travailler et que les épreuves soient abordables», dira-t-il. Les mêmes dispositions ont été observées au niveau du collège Amyoud Smail, situé à la nouvelle ville, et au niveau de l'ensemble des 53 centres d'exams à travers la wilaya, a assuré le directeur local de l'éducation, Ahmed Lalaoui, qui a indiqué qu'«aucune absence n'a été enregistrée durant ce premier jour, ni aucun centre n'a été fermé». Le responsable local qui a considéré que «les épreuves sont abordables et ont été élaborées en prenant en considération le contexte exceptionnel dû à la propagation de la Covid-19 et ses répercussions sur les élèves», a salué la mobilisation du corps enseignant et l'ensemble du personnel de son secteur ainsi que les parents d'élèves pour la réussite de cet examen. Sur 14.945 candidats inscrits à cet examen que compte la wilaya de Tizi Ouzou, 13.860, soit 90,59%, ont été déjà admis au cycle secondaire sur la base du calcul de leurs moyennes pour les 1^{er} et 2^{ème} trimestres de l'année scolaire en cours, suspendue pour cause de la crise sanitaire du Covid-19.

M'SILA

132 projets concrétisés depuis janvier dernier

Pas moins de 132 projets dédiés à l'amélioration du cadre de vie des populations des zones d'ombre dans la wilaya de M'sila ont été réceptionnés depuis janvier dernier, ont annoncé lundi les services de la wilaya.

Les projets concernent, entre autres, l'approvisionnement en eau potable (AEP), l'assainissement, la réalisation de nouveaux établissements scolaires, l'ouverture de pistes et l'amélioration et l'aménagement des espaces ru-

raux, ont précisé les mêmes services. Aussi, il est programmé la réception «avant la fin de l'année 2020» de 139 projets actuellement en chantier, selon les informations fournies par les mêmes services qui ont rappelé qu'un total de 498 projets ont été inscrits au profit des habitants de 278

zones d'ombre recensées dans la capitale du Hodna.

Les réalisations visent à contribuer à fixer les populations des zones d'ombre dans leurs régions d'origine et à répondre aux préoccupations des habitants concernant la concrétisation de projets dans les secteurs vitaux.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 moharram 1442

El Fedjr 04h57	Dohr 12h45	Assar 16h20	Maghreb 19h07	Icha 20h27
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TÉBESSA

Renforcement de la sécurité

Ali Chabana

La tenue des épreuves de l'examen du BEM, session 2020, les services de police de la Sûreté de la wilaya de Tébesa ont réactivé en la circonstance, le plan opérationnel, afin d'assurer la sécurisation de l'examen en question. Et ceci, au titre des me-

sures de prévention de la propagation de la maladie du Covid-19.

Ainsi, 1.200 policiers ont été mobilisés dont 830 sont directement impliqués dans les 151 situations sécuritaires prévues, dans 110 établissements éducatifs dont les 54 centres d'examen. Outre le dispositif sécuritaire les services de Police ont aussi programmé 240 ron-

des motorisées équipées de moyens humains et logistiques et ce, toujours dans l'optique du bon déroulement des épreuves du BEM, à travers la wilaya, en coordination avec les autres services de l'administration locale et les partenaires sécuritaires, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de presse de la police.

Dans l'attente du développement de la wilaya

Chaque installation d'un nouveau wali suscite l'intérêt, la curiosité et surtout fait naître chez les gens, un sentiment d'espoir, de voir la machine repartir de nouveau, de dépasser les entraves et les querelles inutiles, de dire que cette fois-ci, ça ira mieux. Le nouveau chef de l'Exécutif de la wilaya de Tébesa Mohamed Elbaraka Dehadj est donc attendu au pied levé, les dossiers inhérents aux programmes accordés, au titre du développement local ne manquent pas. Si certains ont connu de l'amélioration et un progrès, d'autres au contraire font du surplace. Le wali fraîchement installé aura dans un premier temps, à sonder le terrain pour constater ce qui va et ce qui ne l'est pas. Le comment, le pourquoi, de l'état des lieux d'une wilaya à vocation frontalière, au climat steppique dominant, regorgeant de ressources naturelles diverses.

Aussi le commun des mortels s'interroge sur les raisons objectives qui bloquent le décollage socio-économique tant espéré par toute la population. Pourquoi tant de disparités et de carences, dans un tissu économique et social, quel que peu inégal ? Que faudra-t-il entreprendre pour que les zones d'ombre soient réduites, à défaut d'être éradiquées du paysage local ? Le wali aura aussi à remettre au travail tout le contingent de fonctionnaires et respon-

sables réduits à de longs congés forcés, à cause de la pandémie. Une mission difficile, dans une conjoncture délicate. Si le nouveau wali appelle tout le monde à l'accompagner, société civile, citoyens, élus, quels seront les outils et les mécanismes à mettre en place, afin que chacun de ceux-là assume ses responsabilités dans la transparence sans transgresser les règles de bienséance et d'assiduité. Dans son agenda, le nouveau wali compte certainement redynamiser certains secteurs qui connaissent un rythme lent, peut-être faute de moyens, d'encadrement technique et humain et de dotations financières. En d'autres termes, créer une harmonie positive dans la conduite des travaux, redonner à l'administration locale son rôle de catalyseur des projets inscrits ou en cours de réalisation, à commencer par réduire les lenteurs bureaucratiques, quand celles-ci freinent la dynamique du développement de la wilaya, mais aussi doter les services des Collectivités locales de sang neuf, à travers l'intégration de nouvelles compétences, à même d'insuffler un second souffle aux rouages des institutions locales. La population aspire à des jours meilleurs, les jeunes diplômés piaffent d'impatience pour pouvoir dénicher un emploi, de lancer leurs propres entreprises car le chômage est le fléau qui cause le plus de mal aux

couches sociales défavorisées. Tébesa, c'est la diversité des paysages du nord au sud, c'est une bande frontalière de plus de 290 km, où se situent 10 communes frontalières. Ce sont des ressources naturelles à valoriser, une région agropastorale à mettre en valeur, une production animale à préserver, qu'en est-il des promesses d'un pôle minier ? Tous ces atouts et d'autres vont sûrement constituer le piédestal d'une nouvelle vision et démarche que les Autorités de la wilaya prendront comme un point d'un nouveau départ. L'AEP, le désenclavement des zones isolées, la réhabilitation et la réalisation des structures sanitaires, l'aménagement et l'équipement des établissements scolaires, des communes rurales, la relance des programmes de projets d'investissement, l'assainissement du dossier foncier industriel et agricole, la finalisation des projets des pôles urbains en construction et du pôle universitaire de Boulhaf Dyr, l'activation des programmes du logement, la préservation et la valorisation des monuments et sites historiques, la révision des missions confiées à certaines infrastructures culturelles. Autrement dit, la population de la wilaya de Tébesa sera dans l'attente et à l'écoute, de tout ce qui sera entrepris, au nom de son développement et sa prospérité.

A. C.

ANNABA

«Rôle primordial pour Sider El Hadjar dans le nouveau plan industriel»

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a affirmé, lundi que le complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba), avec ses ressources et ses équipements actuels et à venir, « aura un rôle primordial dans le lancement du nouveau plan industriel centré sur une large intégration des ressources nationales et des compétences humaines ». « Le complexe d'El Hadjar qui a traversé de nombreuses difficultés l'ayant transformé, à l'instar d'autres groupes publics, en un fardeau pour le Trésor public, ne peut être considéré, du fait de ses potentialités, comme un problème pour l'Economie nationale, mais plutôt comme la rampe de lancement d'un changement qualitatif vers une véritable industrie sidérurgique permettant de créer de la richesse et bâtir l'indépendance économique dans les industries de transformation », a indiqué le ministre au cours d'une conférence de presse tenue au siège du complexe. Il a ajouté que le Complexe Sider El Hadjar demeure, par la sym-

bolique qu'il représente et les objectifs fixés par l'Etat, depuis sa mise en service, « une base pour créer une indépendance économique et relancer une véritable industrie sidérurgique qui réponde aux besoins de l'Economie nationale et donner la nouvelle impulsion d'une véritable industrie algérienne ». En réponse aux questions des représentants des médias sur la concrétisation du plan de relance du Complexe El Hadjar, le ministre a relevé que « l'allègement des fardeaux financiers, accumulés par le Complexe constitue une nécessité », soulignant que « les pouvoirs publics accompagneront ce Complexe dans les négociations avec les banques et l'acquisition des équipements nécessaires pour lui permettre de sortir de la situation difficile à laquelle il fait face et de se concentrer sur la réalisation des objectifs économiques fixés ». A une question relative aux conflits qui font irruption dans le domaine économique et ont entraîné, par le passé, l'activité du Com-

plexe, le ministre a indiqué que « la logique économique ne laisse pas de place aux conflits politiques au sein de la sphère économique », ajoutant que « la volonté de positionner l'Algérie sur la voie de l'industrie réelle ne tolère pas les manipulations politiques au sein des espaces industriels et les acquis économiques ».

Au premier jour de sa visite de travail à Annaba, le ministre de l'Industrie a inspecté les unités du Complexe Sider El Hadjar et s'est entretenu avec les cadres du Complexe sur la situation économique actuelle et les perspectives de la relance de la sidérurgie à Sider El-Hadjar.

Le ministre de l'Industrie devait poursuivre sa visite dans la wilaya d'Annaba en inspectant d'autres unités industrielles dont l'Entreprise nationale, spécialisée dans la construction de matériels et d'équipements ferroviaires (Ferrovia) et l'usine Cital pour l'assemblage et la maintenance de tramways.

EL TARF

Le doyen des armateurs de pêche emporté par le Covid-19

A.Ouélaa

Une immense foule a accompagné, l'après-midi du lundi dernier, El Hadj Salah Itim, plus connu sous le sobriquet 'Catarel', considéré comme le doyen des armateurs pêcheurs. Il n'était pas seulement connu à El Kala mais par tous les armateurs de tous les ports du pays, selon le président de la Chambre de Pêche d'El Kala.

Au regard de sa longue expérience, il était constamment sollicité par les autres armateurs et pêcheurs, pour lesquels il prodiguait conseils et astuces de l'art de la pêche. Selon ses proches, El Hadj était tombé malade depuis quinze jours, mais le Covid a eu raison de lui. Les armateurs et pêcheurs d'El Kala, ont décidé de ne pas sortir en mer, lundi dernier, le temps de faire leur deuil.

Plusieurs trafiquants de drogue sous les verrous

Trois repris de justice, âgés de 22 à 28 ans, originaires de la ville d'Oum Theboul, ont été arrêtés par les éléments de la lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de wilaya d'El Tarf en possession de 35 morceaux de kif. Les mis en cause ont été présentés devant le juge d'instruction du Tribunal d'El Tarf et placés sous mandat de dépôt. Pour rappel, ces dernières semaines, une lutte implacable est menée par les services de Sécurité contre les trafiquants de drogue et de psychotropes. Par ailleurs,

agissant sur information, les éléments de la Sûreté de la daïra d'El Kala, sont parvenus à arrêter 5 dealers, en possession de 445 comprimés de psychotropes de différentes marques, des armes blanches et une somme importante d'argent. Les mis en cause ont été déférés devant le Tribunal, d'El Kala et placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur pour association de malfaiteurs, commercialisation de psychotropes et détention d'armes blanches.

A.Ouélaa

CONSTANTINE

Commémoration du 64^{ème} anniversaire de la mort de Zighoud Youcef

Le coup d'envoi des activités de commémoration du 64^{ème} anniversaire de la mort du Chahid Zighoud Youcef, commandant de la Wilaya II historique, a été donné, lundi, dans la wilaya de Constantine. Le président de la Fondation 'Chahid Zighoud Youcef', Ahcen Tlilani a indiqué à l'APS qu'un riche programme comportant diverses activités a été élaboré dans le cadre de la commémoration du 64^{ème} anniversaire de la mort de ce héros de la Révolution, tombé au Champ d'honneur, le 23 septembre 1956.

Baptisé «Sur les traces du Chahid Zighoud Youcef», le programme verra la tenue, durant deux semaines, de conférences sur l'histoire de la guerre de Libération nationale, de rencontres et de visites des lieux historiques témoins du parcours révolutionnaire de ce symbole de la Révolution pour l'Indépendance du pays, a-t-il ajouté.

Le programme a été lancé depuis la commune de naissance du Chahid, qui porte aujourd'hui son nom, par la tenue d'une conférence sur «La jeunesse du Commandant de la Wilaya II historique» animée par l'ancien recteur de l'Université des sciences islamiques

'Emir Abdelkader' de Constantine, Abdallah Boukhekhel et Hamid Bouchouha de l'Université Constantine 3, ainsi que des témoignages des compagnons d'armes du chahid. M. Tlilani qui est également le scénariste du film «Zighoud Youcef» a, par ailleurs, révélé que ces activités se poursuivront dans les wilayas de Batna, Mila, Annaba, Jijel et Béjaïa, avant de s'achever le 23 septembre dans la wilaya de Skikda avec une conférence qu'il co-animera avec Abdallah Boukhekhel, en plus d'une visite dans la région de Sidi Mezghiche, au lieu-dit 'El-Hamri', où le colonel Zighoud Youcef est tombé en martyr. Le programme de commémoration prévoit aussi des visites de la guerre d'Annaba d'où Zighoud Youcef s'était évadé en compagnie de Ammar Benaouda et de la région d'Ifri-Ouzellaguen qui a abrité le Congrès de la Soummam.

Le but des activités qui seront diffusées sur les réseaux sociaux est de «préserver la mémoire nationale» et «mettre la lumière sur un symbole de la Révolution algérienne dans le nord-constantinois, modèle pour les générations montantes», a relevé le président de la Fondation 'Chahid Zighoud Youcef.'

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

21 moharam 1442

El Fedjr 04h45	Dohr 12h31	Assar 16h06	Maghreb 18h53	Icha 20h13
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Un investissement de plus de 1.100 milliards Le 5^e périphérique... une bouffée d'oxygène pour un réseau essoufflé

A l'instar de la pénétrante portuaire, en cours d'achèvement, la 2^e rocade sud -dite aussi le 5^e boulevard périphérique- porte bien son statut de projet structurant. La 5^e couronne d'Oran, fraîchement entrée en scène, est la plus excentrée des boucles ceignant la ville et, en même temps, la seule à joindre d'un seul trait l'Est (Belgaïd) et l'Ouest (Misserghine).

H.S.

Elle est également la connexion qui raccourcit au maximum les distances de banlieue à banlieue, tout en ayant un impact sûr en termes de synergie et de développement, notamment de par l'enrichissement urbain qu'elle devra entraîner sur les périmètres qu'elle traversera. Il faut souligner que le redoublement d'effort sur le chantier du 5^e boulevard périphérique dès la levée du confinement dans le secteur BTPH a porté ses fruits puisque la desserte a été récemment mise en service. Surtout, il est attendu de cette boucle un effet désengorgeant et un rôle d'axe structurant de la zone d'expansion urbaine et économique de l'agglomération d'Oran, orientée vers sa zone est.

EQUILIBRE, LENT MAIS CERTAIN, ENTRE LES 5 PERIPHERIQUES

Par effet de vases communicants, le trafic aura tendance à s'équilibrer sur les périphériques du réseau routier local au fur et à mesure qu'augmentera le flux transitant par le 5^e boulevard, fraîchement entré en jeu. Par un effet résorbant, le rabattement sur la nouvelle connexion allégera progressivement la tension sur le 4^e boulevard, en particulier, liaison qui n'est certes pas au bord de la saturation mais qui est sous forte pression quand même. En témoignent les fréquents bouchons qui s'y forment à longueur d'année. Une décongestion qui, conjuguée à l'effet de mise à niveau en cours d'exécution sur cette rocade avec à la clé un élargissement du profil en 2 fois 2 voies, désencombrera définitivement la rocade (surnom du 4^e périphérique). Il y a près de deux

mois, l'encre de la note gouvernementale portant levée progressive du confinement dans le secteur BTPH à peine sèche, l'ex-wali d'Oran avait mis le cap sur le 5^e périphérique. Faire en sorte que cette boucle autoroutière qui a bouffé une longue suite d'échéances et de crédits de paiement s'ouvre rapidement, c'était le mot d'ordre de la visite. Mission accomplie puisque, comme prévu, les travaux restants ont été menés à bout sur cette 2^e rocade sud, longue de 21 km et dont le tracé est le plus excentré.

CE DONT ON VEUT DE LA 2^e ROCADÉ

Il était question, rappelle-t-on, de quelques détails à mettre en place, dont le bitumage d'un tronçon de 2 km, la finition d'un nombre d'ouvrages d'art, le parachèvement de bretelles et autres voies de bifurcation et échangeurs, et en dernier lieu les dispositifs de sécurité, de signalisation et d'éclairage, avant le couper du ruban marquant la mise en service de cette ceinture autoroutière tant attendue et sur laquelle les pouvoirs publics parient beaucoup pour décongestionner le trafic et fluidifier la circulation, à l'intra-muros comme en banlieue. Ce projet inscrit dans le cadre du PCSC (Programme complémentaire de soutien à la croissance), exercice 2011, pour sa 1^{re} section Belgaïd-El Kerma, sur 21 km, a pour vocation de relier les différentes communes de la région par la bretelle autoroutière d'Oran, d'assurer le raccordement avec la (future) liaison autoroutière entre le port d'Oran et Belgaïd, de connecter la partie Est de la ville à sa partie Ouest, en desservant 7 agglomérations (El Kerma, Sidi Chahmi, El Braya, Hassi Bounif, Sidi El Bachir et Belgaïd).

Bethioua

Un important incendie à l'usine de Tosyali

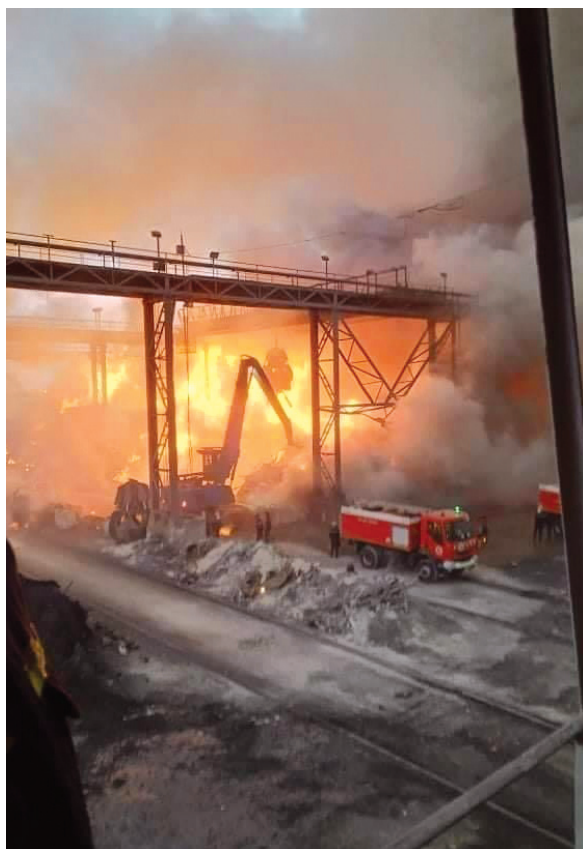
J. Boukraa

Un important incendie s'est déclaré avant-hier dans l'unité Tosyali spécialisée dans l'acier, implantée dans la zone industrielle de Bethioua. Fort heureusement le sinistre n'a pas fait de victime, a-t-on appris de la protection civile.

Selon la même source, le feu s'est déclaré dans un bac de collecte des déchets d'acier d'une superficie de 1.500 m². La direction de la protection civile qui a affirmé qu'aucun blessé n'a été signalé, a mobilisé un important dispositif pour lutter contre les flammes. Une centaine d'agents tous grades confondu et une vingtaine de véhicules d'intervention dont 15 engins de lutte contre les incendies. Les flammes ont pu être maîtrisées et un dispositif de sécurité a été mis en place après l'opération pour faire face à toute éventualité.

De son côté, la société Tosyali Algérie dans un communiqué rendu public à la suite du sinistre a indiqué «qu'à la suite de l'incendie, aucun blessé et aucune perte humaine ou matériel n'a été signalé». L'incident a pour origine le frottement du métal au moment de son traitement et transformation créant plusieurs étincelles.

Les étincelles portées par le vent ont été à l'origine de l'embrasement de substances chimiques sous forme d'huile présentes sur les lieux. Les flammes se sont propagées dans toute la zone de stockage de ferraille en raison des vents», ajoute le même communiqué.



5^e PERIPH, BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR UN RÉSEAU ESSOUFFLÉ

A cela s'ajoutent deux éléments-clés. Premièrement, ce segment autoroutier assure, en plus de sa fonction de transit, un rôle d'axe structurant de la zone d'expansion urbaine, industrielle et touristique de l'agglomération d'Oran, orientée vers sa zone Est. Deuxièmement, ce projet constitue une pénétrante autoroutière, sachant que la 2^e rocade se raccorde avec la bretelle autoroutière d'Oran au PK0+600, assurant ainsi des échanges rapides entre la région Ouest et l'autoroute «Est-Ouest». Il faut savoir que l'AP final de ce projet avoisine les 1.100 milliards de cts. Le projet consiste en la réalisation d'une 1^{re} tranche de la rocade sud, dans le cadre du schéma directeur routier du secteur des TP. Outre la mise en place d'une route à circulation rapide, confortable et sécurisée, ce projet vise à désenclaver certaines zones de la wilaya, à l'instar des communes de Bir El Djir, Hassi Bounif, Sidi Chahmi, El Braya, Es-Senia et El Kerma), à faciliter les déplacements et à atténuer l'intensité du trafic sur l'actuel réseau de base de la wilaya. Plus précisément, il est question dans ce cas de la 1^{re} tranche du 5^e périph, lequel consiste dans sa globalité en une liaison de deux fois deux voies, reliant Misserghine au Douar Belgaïd sur une distance de 35 km, dont l'étude a été réalisée par un groupement algéro-égyptien nommé « Hamza Associates / CTPP ». Cette première tranche du projet s'étend sur une distance de 21 km, reliant Belgaïd (est d'Oran) à El-Kerma (sud-est d'Oran), sera équipée d'un système de vidéosurveillance.



Bethioua et Sidi Chami Près de 28 milliards pour les réseaux d'assainissement

J. Boukraa

La wilaya d'Oran a bénéficié depuis quelques années déjà d'énormes projets destinés à l'éradication des fosses septiques et la réalisation des réseaux d'assainissement des eaux usées. Toutefois certaines localités ne sont toujours pas raccordées au réseau d'assainissement. Pour mettre un terme à ce genre de problème, la commune de Bethioua a inscrit un projet de réalisation d'un réseau d'assainissement au profit des habitants de la localité de H'sassna. « Evalué à quelque 24 milliards de centimes, selon la fiche technique, le projet a été scindé en trois tranches. La première tranche estimée à 6 milliards de centimes dont les travaux ont été lancés a été prise en charge par la commune. La deuxième tranche sera aussi prise en charge dans le cadre du budget supplémentaire de la commune. La procédure a été lancée», a indiqué le chef de daïra de Bethioua lors de son passage sur les ondes de la radio locale. La responsable a ajouté que «la troisième tranche du projet sera prise en charge par la direction des ressources en eau».

Ce projet a été tant attendu par les riverains qui affirment qu'en plus des odeurs nauséabondes, les fosses septiques constituent un lieu propice pour la prolifération de toutes sortes d'insectes et en particulier les moustiques et par conséquent les maladies respiratoires et dermatologiques. Les fosses seront éradiquées pour permettre d'installer de nouveaux réseaux d'assainissement des eaux usées et d'en finir avec ces solutions dangereuses pour l'environnement et pour la santé. En effet, à cause de l'absence de réseau d'assainissement dans certaines

localités de la wilaya, les habitants ont recours aux fosses septiques pour se débarrasser des eaux usées. Mais avec le temps cette solution devient un problème inquiétant. Les habitants de ces localités souffrent quotidiennement, et à longueur d'année le martyre à cause des fosses septiques. Quand les fosses débordent et en période de chaleur, l'air étouffe de par les odeurs nauséabondes qui se dégagent des fosses.

D'autre part, une nouvelle station de refoulement des eaux usées sera réalisée dans la localité de Hassi Labiod, commune de Sidi Chami. Les travaux de réalisation de cette station seront lancés incessamment. La réalisation de cette station était devenue une urgence pour dépolluer le site. Cette station dont le coût est estimé à quelque 3,4 milliards de centimes sera réalisée sur une durée de quelque 4 mois. L'entreprise qui prendra en charge les travaux a été désignée. D'énormes investissements ont été consacrés pour réaliser des projets à travers la wilaya d'Oran, afin de résoudre les problèmes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ainsi que la protection des centres urbains contre les inondations, cet état de fait est dû essentiellement aux extensions du tissu urbain et aux rejets des eaux usées brutes dans les milieux naturels.

La stratégie du ministère des Ressources en eau dans le domaine de l'épuration est basée sur la protection de la ressource hydrique, l'éradication des fosses septiques et des MTH, le confort et le bien-être des citoyens, la protection du littoral conformément à la Convention de Barcelone et la réutilisation des eaux usées épurées, notamment à des fins agricoles.

Boutlelis

Un mort sur la route de Misserghine

Un accident de la circulation survenu, avant-hier, sur l'axe Boutlelis-Misserghine a fait un mort. Selon un communiqué de la protection civile d'Oran, la victime de sexe masculin avait 48 ans et présentait de multiples traumatismes. Son véhicule, une Golf série 4, était complètement détruit. Une enquête a été ouverte pour connaître les causes exactes de cet accident mortel et la victime a été déposée à la morgue pour les besoins d'une autopsie d'usage.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

El Mocherfi Mustapha, 88 ans, Delmonte
Saïdi Yahia, 70 ans, Benfriha
Saâd Abdelkader, 83 ans, Boulanger
Kari Cherifa, 73 ans, Boulanger

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 moharam 1442				
El Fedjr 05h15	Dohr 13h00	Assar 16h35	Maghreb 19h22	Icha 20h41



Ils exigent la date exacte de l'attribution Les demandeurs de logements «à points» protestent devant la daïra

K.Assia

Des dizaines de demandeurs de logements de la formule dite à points se sont rassemblés, hier, devant le siège de la daïra d'Oran pour exiger des informations concernant leur situation. Les protestataires veulent désormais se renseigner sur les délais fixés par les autorités locales pour ce qui est de l'élaboration de la liste des bénéficiaires et aussi la date d'attribution de ces logements. Ce manque d'information ne fait qu'accentuer la colère et l'inquiétude des demandeurs de logements qui selon leur représentant M. Riahi se sentent mis à l'écart de tout renseignement leur permettant de connaître la vérité sur leur situation. Brandissant des banderoles, les contestataires venus nombreux ont souligné que les rumeurs circulant à présent font état de la distribution de ces logements au courant du mois d'octobre.

Dans ce registre et afin de connaître du nouveau, les protestataires se sont donné le mot pour se rassembler devant le siège de la daïra d'Oran dans l'espoir de rencontrer le premier responsable. Etant informés que le chef

de daïra est en congé, les protestataires ont affirmé qu'une demande d'audience sera faite pour rencontrer le nouveau wali d'Oran et lui faire part des doléances du collectif. «Nous tenons à lui donner toutes les informations concernant notre situation», assure M. Riahi. Ce mouvement de protestation a été précédé d'une action similaire organisée, en août dernier devant le siège de la daïra d'Oran. Le collectif avait plus de transparence de la part des autorités locales. Les contestataires venus nombreux avaient bloqué l'accès à la daïra. Les demandeurs de logements dont la majorité avait déposé ses dossiers dans les années 70 et 80 ont toujours réclamé plus d'informations et une prise en charge de leurs préoccupations, indique-t-on.

La wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme de 6.800 logements sociaux selon la formule à points répartis à travers quelques daïras. Plus de 80.000 demandes de logements sociaux ont été recensées dans le cadre de cette formule. Pour évaluer la situation et connaître les vrais besoins pour une éventuelle prise en charge de ces demandeurs, une commission de wilaya avait été installée pour évaluer et étudier les

dossiers. Les postulants ont été convoqués au fur et à mesure pour actualiser leurs dossiers.

Les services de la wilaya avaient également aménagé des bureaux spéciaux au niveau des secteurs urbains afin de permettre aux demandeurs de logements d'avoir toutes les informations sur leur dossier ou sur toute pièce manquante. D'autre part, les chefs de daïra ont été instruits de suivre de près les enquêtes ménages. Ce qui permettra d'avoir une banque de données précises et détaillées sur les demandeurs de logements. Selon des sources bien informées, on saura que les enquêtes ménages ont été ficelées pour les demandeurs de logements dont les dossiers ont été déposés entre 1974 et 2011. Concernant ceux déposés entre 2012 et 2014, ces derniers sont en cours d'étude. Rappelons que des dizaines de mal-logés de plusieurs quartiers de la ville d'Oran attendent leur relogement. Ils ont organisé plusieurs sit-in devant le siège de la wilaya d'Oran. Il s'agit de demandeurs de logements qui ont déposé des demandes auprès des services de l'OPGI depuis plus de deux décennies mais qui n'ont toujours pas bénéficié d'un logement.

Place Vassas à Aïn El Turck Un point noir de la circulation automobile à éradiquer

Rachid Boutlelis

Face à l'anarchie qui caractérise la circulation automobile au niveau de la place Vassas en plein centre d'Aïn El Turck, un énième appel a été lancé hier par des habitants ainsi que les commerçants de cette place et ses abords immédiats au même titre que ceux de sa transversale, la rue de la Cave, aux responsables de la daïra et de la commune d'Aïn El Turck pour la délocalisation de la station de taxis et des transports de la place Vassas. Selon les habitants qui se sont rapprochés du Quotidien d'Oran, le stationnement des taxis et des bus desservant Oran et d'autres communes de la corniche est à l'origine de l'anarchie en termes de circulation routière prévalant dans sur ces lieux. Nos interlocuteurs ont fait remarquer qu'ils «ont plusieurs fois adressé vainement des requêtes aux responsables concernés pour mettre un terme à ce désordre qui ne dit pas son nom».

En effet, selon le constat établi

sur les lieux, une déplorable anarchie règne quotidiennement en maître au niveau de cette esplanade et ses alentours et qui prend une ampleur démesurée durant la saison estivale. Toutes sortes de véhicules de transport public, en plus des taxis autorisés et/ou clandestins contribuent allègrement à ce désordre qui suscite également le courroux des automobilistes et les piétons de passage au niveau de cette place, zone incontournable pour accéder au centre de la principale commune de ladite daïra d'Aïn El Turck. Un peu plus de quatre ans plutôt, les habitants de cette commune, notamment ceux demeurant dans les alentours de cette esplanade, qui sont durement confrontés à cette déplorable situation, ont poussé un grand ouf de soulagement et ce, en apprenant qu'une station urbaine de transport public sera incessamment réalisée dans leur lieu de résidence. La réalisation de ce projet, qui a été favorablement accueillie par la population, était

en fait synonyme de la fin d'un long calvaire plus particulièrement les automobilistes qui sont dans l'obligation d'emprunter quotidiennement les rues transversales à cette place où les embouteillages monstres constituent l'essentiel de l'ambiance. Il s'agissait en fait d'un projet accordé à l'époque par la wilaya d'Oran, après proposition de la daïra d'Aïn El Turck, pour la réalisation d'une station urbaine de transport public sur une superficie, choisie et retenue au préalable, s'étendant sur un peu plus d'un hectare, longeant le CW 84, qui traverse le quartier Bensmir, dans la commune d'Aïn El Turck. Un apport d'un montant de 15 milliards de centimes a été estimé pour financer les travaux de cette station urbaine de transport public qui devaient être lancés à cette époque. Cependant, la population, déçue au plus haut point, s'interroge aujourd'hui, quatre ans après, sur les raisons qui ont motivé le renvoi de ce projet aux oubliettes.

Un dispositif de sécurité spécial mis en place pour le BEM La gendarmerie sensibilise sur le respect des mesures de prévention

K.Assia

Un important dispositif de sécurité a été déployé par le groupement de la gendarmerie d'Oran afin de garantir le bon déroulement des épreuves de BEM et ce à travers les différents centres d'examen relevant de la compétence de ce corps sécuritaire. Ce plan spécial «avant, pendant et après» repose sur la mobilisation de moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement de ces examens et sur la sécurisation des

centres d'examen et de leurs périmètres. Outre le renforcement de la sécurité, le dispositif garantit la fluidité de la circulation tout autour des établissements scolaires et assure l'escorte et la protection de l'opération de distribution des sujets d'examen et celle de la correction des copies. Dans ce registre, et en vue d'accompagner le dispositif spécial mis en place à l'occasion de ces épreuves, une opération de sensibilisation a été initiée, hier, par les gendarmes d'Oran au CEM El Moujahid Delalou

Bachir dans la commune d'Es-Sénia au profit des candidats du BEM. Appuyés par les éléments de la brigade de la protection des mineurs relevant de ce corps sécuritaire, les gendarmes ont explicité les grands axes de ce protocole de prévention dont le respect de la distanciation sociale et le port de la bavette avec pour objectif préserver la santé des élèves, celle du corps enseignant et des parents d'élèves. L'action vise désormais tous les établissements scolaires relevant de la compétence de la gendarmerie d'Oran.

Aïn El Turck Une destination mirage pour les migrants subsahariens

Rachid Boutlelis

D'origine burkinabé, malienne, guinéenne, camerounaise et nigérienne pour la plupart, des dizaines de migrants subsahariens ayant fui l'instabilité politique, les troubles et l'indigence prévalant dans leurs pays ont élu domicile, temporairement pour la grande majorité, dans la contrée côtière d'Aïn El Turck et ce, après un long, éprouvant et sordide périple. Selon des sources concordantes, ces migrants ont convergé dans un premier temps vers les wilayas de d'Adrar, d'El Oued et de Tamanrasset avant de parcourir encore des centaines de kilomètres dans des conditions effarantes et effroyables pour rallier la ville d'Oran où ils se font embaucher généralement dans des chantiers de construction dans une piètre précarité, en espérant gagner un maximum d'argent pour pouvoir continuer leur voyage jusqu'en Europe. C'est le cas de ces migrants subsahariens, contraints de travailler dans l'illegalité pour des employeurs sans scrupules et vivre dans des conditions déplorables, exécrables et parfois avilissantes dans le chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck où sont répertoriés des dizaines de chantiers.

Ils sont recrutés en qualité de manœuvre, peintre, maçon, jardinier ou carrément homme à tout faire, contre un salaire de misère, que nombre d'entre eux ne percevront finalement pas. «Si nous osons réclamer on nous menace d'appeler la gendarmerie pour nous reconduire aux frontières de notre pays d'origine. Heureusement qu'il existe des personnes généreuses parmi nos compatriotes qui n'hésitent pas à nous dépanner», a déploré d'un ton laborieusement sarcastique Amadou, un Camerounais, chargé de l'entretien et différents autres travaux chez un particulier qui l'emploie également pour le gardiennage dans son habitation, située dans la localité de Claire Fontaine. «Contrairement à mes compatriotes qui tentent de survivre dans des conditions effroyables dans des piè-

ces exiguës où des garages, loués au prix fort, je loge dans l'habitation de mon employeur pour le gardiennage», a renchéri notre interlocuteur avec une humeur bilieuse.

Son compatriote a aussi tenu à faire remarquer à ce propos que «les travaux qu'on nous demande sur les chantiers sont très compliqués. Les conditions de travail sont très dures. On transporte des sacs de sable, des pierres. On fait tout ce que personne ne veut faire. Les patrons nous appellent «camarade». Nous devinons aisément que c'est de la poudre de perlimpinpin mais on n'a pas le choix. Ce sont les seuls qui acceptent de faire travailler les clandestins. On est venus en pensant rester quelques mois, le temps de se faire de l'argent, puis repartir vers l'Europe». Abordé à ce sujet par Le Quotidien d'Oran, un chef d'entreprise installé dans la municipalité a confié sans ambages que «les migrants subsahariens sont grandement nécessaires pour pallier à la criarde insuffisance en main-d'œuvre locale dans le domaine des travaux publics et celui de l'agriculture. Certains d'entre nous ont même conclu des accords tacites avec les responsables locaux afin qu'ils laissent les migrants travailler. Ici, les petits boulots ce sont les Subsahariens qui les font parce qu'ils veulent travailler et ont besoin d'argent pour aider leur famille au pays. Sans ces personnes, je serais coincé. La main-d'œuvre locale ne veut pas faire ce travail, et ce n'est même pas une question de salaire», ajoute le chef d'entreprise.

Il importe de noter dans ce contexte qu'en raison de sa position géographique par rapport à ses côtes, qui ne sont pas éloignées de celles de la péninsule ibérique, la contrée d'Aïn El Turck est devenue, ces dernières années, une destination attractive pour les migrants subsahariens envisageant de tenter la folle traversée pour rallier l'Europe avec tous les risques et périls qui en découlent. Une pénible réalité pour ces Subsahariens qui vivent avec l'amertume, la détresse et la mal-vie sans jamais se plaindre.

Pôle urbain Zabana de Misserghine Une nouvelle ligne urbaine pour désenclaver les cités AADL



D. B.

Après les nombreux appels lancés par les bénéficiaires des logements au niveau du nouveau pôle urbain de Misserghine, l'ETUSO (ex-ETO) vient de lancer une nouvelle ligne urbaine pour desservir ce pôle urbain, la cité 1.300 logements AADL (Haï Bouamama), le rond-point d'Aïn El Beïda, le Rocher et enfin Haï Louz, indiquent des sources proches de la direction des transports. Nos interlocuteurs indiquent que cette ligne devra désenclaver les cités AADL de l'extrême ouest de la ville qui souffrent d'un manque flagrant en moyen de transport. Les bus de la nouvelle ligne effectueront ainsi des rotations quotidiennes entre ces cités location-vente et la cité des Amandiers (Haï Louz). Les usagers pourront ensuite prendre le bus H ou un autre moyen de transport urbain pour rejoindre la ville ou leur lieu de travail.

La création de cette nouvelle ligne était devenue indispensable pour répondre aux besoins des nouveaux habitants des cités AADL de l'extrême ouest de la ville qui ne

cessent de se plaindre depuis leur recasement dans des cités enclavées des difficultés quotidiennes pour le déplacement. Les habitants des cités location-vente de l'ouest de la ville trouvent de grandes difficultés pour se déplacer à Oran ou vers les autres localités limitrophes en raison de l'absence de transport. Ils sont souvent contraints d'attendre durant une heure pour avoir une place debout dans les bus qui desservent la ville d'Aïn Témouchent ou de recourir aux services des transporteurs clandestins qui exigent souvent des sommes exorbitantes pour une course de quelques kilomètres.

Il est à rappeler que les bénéficiaires du programme AADL 2 du pôle urbain Ahmed Zabana et de la cité 1.300 logements location-vente sont abandonnés dans un «no man's land» sans aucun équipement d'accompagnement. Des robinets sont à sec dans de nombreux îlots, l'éclairage public est défectueux, l'insécurité est totale, le transport est presque absent... les défaillances rencontrées au quotidien par les nouveaux relogés sont nombreuses.

TLEMCEM

La plage «B'hira» aspire à mieux**La plage d'Ouled Benayad, plus communément appelée «B'hira», est l'une des plages les plus emblématiques du littoral ouest de la wilaya de Tlemcen.****Khaled Boumediene**

Il y a deux façons d'atteindre la plage: prendre la très panoramique rocade côtière surplombant une mer transparente qui part de Ghazaouet et Souahlia (Tounane), ou suivre la descente Bab El Assa-Arbouz en traversant une étendue de collines dans les confins de la vaste région de M'sirda, qui envoûte les visiteurs par le charme du paysage et des vues extraordinaires.

Constituée de galets, la plage «B'hira» est un petit bijou qui se distingue par sa géographie spécifique, le long d'une rangée d'impressionnantes falaises surplombant le large méditerranéen. Il faut dire, qu'il y a à peine quelques années, cet endroit magique était encore à l'état sauvage où seuls quelques 400 familles autochtones y résidaient, mais aujourd'hui, de somptueuses résidences de vacances et habitations ont été construites à flanc de collines entourant cette plage offrant un spectacle exceptionnel par des gens originaires de la région mais aussi de plusieurs autres wilayas du pays. Cette transformation urbaine rapide qui tire bien des avantages pose également quelques inconvénients et dysfonctionnements écologiques et socioculturels, touchant généralement le tourisme durable et la valorisation de l'environnement du littoral algérien. Malgré quelques opérations d'aménagements effectuées, l'APC de Souk

Tleta n'a pas les grands moyens et les stratégies nécessaires pouvant accompagner cette mutation accélérée et répondre aux besoins du présent de cette localité qui commence à drainer des dizaines d'estivants et visiteurs qui affluent de différentes régions (Kabylie, Alger, Oran, Sidi Bel Abbès, Batna, Nâama, Skikda, Adrar, Bayadh, Béchar, Saïda, etc.), sans compromettre le milieu naturel, culturel et humain et en respectant l'équilibre environnemental fragile de cette agglomération dans le cadre d'un plan pluriannuel de développement touristique et durable. Les résidents du nouveau quartier de Sidi Abbou qui compte plus de 1.000 habitations sont confrontés, désormais, à la problématique de l'absence des réseaux d'assainissement, eau potable, gaz naturel ainsi que le manque de viabilisation, d'éclairage public et du téléphone filaire. Outre ces divers problèmes touchant directement le cadre de vie des citoyens, et le manque d'infrastructures sportives, de loisirs, de détente et de commerces de proximité compatibles avec une logique de tourisme durable que les autorités locales doivent à la fois développer, valoriser et préserver pour contribuer à l'attractivité de la plage, il reste beaucoup à faire sur le plan de l'entretien des ruelles, la prévention des inondations, l'aménagement et la restauration des cours d'eau et des ouvrages permettant de réduire le risque de crue

et d'érosion au niveau de ces nouveaux espaces bâtis récemment.

Par ailleurs, à la plage, une image désolante règne après le départ des baigneurs. Les bouteilles et sachets en plastique remplis de débris sont jetés un peu partout et les bacs et poubelles mis en place par la commune sont insuffisants, ce qui donne aux estivants et visiteurs un goût d'amertume. Cette plage est littéralement envahie des quantités de pierrailles qui gênent considérablement les baigneurs qui veulent bronzer sur le sable. Selon Rabah Soumer, Mohamed Boutaleb et Salah-Eddine Kermadi, des résidents, qui font tout pour faire de cette plage une des plus belles destinations balnéaires de la région, il y existe une possibilité de transformer la roche omniprésente sur les hauteurs de la plage en sable pour permettre aux estivants de retrouver un peu de confort sur cette plage. Selon le président de l'APC de Souk Tleta, Miloud Ziatenes, une machine neuve a été récemment acquise par les services de l'APC pour effectuer ce genre de travaux de concassage de sable de la région. De nombreuses installations (cabines, douches, toilettes) font également défaut sans oublier l'éclairage défaillant à cause de l'expérience échouée des panneaux photovoltaïques installés il y a quelque temps. Selon le P/APC, un appel d'offres a été lancé pour l'étude d'aménagement de cette plage.

MASCARA

Un appareil de dépistage du coronavirus à l'université

L'université «Mustapha Stambouli» de Mascara a été renforcée, lundi, par la mise en service d'un appareil de dépistage du virus corona (covid-19). L'appareil, d'une valeur de 15 millions DA et acquis grâce aux dons de bienfaiteurs, en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie «Béni Chougrane» de Mascara, a été installé au niveau du laboratoire de l'Institut des sciences de la nature et de la vie, après le succès des tests préliminaires sur le fonctionnement de l'appareil, il y a quelques jours.

Selon le recteur de l'université de Mascara, le professeur Samir Berntata, cet appareil permet d'effectuer 96 analyses toutes les deux heures, réduisant ainsi le temps d'attente des résultats des analyses, qui se faisaient auparavant dans les wilayas d'Oran et Chlef. Selon lui, l'appareil peut être utilisé dans le dépistage d'autres virus épidémiologiques, ainsi que dans les recherches scientifiques par les professeurs et les étudiants, après l'éradication du virus, s'il est décidé de le garder au niveau des laboratoires de l'université. A cette occasion, un accord-cadre a été conclu entre l'université «Mustapha Stambouli» et la direction locale de la santé et de la population régissant la manière d'utiliser l'appareil de dépistage du virus corona, en plus de la programmation d'un

partenariat entre les deux instances dans le domaine de la formation et les stages des étudiants et des professeurs au niveau des établissements de santé, ainsi que la formation du personnel du secteur de la santé dans quelques spécialités disponibles à l'université. Le directeur de la santé et de la population, le Dr. Mohamed Elamri, a indiqué que le nombre de cas du covid-19 pris en charge actuellement au niveau des hôpitaux de la wilaya a été réduit à 14 malades seulement, dispatché sur l'hôpital «Issad Khaled» de Mascara et les hôpitaux de Tighenif et Sig. Il a ajouté qu'il n'y a aucun malade au niveau des hôpitaux de Mohammadia et Ghriess, et le personnel des hôpitaux prenant en charge les cas de virus corona s'est réduit de 60 à 5% actuellement. De son côté, le président de la Chambre de commerce et d'industrie «Béni Chougrane» de Mascara, Miloud Kouchache, a indiqué que les donateurs et les opérateurs économiques ont participé, auparavant, dans des opérations de solidarité à l'intérieur et à l'extérieur de la wilaya pour réduire la propagation du virus corona. Ils ont également pris en charge les réparations urgentes au niveau de quelques ailes de l'hôpital «Issad Khaled» et comptent, actuellement, acquérir un appareil de radiographie pour les malades atteints du cancer.

TIARET

434 candidats au concours d'accès à l'Ecole des cadets**El-Houari Dilmi**

Accompagnés de leurs parents, pas moins de 500 élèves, qui ont obtenu l'examen de la sixième avec une moyenne supérieure à 9/10, se sont présentés, hier, aux épreuves du concours d'accès à l'Ecole des cadets de la nation 'Ammar Mohamed' de la ville de Tiaret, au titre de l'année scolaire 2020-2021. En effet, pour 100 places disponibles, 434 élèves, de sexe masculin, doivent d'abord passer la visite médicale avant de concourir dans l'épreuve d'éducation physique, sans passer par les épreuves des matières essentielles comme les mathématiques, la langue arabe et la langue française, pour cause de Covid-19.

Ouverte en 2016, l'Ecole des cadets de la nation de Tiaret, dotée de 20 classes de 20 élèves chacune, en est, déjà, à sa 5^{ème} promotion pour

former l'élite de demain. Avec des résultats très satisfaisants, obtenus lors des examens du BEM grâce à la rigueur, la discipline et le sérieux imposés par cette institution à ses élèves, issus de toutes les couches de la société, l'Ecole des cadets de la nation de Tiaret, à l'instar des neuf autres, disséminées à travers le pays, applique le programme d'enseignement officiel du ministère de l'Education nationale, tout en inculquant aux cadets les règles de base de la discipline militaire, à travers une formation paramilitaire, ajoutée à un programme complémentaire en éducation physique, civique et morale. «Dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2020/2021, les Ecoles des cadets de la nation du cycle moyen, des différentes Régions militaires (Tiaret, Béchar, Laghouat, Batna, Béjaïa et Tamanrasset, ont

ouvert les concours d'admission du 6 au 9 septembre 2020, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «De même, des visites y sont quotidiennement organisées au profit des parents d'élèves, afin de leur permettre de s'enquérir des conditions de formation et de vie des futurs cadets», ajoute le communiqué du MDN. «La sélection des candidats se fera sur la base des moyennes de leur cursus, outre un examen médical, une expertise psychotechnique et une évaluation sportive. A cet effet, tous les moyens et les équipements nécessaires ont été mis à disposition afin de respecter les consignes sanitaires et préventives relatives à la propagation du coronavirus Covid-19, notamment la distanciation physique et le port du masque», conclut le communiqué du MDN.

MOSTAGANEM

Près de 7 millions de quintaux de légumes de saison produits

La wilaya de Mostaganem a enregistré, cette année, une production de près de 7 millions de quintaux de différents légumes de saison, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA).

La chef de service de l'organisation de la production et du soutien technique, Mme. Aouicha Bouras, a indiqué à l'APS que «la production de cette année de légumes de saison a atteint, fin août dernier, 6 millions et 841.000 quintaux (qx), après la récolte de 22.700 hectares des superficies globales plantées consacrées à ces produits agricoles».

Selon Mme Bouras, cette saison a vu la production de 4,1 millions de qx de pomme de terre de saison (de consommation et semence), 440.000 qx de tomates, 550.000 qx de melon rouge et 370.000 qx d'oignons secs et verts. En outre, la production des deux variétés de poivrons a dépassé les 270.000 qx et le melon a atteint les 200.000 qx, ainsi que 180.000 qx de courgettes, 150.000 qx des différentes variétés d'aubergines, plus de 500.000 qx d'ail, de

betteraves, de carottes, de navets, d'haricots verts, de petits pois, d'artichauts et de laitues, entre autres produits agricoles.

Cette production positive, eu égard à la situation exceptionnelle que la saison a connu, notamment en ce qui concerne les mesures de confinement, dans le cadre de la lutte contre la pandémie du covid-19, a dépassé les 635.000 qx, ainsi que 293.000 qx de légumes primeurs irrigués et non irrigués, en attendant la campagne de plantation des légumes d'arrière saison, selon Mme Bouras.

La récolte des différentes variétés de légumes représente plus de 70% de la production agricole végétale de la wilaya de Mostaganem, selon le bilan de la saison écoulée (2018/2019), grâce aux efforts des producteurs et des services agricoles, qui ont participé, durant le dernier quinquennat, au développement de cette filière vitale à environ 30%, soutenue par le développement de la production des pommes de terre avec plus de 1,5 million de qx supplémentaires, indique-t-on.

Le nouveau SG de la wilaya installé**El-Houari Dilmi**

Le nouveau secrétaire général de la wilaya de Tiaret, M. Dahmani Mohamed, a été officiellement installé, lundi, lors d'une cérémonie tenue au siège

de la wilaya en présence des autorités civiles et militaires, responsables et élus locaux. Le nouveau SG, qui remplace à ce poste, M. Mohamed Elbaraka Dehad, nommé wali de Tébessa, occupait la fonction de secrétaire général de la

wilaya d'Alger. M. Dahmani a également occupé plusieurs fonctions dans l'Administration territoriale comme wali délégué de Baraki (Alger) et chef de daïra dans les wilayas de Biskra, Bouira, Tipaza ou encore Mascara.

Atlético Madrid

Morata prêt à tout pour partir !

Cet été, plusieurs formations cherchent un avant-centre. C'est le cas de l'Olympique de Marseille, mais ce n'est pas tout. En effet, à la Juventus, Andrea Pirlo ne compte plus sur Gonzalo Higuain, qui devrait aller voir ailleurs cet été. Par conséquent, les Juvenini se cherchent un élément capable d'apporter plus que l'international argentin et surtout d'accompagner Cristiano Ronaldo et Paulo Dybala. Par conséquent, plusieurs noms sont sortis du chapeau. Le premier est une belle opportunité puisqu'il s'agit de Luis Suarez. L'avant-centre uruguayen a reçu un appel du nouvel entraîneur du FC Barcelone, Ronald Koeman, et le technicien batave lui a annoncé que les Blaugranas ne compteraient plus sur lui. El Pistolero fait donc figure de favori, mais il doit encore se défaire de son contrat avec l'écure catalane. Edin Dzeko, l'international bosnien de l'AS Roma, aurait demandé à la Louve de le laisser quitter la capitale italienne dans l'espoir de rejoindre le Piémont. Les Romanisti ne sont pas contre puisqu'ils se libéreraient d'un contrat pharaonique et d'un attaquant qui commence à être âgé. Mais un autre buteur pourrait être la surprise et lui aussi a demandé à quitter son club dans l'espoir de rejoindre les champions d'Italie. Il s'agit d'Alvaro Morata (27 ans).

Depuis son départ de la Juve en 2016, l'international espagnol, qui évolue maintenant à l'Atlético de Madrid, a un peu de mal. Une

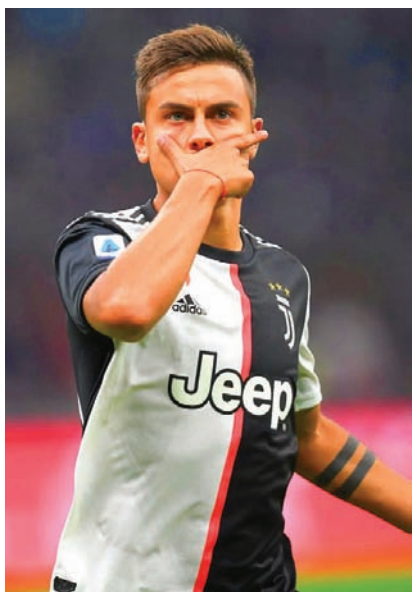


statistique en Une de Marca ce mardi lui fait d'ailleurs beaucoup de mal. Sergio Ramos, défenseur, a marqué 34 buts sur les deux dernières saisons et c'est plus que Morata. Selon le Corriere dello Sport, Morata aurait demandé à son entraîneur Diego Simeone de le laisser partir. La valse des attaquants ne devrait pas tarder à débiter alors qu'il reste moins d'un mois pour ce mercato estival.

Juventus

Dybala, réouverture des négociations

Le calendrier est respecté. Comme à la mi-août, la Juve a temporairement stoppé les négociations pour la prolongation du contrat de Paulo Dybala (26 ans, 33 matchs et 11 buts en Serie A pour la saison 2019-2020), lié à la Vieille Dame jusqu'en 2022. Mais celles-ci viennent tout juste de reprendre d'après les informations de Tuttosport. Il y a quelques semaines, la Juve n'avait pas réussi à trouver un terrain d'entente avec l'entourage du joueur, qui réclame un salaire annuel de 15 M d'euros, d'où l'arrêt temporaire des négociations. Cette reprise - programmée - des pourparlers signifie-t-elle que la Vieille Dame est prête à faire un effort, ou inversement ? Dans tous les cas, «La Joya» a tout pour marquer l'histoire des Bianconeri, et un accord sera certainement trouvé pour lui permettre de le faire.



Paris SG

Areola plaît aussi à Fulham

Avec le retour de Sergio Rico au Paris Saint-Germain, définitivement recruté pour 6 millions d'euros afin d'occuper le rôle de doublure de Keylor Navas, l'avenir d'Alphonse Areola (27 ans) est très clair.

Comme l'a confirmé Leonardo dimanche dans le Canal Football Club, le gardien formé au PSG sait qu'il peut partir. Revenu d'un prêt au Real Madrid cet été, le portier parisien est dans le viseur de Rennes qui cherche l'éventuel remplaçant d'Edouard Mendy, ciblé par Chelsea. Mais, selon L'Equipe, un autre candidat a fait son apparition dans ce dossier : Fulham. Le



club anglais n'aura aucun mal à payer l'indemnité de transfert du joueur, estimée entre 8 et 10 millions, ainsi que son salaire évalué à 700.000 euros mensuels. De plus, Areola et sa femme adorent Londres, où le couple a ache-

té une maison cet été. Tout cela sera-t-il suffisant pour le convaincre de rejoindre les Cottagers ? L'opportunité de disputer la Ligue des Champions avec Rennes est aussi un argument séduisant. Affaire à suivre...

Rugby - Mondial 2023

Le tirage au sort décalé au 14 décembre

Le tirage au sort de la Coupe du monde 2023, prévue en France du 8 septembre au 21 octobre, aura lieu le 14 décembre 2020 à Paris, a annoncé lundi Claude Atcher, directeur général du comité d'organisation. «On avait prévu le tirage au sort le 30 novembre mais, compte tenu de la fin du Rugby Championship le 12 décembre, je pense qu'on le fera le 14 décembre, toujours au même endroit (au palais Brongniart à Paris, NDLR). Ca sera une étape capitale qui nous permettra d'identifier les oppositions dans les villes», a estimé Atcher. «L'ouverture de la billetterie

est toujours prévue au mois de mars», a-t-il encore ajouté. Le tirage au sort des poules du Mondial-2023 sera basé sur le classement des équipes à l'issue de l'édition 2019.

Vingt équipes participeront à la dixième édition de la Coupe du monde de rugby, prévue du 8 septembre au 21 octobre 2023 en France. Douze sont déjà qualifiées (Australie, Argentine, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, France, Ecosse, Irlande, Italie, pays de Galles, Angleterre, Fidji et Japon) après avoir terminé parmi les trois premiers de chaque poule du Mondial-2019.

Tennis - US Open

Serena, Thiem et Medvedev bien au rendez-vous



Serena Williams reste en course pour un 24e titre majeur record: elle s'est qualifiée lundi pour les quarts de l'US Open, tout comme Dominic Thiem et Daniil Medvedev, impressionnants chez les messieurs où la route s'est dégagée depuis la disqualification de Novak Djokovic. Sofia Kenin, tête de série N.2, a e revanche chuté, nettement battue en session nocturne par la Belge Elise Mertens (18e) 6-3, 6-3. On attendait mieux de l'Américaine, lauréate du dernier Open d'Australie, souvent trahie par son service. Mertens affrontera la Biélorusse Victoria Azarenka, victorieuse dans le même temps de la Tchèque Karolina Muchova 5-7, 6-1, 6-4. Serena a pris sa revanche: battue au tournoi de Cincinnati il y a deux semaines par Maria Sakkari, après avoir craqué mentalement et physiquement, laissant augurer le pire pour le Majeur new-yorkais à venir, elle a pris sa revanche contre la Grecque 6-3, 6-7 (6/8), 6-3, non sans s'être fait de nouveau peur. Loin de l'image résignée qu'elle renvoyait d'elle au bord des larmes pendant leur dernier

combat. La 8e mondiale, qui veut égaler Margaret Court au rang des plus titrées en Grands Chelems, retrouvera Tsvetana Pironkova, décidément bluffante pour son retour après plus de trois ans sans tennis, pour un duel de... mamans cogneuses. Avec Azarenka, elles sont même trois mères de famille à atteindre les quarts d'un même Grand Chelem.

Du jamais vu! Chez les messieurs, d'aucuns promettaient d'assez grandes difficultés à Dominic Thiem face au grand espoir canadien Felix Auger-Aliassime (21e). C'était un peu vite oublier que l'Autrichien est 3e mondial et qu'il sait aussi cogner dans la balle. Sa victoire 7-6 (7/4), 6-1, 6-1 après un premier set plutôt serré, a été sans appel, grâce à un tennis de très haut niveau. Maintenant que le grand favori Novak Djokovic n'est plus dans la course, disqualifié la veille pour un geste d'humeur dangereux, Thiem semble devoir être, à la fois par son classement et par le niveau qu'il affiche, l'homme à surveiller sur cette édition 2020, au même titre que Daniil Medvedev, finaliste l'an passé.

Cyclisme - Tour de France

Roglic et Pogacar, la veine slovène



L'un maillot jaune, l'autre vainqueur d'étape à Laruns. Le duo Primož Roglič - Tadej Pogačar a tellement dominé la concurrence ce week-end sur le Tour de France que la plus grande course cycliste au monde pourrait tourner au duel slovène. Deux millions d'habitants seulement pour produire les deux meilleurs grimpeurs dans les Pyrénées: l'équation slovène est la demi-surprise de cette première semaine du Tour. «C'est pas vraiment nouveau, plaisante le journaliste de RTV Slovence, David Crmelj. Aux Jeux olympiques d'hiver, on est à chaque fois l'un des pays avec le plus de médailles par tête». L'envolée de Primož Roglič et de Tadej Pogačar pour arracher les bonifications dans les derniers mètres des pentes sévères de Marie-Blanque ont ôté les derniers doutes: l'ex-sauteur à ski de 30 ans et la pépite de 21 ans sont une jambe au-dessus des autres. Au moins sur cette première partie de la Grande boucle. Mais leurs trajectoires sont différentes: le leader de Jumbo s'est mis au vélo à 23 ans passés quand le jeune loup d'UAE a fait toutes ses gammes dans le cyclisme. Et le consultant de RTV (diffuseur du Tour de France en Slovence) Martin Hvastija, lui-même ancien coureur ayant disputé deux fois la Grande boucle, a une formule pour résumer leurs

trajectoires: «Il dit que Primož est tombé du ciel, rapporte son collègue David Crmelj. Personne ne pouvait le prévoir, il est arrivé au cyclisme tard. Mais Tadej est passé par toutes les catégories des écoles de cyclisme. Il a commencé à 9 ans.

C'est le produit du cyclisme slovène». Un sport où la république montagneuse n'avait pas particulièrement brillé jusqu'ici. «Le cyclisme slovène a toujours été là mais pas au niveau des tout meilleurs», reconnaît Matej Mohoric (Bahrein) sacré champion du monde juniors (2012) et espoirs (2013) sous les couleurs de la Slovence. Malgré sa grande tradition sportive et ses résultats en ski alpin, judo ou encore athlétisme, la Slovence n'avait jamais produit de tels coureurs. «Je pense que c'est seulement une coïncidence, Primož et Tadej arrivent en même temps», analyse Mohoric, sans vraiment d'explications. Même sentiment chez son compatriote Jan Polanc, coéquipier de Pogačar chez UAE Emirates: «C'est possible d'avoir de bons coureurs mais c'est très rare d'avoir deux champions comme ça en position de gagner le Tour», constate-t-il. «J'ai toujours dit qu'on avait de bonnes écoles de cyclisme en Slovence. Mais quand tu es un champion, tu es un champion et ces gars, à l'évidence, en sont», observe Polanc.

Ligue des nations

Réjouissante Italie, Haaland régale la Norvège



Convaincante, l'Italie s'est imposée aux Pays-Bas (1-0) et a pris la tête de son groupe de Ligue des nations lundi, jour du premier - magnifique - doublé international du grand espoir norvégien Erling Haaland, en Irlande du Nord (5-1). Cette fois ç'a est, l'Italie est de retour.

Dominatrice puis solide défensivement, la Squadra azzurra a développé un jeu offensif agréable pour, fidèle à elle-même, gagner avec la plus petite des différences, grâce à une tête de Nicolo Barella à l'issue d'une belle action collective (45e+1). Avec cette victoire contre une nation majeure du foot, la première depuis de longs mois, l'Italie et sa triforme d'attaque Lorenzo Insigne - Ciro Immobile - Nicolo Zaniolo

prouve que la non-qualification pour la Coupe du monde 2018 est définitivement digérée. En fin de match, les grognards italiens Giorgio Chiellini et Leonardo Bonucci et le jeune gardien de l'AC Milan Gianluigi Donnarumma ont permis de garder l'avantage contre Memphis Depay et les siens. Au classement de ce groupe 1 de la Ligue A, l'Italie (4 pts), invaincue depuis 16 matches, prend la tête devant les Oranje (3 pts) et la Pologne, qui s'est réveillée (2-1) grâce à un but de l'ancien de Monaco Kamil Glik après avoir été menée en Bosnie-Herzégovine (4e, 1 pt). De son côté, s'il joue en Ligue B de cette Ligue des nations, Erling Haaland a montré qu'il méritait un grand A. Trois jours après avoir débloqué son compteur interna-

tional pour sa 3e sélection contre l'Autriche (défaite 2-1), le buteur de Dortmund a récidivé avec, cette fois, son premier doublé. Dix sur dix pour la rentrée du Norvégien de 20 ans, qui a offert en prime une passe décisive pour son compère d'attaque Alexander Sorloth (24 ans), auteur d'un doublé lui aussi face à une faible Irlande du Nord. La Norvège (3e, 3 pts) revient à auteur de l'Autriche (2e, 3 pts), qui a perdu contre la Roumanie lundi (1er, 4 pts). Toujours en Ligue B, l'Ecosse a pris les commandes du groupe 2 après s'être imposée (1-2) en République tchèque. C'est la première fois depuis l'an 2000 que les Ecossais gagnent un match à l'extérieur après avoir encaissé le premier but, relève le statisticien Opta.

Espagne

La Liga aurait-elle survécu sans Messi ?

Le président de la Ligue espagnole de football, Javier Tebas, a estimé lundi que la Liga aurait survécu sans l'Argentin du FC Barcelone, Lionel Messi, et qu'il ne s'était jamais sérieusement inquiété de l'impact qu'aurait son départ sur le championnat espagnol. Après avoir tenté de quitter le Barça pendant l'été, le sextuple Ballon d'or s'est finalement résigné à y rester vendredi. Interrogé lundi pour savoir si un possible départ du prodige argentin avait été une préoccupation pour lui, Tebas a répondu : «Une préoccupation sérieuse, non. Une préoccupation, oui.» «Nous voulons toujours avoir Leo chez nous», a-t-il déclaré. «Je l'ai dit à maintes reprises, c'est le meilleur joueur de l'histoire, et en tant que président de la Liga, j'aimerais qu'il termine sa carrière dans cette compétition.» «La Liga en tant qu'institution, en tant que marque se doit d'être au-dessus des joueurs et des clubs», a-t-il poursuivi. «Mais nous étions un peu inquiets car après vingt années, on le veut chez nous et pas dans un autre championnat.» D'après Tebas, un départ de Messi n'aurait



pas affecté les revenus de la Liga issus des droits de diffusion. «Je ne pense pas, car nous avons déjà vendu 90% des droits pour les quatre prochaines saisons», a-t-il expliqué.

Italie

Rupture de ligament pour Zaniolo



L'attaquant italien Nicolo Zaniolo, blessé contre les Pays-Bas (1-0) lundi, souffre d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche et sera opéré aujourd'hui, a annoncé mardi son club de l'AS Rome. Cette nouvelle blessure va de nouveau éloigner des terrains pendant plusieurs mois le jeune attaquant de la Roma, qui avait repris il y a peu de temps après avoir déjà raté toute la première partie de l'année en raison d'une blessure similaire, mais au genou droit.

La blessure de l'attaquant de 21 ans, juste avant la pause après un choc avec un Néerlandais, avait suscité beaucoup d'inquiétude parmi ses coéquipiers. «On est désolé pour lui, on espère que ce n'est pas ce que nous craignons tous», avait confié à la Rai le capitaine italien Giorgio Chiellini.

Everton

James Rodriguez s'engage pour 2 ans



Le meneur de jeu colombien James Rodriguez s'est engagé pour deux ans avec le club anglais d'Everton où il retrouvera sur le banc Carlo Ancelotti qui l'a dirigé au Real Madrid et au Bayern Munich, ont annoncé les Toffees lundi. Le contrat contient aussi une option pour une troisième année et, selon la presse anglaise, l'autre club de Liverpool a déboursé 22 millions de livres (25 M EUR) pour s'attacher les services du joueur âgé de 29 ans qui appartenait encore au club madrilène. Sous les ordres de Carlo Ancelotti, Rodriguez avait connu l'une des saisons les plus prolifiques de sa carrière en 2014/2015, remportant le titre de meilleur milieu de terrain de la Liga avec 13 buts et 13 passes décisives en 29 matches. L'été précédent, il avait terminé meilleur buteur du Mondial-2014 au Brésil, inscrivant 6 buts en 5 rencontres,

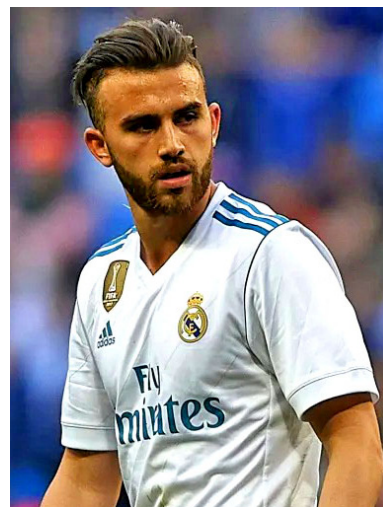
avant de s'incliner en quart de finale avec les Cafeteros face au pays organisateur (2-1). James compte 76 sélections, au cours desquelles il a inscrit 22 buts et délivré 25 passes décisives.

Sacré champion à huit reprises dans quatre pays différents, Rodriguez compte aussi à son palmarès deux Ligues des champions avec le Real (2016, 2017) et une Europa League avec Porto en 2011. «Je suis vraiment, vraiment heureux d'être dans ce grand club avec une telle histoire (...) Je suis venu ici pour aider l'équipe à gagner et à jouer un beau football, un football divertissant», a expliqué le joueur sur le site internet du club. «Je suis persuadé qu'avec Carlo et son staff, nous pouvons réussir de grandes choses et l'une des grandes raisons de ma venue est la présence de Carlo Ancelotti», a-t-il confié.

O. Marseille

Un attaquant du Real Madrid pisté

Les recruteurs de l'OM viseraient actuellement deux attaquants, dont un buteur du Real Madrid. L'OM est notoirement en quête d'un attaquant, après avoir négocié un mercato intéressant avec les arrivées de Pape Gueye, Leonardo Balerdi et Yuto Nagatomo. Le club phocéen aurait jeté son dévolu sur l'Espagnol Borja Mayoral (23 ans), joueur du Real Madrid, formé au sein de la Fabrica Blanca. C'est ce qu'affirme le média ibérique El Desmarque alors que Mayoral est également courtisé par Valence, la Lazio et la Fiorentina. Les médias ibériques estiment qu'il faudra déboursier entre 10 et 15 millions d'euros pour le faire signer. Mais il ne s'agit pas de la seule piste arpentée par les dirigeants phocéens. L'attaquant de Reims El Bilal Touré serait également très apprécié par Pablo Longoria. Le jeune malien correspond davantage au profil de joueur rapide décrit par André Villas-Boas.



FC Barcelone

Koeman demande à Messi de tourner la page



le début de la séance d'entraînement, comme exigé par le nouvel entraîneur Ronald Koeman. Ce dernier a profité de cette demi-heure pour discuter avec le sextuple Ballon d'Or. Les deux hommes s'étaient déjà entretenus après la signature du technicien néerlandais.

Mais Messi avait pris sa décision de partir et Koeman n'avait pas réussi à le convaincre. «Je veux juste travailler avec des gens qui veulent être ici», avait glissé le Batave le jour de sa présentation. Hier, il a donc voulu savoir dans quel état d'esprit était sa superstar. Forcément soulagé de conserver Messi, Koeman en attend toutefois un comportement exemplaire et lui a confié qu'il souhaitait un investissement total de sa part. Ainsi, il lui a demandé de «tout donner, d'essayer de mettre de côté ce qui s'est passé ces dernières semaines et de s'impliquer pleinement dans le projet», explique le quotidien catalan Sport. Pour relancer un Barça en fin de cycle, l'ancien sélectionneur des Pays-Bas sait qu'il est très important que tous les joueurs donnent le maximum la saison prochaine. A Messi de lui montrer que, même si un départ reste possible l'été prochain, son envie d'aider l'équipe est intacte. Les Blaugrana auront besoin de lui pour se relever.

Retour au calme à Barcelone. Après plusieurs jours très agités en Catalogne, le feuilleton Lionel Messi a pris fin vendredi dernier. Désireux de quitter le Barça cet été, l'attaquant de 33 ans a finalement pris la décision de poursuivre son aventure après avoir compris qu'un transfert était impossible face à la volonté de sa direction de le garder. Lundi, l'Argentin faisait son retour à l'entraînement. Il est arrivé une demi-heure avant ses coéquipiers, tous attendus une heure avant

NA Hussein Dey

Meftah et Sebbah ont signé !

Les défenseurs Mohamed Rabie Meftah (USM Alger) et Zine El-Abidine Sebbah (MC Oran), ont officialisé lundi soir leur engagement avec le NA Hussein-Dey, pour un contrat de deux saisons chacun, a-t-on appris auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Meftah (35 ans), en fin de contrat avec l'USM Alger, va connaître le quatrième club de sa carrière après la JS Kabylie (2005-2010), la JSM Béjaïa (2010-2011), et l'USM Alger (2011-2020), idem pour Sebbah (33 ans), qui avait déjà porté les couleurs du MCO, à deux repri-

ses (2007-2013, 2016-2020), du CS Constantine (2013-2014) et de l'ASM Oran (2014-2016). Le NAHD est considéré comme l'un des clubs les plus actifs du marché des transferts. De jeunes joueurs, issus de différents paliers, et des éléments d'expérience, sont venus rejoindre les «Sang et Or». Le NAHD a confié les rênes de la barre technique à l'entraîneur Nadir Leknaoui, qui s'est engagé pour un contrat d'une saison renouvelable. Relégué avant la suspension de la compétition, le NAHD a été finalement maintenu parmi l'élite, après l'adoption par les mem-

bres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) du choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale, pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Pour rappel, la période des transferts d'été s'est ouverte mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre. La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'ont pas encore été fixés.

MC Alger

Le gardien de but Salhi en renfort

La gardien de but international Abdelkader Salhi, libre de tout engagement, s'est engagé mardi, pour trois ans avec le MC Alger, a annoncé le club vice-champion d'Algérie de football sur sa page officielle Facebook. Salhi (27 ans), qui a résilié son contrat avec la JS Kabylie au terme de la phase aller de la précédente saison, devient la troisième recrue estivale du «Doyen» après le défenseur central Mouad Hadded (ex-JSM Skikda) et le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diamandé (ex-ES Sétif). Par ailleurs, le MCA a enregistré le départ des joueurs dont les con-

trats n'ont pas été renouvelés, à l'image de l'attaquant Hicham Nekkache et du milieu offensif Walid Derrardja, qui se sont engagés pour deux saisons avec le MC Oran. Le défenseur Abderrahmane Hachoud et le meneur de jeu Abderrahmane Bourdim, également en fin de contrat, devraient prolonger leur bail, sauf revirement de dernière minute.

Outre la nécessité de renforcer l'effectif, la direction a promu quelques joueurs de la réserve, d'autant que l'équipe est appelée à jouer sur plusieurs fronts, notamment en Ligue des champions d'Afrique, lors de la saison

2020-2021, coïncidant avec le centième anniversaire de la création du club. La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement 5 août dernier et s'étalera jusqu'au 27 octobre. Le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé. Le MCA, a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à la 2e place au classement final, établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidé par la Fédération algérienne (FAF).

Arabie Saoudite

Benlameri résilie son contrat avec Al-Shabab



Le défenseur international algérien Djamel Benlameri a résilié son contrat à l'amiable avec Al-Shabab, a annoncé le club saoudien de première division sur son compte twitter. «La direction du club d'Al-Shabab a accepté la demande de son joueur algérien Djamel Benlame-

ri de résilier son contrat suite à une correspondance reçue le 1er septembre. Benlameri s'est engagé à payer une indemnité au club. Al-Shabab a informé la fédération saoudienne ainsi que le joueur de son accord pour la résiliation du contrat », pouvait-on dans le communiqué du club

saoudien. Al Shabab a ajouté qu'un second communiqué avec de plus amples informations sur cette affaire sera publié dans les jours à venir. Pour mémoire la direction d'Al-Shabab avait menacé fin août le défenseur international algérien Djamel Eddine Benlameri de sanctions, pour avoir brillé par son absence à l'aéroport d'Alger, pour son rapatriement en Arabie saoudite. «Benlameri ne s'est pas présenté à l'aéroport pour son rapatriement à bord d'un vol spécial, après que le club ait reçu toutes les autorisations requises.

Le club d'Al-Shabab va appliquer le code disciplinaire contre le joueur, tout en respectant les procédures réglementaires», avait écrit le club dans un communiqué publié sur son compte Twitter. Benlameri devait effectuer le déplacement avec son coéquipier en équipe nationale et sociétaire du Ahly Djeddah, Youcef Belaïli, qui s'est également absenté mercredi.

A l'instar d'Al-Shabab, Al-Ahly Djeddah a menacé le natif d'Oran de sanctions selon le règlement en vigueur.

En amical

Le Maroc jouera le Sénégal et la RD Congo

Pour sa grande rentrée, le Maroc a opté pour un programme de choix le mois prochain ! Avant-hier, la Fédération marocaine de football (FRMF) a ainsi officialisé la te-

nue de deux matchs amicaux qui verront Hakim Ziyech et sa bande affronter le Sénégal le 9 octobre puis la RD Congo le 13 octobre.

Ces deux rencontres auront

lieu à Rabat et à huis clos. Elles serviront à préparer la double confrontation contre la Centrafrique programmée en novembre dans le cadre des éliminatoires de la CAN-2021.

Ahly Djeddah

Belaïli placé sur la liste des transferts



Ahly Djeddah (Div.1 saoudien de football) a décidé de mettre l'ailier international algérien Youcef Belaïli sur le marché des transferts, pour n'avoir pas respecté son contrat professionnel, qui arrivera à terme en 2022, rapporte mardi le quotidien saoudien Al-Iqtisadia. La décision de la direction saoudienne intervient suite au conflit né avec le joueur, ce dernier a refusé de rallier l'Arabie saoudite pour reprendre les entraînements sous la conduite de l'entraîneur croate Vladan Milojevic. En com-

pagnie de son coéquipier en équipe nationale Djamel Eddine Benlameri, qui a résilié son contrat avec Al-Shabab (Div.1 saoudienne) lundi, Belaïli n'était pas au rendez-vous le mercredi 19 août, à l'aéroport international d'Alger, pour son vol de rapatriement. Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens. La même source précise qu'aucune offre concrète n'est parvenue au Ahly Djeddah pour le transfert de Belaïli (28 ans), qui avait rejoint le championnat saoudien en 2019 en provenance de l'ES Tunis, pour un contrat de trois saisons. Le manager général du club saoudien Tarek Kial, a récemment critiqué Belaïli, soulignant qu'il n'était «pas sérieux» dans son comportement : «le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur (le Croate Vladan Milojevic, ndlr) m'a dit la même chose. Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, mais nous voulons un élément combatif sur le terrain», a-t-il indiqué aux médias locaux. Belaïli et Benlameri, ne devraient pas figurer sur la prochaine liste de l'équipe nationale, appelée à disputer deux matchs amicaux à l'étranger en octobre prochain, dans ce qui sera le grand retour des champions d'Afrique, après onze mois d'inactivité en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Championnat du Qatar

Brahimi passeur et buteur face à Al-Gharafa



L'international algérien, Yacine Brahimi, auteur d'une excellente prestation, a été désigné l'homme du match lors de la victoire de son club Al-Rayyan contre Al-Gharafa (3-1), lundi soir lors de la 2e journée du Championnat en QSL. Le capitaine d'Al-Rayyan a été buteur et passeur contre Al-Gharafa, ou évolue ses deux compatriotes, Sofiane Hanni et Adlène Guediouara. Le Co-meilleur buteur du championnat qatari de la saison dernière avec 15 buts, a été lundi derrière le second but d'Al-Rayyan. Brahimi, d'une passe de l'extérieure du pied dans la surface de réparation, a permis à Yohan Boli de réussir le

doublé. Trois minutes après la réduction du score de Jonathan Kodjia (90') pour Al-Gharafa, le meneur algérien a terminé en apothéose, en inscrivant le but qu'il cherchait, tout au long du match (90+3'). Suite à une action individuelle emmenée depuis le milieu de terrain, Brahimi a mis hors course toute la défense adverse, offrant le premier succès à Al-Rayyan après la nul concédé à domicile, face Al-Sailiya (1-1), lors de la 1re journée. Par contre, Al-Gharafa a enregistré son premier revers de la saison, après la victoire, lors de la précédente journée face au Qatar SC (2-0).

USM Bel-Abbès

El-Hennani et Slimani sont de retour !

M. O. Noureddine

Après une longue période d'incertitude, les nouvelles sont plutôt rassurantes du côté de l'USMBA. En effet, du côté de la bâtisse unioniste, on annonce le retour d'Abdelghani El-Hennani, comme premier responsable du club. Il faut dire, qu'en dépit de toutes les tentatives, visant à remettre le club sur rails, en lui dénichant un repreneur, la situation demeurait toujours au point mort. Face à cette situation, les supporters craignaient que la crise ne s'empire davantage. Il est vrai qu'au moment où la majorité des pensionnaires de la Ligue 1 ont largement entamé l'opération recrutement et s'apprêtent à amorcer la préparation dans la perspective de la nouvelle saison,

c'était l'inertie qui prévalait à l'USMBA. Il fallait donc réagir illico presto pour éviter le pire : tel est l'objectif principal des personnes qui sont venues au secours du club. C'est ainsi, qu'après moult tergiversations, El-Hennani a fait son come back. Quoique l'on dise, ce dernier n'est pas resté indifférent aux appels des amoureux de l'USMBA, en tant que patrimoine de la ville et de toute une région.

C'est sans doute ce qui a incité El-Hennani à prendre le taureau par les cornes pour débloquer une situation qui s'annonçait fort périlleuse. Par ailleurs, on a appris de la même source que le président du club amateur Morsli Abbès, a été installé dans ses fonctions de directeur général. On affirme que Morsli a été investi par le Conseil avec

les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la SSPA/USMBA et veiller à la marche du club, sans pour autant sortir du cadre collégial.

Côté technique, on a aussi appris que les dirigeants ont décidé de faire appel à l'ancien entraîneur du club, Sid Ahmed Slimani en l'occurrence. Ainsi donc, un an après avoir été remercié, ce technicien va reprendre du service sur le banc de l'USMBA. Même si rien n'a été officialisé, ce retour reste, malgré tout, une surprise pour une frange des incondtionnels d'El-Khadra. Par contre, les plus sages estiment que les come-back d'El-Hennani et Slimani vont permettre au club de repartir du bon pied si l'on tient compte du capital expérience de ces deux hommes.

USM Alger

L'opération rajeunissement en cours



Adjal Lahouari

Fin-juillet, le directeur général de l'USMA a fait preuve de prudence quant à l'avenir du club. « Sur le plan purement sportif, nous n'allons pas promettre des miracles aux supporters, d'autant que nous considérons le prochain exercice comme transitoire, tout en visant bien évidemment le podium. Ce n'est qu'à partir de la saison 2021-2022 que l'USMA reverra ses ambitions à la hausse. » Décrypté, et en tenant compte des coutumes bien connues des dirigeants, ce message prouve que le DG entend dissimuler les véritables objectifs de son comité. Car un club comme l'USMA, avec son palmarès et ses traditions, ne peut se contenter de jouer les seconds rôles, surtout lorsque les moyens financiers sont disponibles. C'était le cas avec l'ancien président. Cette fois, c'est avec le précieux concours du groupe Serport, actionnaire majoritaire au sein de la SSPA que l'USMA repart à l'aventure. Il se confirme que cette entreprise répond parfaitement aux besoins du club de Soustara. Sinon, les dirigeants n'auraient jamais engagé comme directeur sportif, l'ancien défenseur de l'équipe nationale Anthar Yahia, ainsi que le coach français Ciccolini et son staff. Ces deux décisions attestent que les responsables veulent voir leur équipe, sinon au-dessus du lot, du moins dans le groupe des favoris cette saison. Il faut reconnaître qu'Anthar Yahia a indiscutablement apporté son savoir-faire et son sens de la

communication en s'appuyant sur son riche passé et sa personnalité. Il n'y a qu'à voir sa façon de traiter les volets des joueurs à libérer et des éléments à recruter. Par ailleurs, les observateurs ont relevé que l'une des priorités du directeur sportif concernait la création du centre de formation, un outil indispensable pour tout club voulant assurer son avenir, à l'exemple du Paradou AC. Ceci dit, il sait que les dirigeants l'ont engagé, en premier lieu, pour redorer le blason de l'équipe senior qui n'a guère répondu aux attentes de ses exigeants supporters. A titre de rappel, au terme de la saison écoulée, l'équipe se trouvait dans une position peu compatible avec le niveau de l'effectif. Avec 9 victoires, 5 nuls et 8 défaites, c'est un bilan peu élogieux à cause des lacunes relevées, tant en défense qu'en attaque, avec 25 buts encaissés et inscrits, même en tenant compte des incidences du derby non joué face au MCA. Après avoir analysé de près ce parcours du dernier exercice, Anthar Yahia, en parfait accord avec l'administration, a entamé l'opération rajeunissement en écartant des cadres âgés, tout en annonçant la promotion de six espoirs du club.

Par ailleurs, convaincu des bienfaits du rapport qualité-prix, il a fait appel à de jeunes binationaux évoluant en France, alors que l'arrivée de deux joueurs étrangers est toujours d'actualité. Parallèlement, le directeur sportif les réunit tant avec les éléments ciblés qu'avec ceux invités à résilier leurs contrats,

afin d'éviter des contentieux. Il s'agit de deux opérations distinctes mais ardues en raison des exigences des joueurs et, parfois, celles des clubs adverses « propriétaires » des joueurs. Si ces opérations venaient à être couronnées de succès, et en ajoutant la préservation de l'ossature, on peut dire que l'USMA a des chances de conserver son identité de jeu apparue dès 1963, avec le sacre du tournoi rassemblant les champions régionaux, à savoir le MCA, le SCMO et l'USM Annaba, sous la houlette de l'entraîneur Bellamine.

Cette formation avait fière allure avec El-Okbi, Madani, Aftouche, Djemaâ, Salah, Belbekri, Djermane, Bernaoui, Krime, Bentifour et Meziani. On peut affirmer que c'est cette belle équipe qui a transmis le goût du beau football à son public. A ce propos, on comprend mieux le tag d'un fan : « Ici, kho, c'est la qualité, pas la quantité ! » En l'occurrence, Anthar Yahia ne va pas s'engager à la légère à propos des recrues. Chaque transfert sera étudié de façon précise, en fonction des qualités des nouveaux, car il y a une complémentarité à préserver. Durant son long parcours, l'USMA a connu des hauts et des bas, avant que l'arrivée aux commandes de Said Allik ne rime avec une belle et riche époque. Quoi qu'il en soit, les coéquipiers de Koudri ont une dette envers leurs supporters et donc le devoir de remettre le club à sa vraie place, c'est-à-dire parmi les meilleurs, dans le haut du tableau.

WA Tlemcen

Confiance renouvelée à Nasreddine Souleymane

Chergui Abdelghani

Alors que son mandat a pris fin le 30 juin dernier, Nasreddine Souleymane a été reconduit à la tête du CA, par le conseil d'administration, à l'issue de la réunion, tenue au siège du club. Il est à rappeler que l'intervention du wali Amoumène Mermouri est pour beaucoup dans l'amélioration de la situation du club-phare du WAT, après qu'aucun actionnaire n'ait voulu se porter candidat à la présidence du CA. Le discours du wali a motivé aussi l'ex-président du CA et actionnaire majoritaire Hadj Djillali Benahmed, qui n'était pas chaud à l'idée de revenir ni aux commandes du club, ni aux affaires du football après l'expérience ratée de la saison 2018-2019 à l'issue de laquelle le WAT rata d'un cheveu l'accès en Ligue 1, après avoir été coiffé sur le poteau, lors de la dernière journée par l'ASO Chlef. Sans nul doute, encouragé par le discours du wali, Hadj Djillali Benahmed a décidé finalement de faire partie du conseil d'administration, tout en promettant de continuer à aider le club financièrement. Pour éviter le récurrent problème financier, le wali a promis d'inviter les industriels et hommes d'affaires de la wilaya à

contribuer au renflouement des caisses du club. Ces mesures ont réconforté les supporters du Widad qui craignaient le pire, eux qui souhaitent un parcours honorable de leur équipe favorite. Afin de régler les arriérés des joueurs qui n'ont pas perçu leurs dûs depuis le mois de mars dernier, la direction du club a décidé de contacter, très prochainement, les joueurs avec l'espoir de trouver un accord concernant le volet financier. A propos de la barre technique, même si l'entraîneur Aziz Abbès ne fait pas l'unanimité, au sein des supporters, ce dernier a exprimé son désir de continuer l'aventure avec le club Tlemcenien qui retrouve la Ligue 1, après plusieurs années passées en divisions inférieures. Selon une source proche de la direction, le conseil d'administration, qui prône la stabilité, a renouvelé sa confiance en l'entraîneur Aziz Abbès qui, selon la même source, est attendu ces jours-ci à Tlemcen pour renouveler son contrat. En somme, du pain sur la planche pour le président Souleymane qui aura fort à faire sur le plan financier afin de régulariser les arriérés des joueurs et attaquer le volet du recrutement. Pour cela, il faut d'abord arrêter la liste des joueurs à libérer pour ensuite entamer l'opération recrutement.

AC Milan

Bennacer ferme la porte à un départ

Pour une énième fois, Ismaël Bennacer se positionne clairement sur son avenir. L'international algérien n'a aucune envie de quitter le club Lombard une saison après son arrivée. Excellent pour sa première saison au Milan AC, Bennacer est dans le viseur de plusieurs formations européennes. Le PSG et Manchester City semblent être beaucoup plus intéressés. Mais, ces deux écuries ne devraient pas signer le milieu de terrain algérien cet été. Puisque

l'ancien joueur d'Empoli a pour objectif de confirmer sous les couleurs des Rossoneri.

« Ismaël pense qu'avec son jeune âge, il a le temps devant lui pour décrocher un gros contrat. Il m'a dit qu'il est reconnaissant envers le Milan AC qui l'a aidé à avoir cette notoriété », a révélé un des proches du joueur. Pion essentiel du dispositif tactique mis en place par Stefano Pioli, Ismaël Bennacer va, à coup sûr, enchaîner une deuxième saison au Milan AC.

Naples

Ghoulam proposé au Sporting et Nice



Selon les informations du quotidien italien Il Mattino, relayées par le site Dzfoot, l'agent qui gère la carrière de l'international algérien, Faouzi Ghoulam, aurait proposé les services de l'arrière gauche à l'OGC Nice et au Sporting Lisbonne. « Sur le départ au Napoli lors de ce mercato d'été, l'ancien défenseur de l'ASSE devrait quitter le club italien lors des prochaines semaines. Son agent, Jorge Mendes, serait en train de chercher un nouveau point de chute », écrit Dzfoot. En forme depuis le début de la préparation, Faouzi Ghoulam pourrait avoir une dernière chance avant de quitter Naples. Gennaro Gattuso devrait prendre une décision définitive dans ce dossier après le match amical face à Pescara.

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TISSEMSILT
DIRECTION DE L'ÉDUCATION

ADRESSE: RUE ROUTE DE L'HOPITAL TISSEMSILT
Identification fiscale n° 099138019001037
N°: 70 /S.P.S/D.E/2020

Tissemsilt Le : 2020 09 09

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 07/2020

La direction de l'Éducation de la wilaya de Tissemsilt, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour «Équipement d'un (01) lycée type 800/200 R à BOUCAID» en huit (08) lots séparés comme suit :

- Lot N°01 : Equipements Scolaires.
- Lot N°02 : Equipements Bureau et Informatiques.
- Lot N°03 : Equipements Matériels d'Incendie.
- Lot N°04 : Equipements de Laboratoire.
- Lot N°05 : Acquisition d'un groupe électrogène.
- Lot N°06 : Equipements Salle de Sport.
- Lot N°07 : Equipement Techno pédagogique.
- Lot N°08 : Equipement Petit et Gros Matériels de Cuisine.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs lots.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges, à l'adresse suivante :

«DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA WILAYA DE TISSEMSILT» *Service de programmation et suivi*

L'offre établie par le soumissionnaire doit comprendre, le dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A : DOSSIER DE CANDIDATURE

(Le dossier de candidature contient de :

- 1-La déclaration de candidature remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 2-La déclaration de probité remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- 3-Copie des statuts pour les sociétés
- 4-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 5- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats :
- Professionnelles : Liste des moyens humains justifiée par le nombre de salaires mentionné sur la mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité.
- Financières : Copie des Bilan comptable des trois (03) dernières années (2015-2016 et 2017) portant accusé de dépôt auprès des services des impôts
- Techniques : Références professionnelles des prestations similaires (Attestations de bonne exécution originales ou des copies)
- 6-Copie de l'extrait du registre de commerce
- 7-Un extrait du casier judiciaire du gérant
- 8- Les références bancaires (Solvabilité)
- 9- Instruction aux soumissionnaires, CCAG et le CPS signé et paraphé.
- 10- Carte d'immatriculation fiscale
- 11- Extrait de rôle néant ou échancier.
- 12-Copie d'attestations de dépôt légal des comptes sociaux au niveau du centre national du registre de commerce en cours de validité.

B : OFFRE TECHNIQUE

- 1-La déclaration à souscrire remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 2-Un engagement qui précise les délais de garantie pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 3- Un engagement qui précise les délais de livraison pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 4- Une fiche technique de l'équipement signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- 5-Le cahier des charges doit porter à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 6-Un mémoire technique justificatif.

C : OFFRE FINANCIÈRE

- La lettre de soumission remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Le bordereau des prix unitaires remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Le devis quantitatif et estimatif remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Attestation justifiant l'origine du produit lorsqu'il s'agit d'un article de production nationale délivrée par les services du commerce (chambre de commerce).

* Les dossiers des candidatures, les offres techniques et les offres financières seront fermées et cachetées séparément dans trois enveloppes internes et intégrées dans l'enveloppe extérieure.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne doit comporter que la mention suivante : DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE TISSEMSILT

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 07/2020

(Équipement d'un (01) lycée type 800/200 R à BOUCAID)

* la date limite de dépôt des offres est fixée à quinzième (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

* L'ouverture des plis (dossier de candidature, offres techniques et financières) se fera en séance publique le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14 heures 00 minutes, au siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Tissemsilt.

* Les offres seront valables pendant trois (03) mois après la date limite de remise des offres.

LA DIRECTRICE

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TISSEMSILT
DIRECTION DE L'ÉDUCATION

ADRESSE: RUE ROUTE DE L'HOPITAL TISSEMSILT
Identification fiscale n° 099138019001037
N°: 73/S.P.S/D.E/2020

Tissemsilt Le : 2020 09 09

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 10/2020

La direction de l'Éducation de la wilaya de Tissemsilt, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour «Équipement d'un (01) collège type B5 à Theniet El Had» en cinq (05) lots séparés comme suit :

- Lot N°01 : Equipements Scolaires.
- Lot N°02 : Equipements Bureau et Informatiques.
- Lot N°03 : Equipements Matériels d'Incendie.
- Lot N°04 : Equipements de Laboratoire.
- Lot N°05 : Acquisition d'un groupe électrogène.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs lots.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges, à l'adresse suivante :

«DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA WILAYA DE TISSEMSILT» *Service de programmation et suivi*

L'offre établie par le soumissionnaire doit comprendre, le dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A : DOSSIER DE CANDIDATURE

(Le dossier de candidature contient de :

- 1-La déclaration de candidature remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 2-La déclaration de probité remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- 3-Copie des statuts pour les sociétés
- 4-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 5- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats :
- Professionnelles : Liste des moyens humains justifiée par le nombre de salaires mentionné sur la mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité.
- Financières : Copie des Bilan comptable des trois (03) dernières années (2015-2016 et 2017) portant accusé de dépôt auprès des services des impôts
- Techniques : Références professionnelles des prestations similaires (Attestations de bonne exécution originales ou des copies)
- 6-Copie de l'extrait du registre de commerce
- 7-Un extrait du casier judiciaire du gérant
- 8- Les références bancaires (Solvabilité)
- 9- Instruction aux soumissionnaires, CCAG et le CPS signé et paraphé.
- 10- Carte d'immatriculation fiscale
- 11- Extrait de rôle néant ou échancier.
- 12-Copie d'attestations de dépôt légal des comptes sociaux au niveau du centre national du registre de commerce en cours de validité.

B : OFFRE TECHNIQUE

- 1-La déclaration à souscrire remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 2-Un engagement qui précise les délais de garantie pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 3- Un engagement qui précise les délais de livraison pour chaque lot signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 4- Une fiche technique de l'équipement signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- 5-Le cahier des charges doit porter à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 6-Un mémoire technique justificatif.

C : OFFRE FINANCIÈRE

- La lettre de soumission remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Le bordereau des prix unitaires remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Le devis quantitatif et estimatif remplie et signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Attestation justifiant l'origine du produit lorsqu'il s'agit d'un article de production nationale délivrée par les services du commerce (chambre de commerce).

* Les dossiers des candidatures, les offres techniques et les offres financières seront fermées et cachetées séparément dans trois enveloppes internes et intégrées dans l'enveloppe extérieure.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne doit comporter que la mention suivante : DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE TISSEMSILT

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 10/2020

(Équipement d'un (01) collège type B5 à Theniet El Had)

* la date limite de dépôt des offres est fixée à quinzième (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

* L'ouverture des plis (dossier de candidature, offres techniques et financières) se fera en séance publique le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14 heures 00 minutes, au siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Tissemsilt.

* Les offres seront valables pendant trois (03) mois après la date limite de remise des offres.

LA DIRECTRICE

APPELLEMENTS

■TLEMCEIN : Loue ou vds F3, 1^{er} étage T.B état à Bel-Air + Vds F4 RDC T.B état à Pasteur – Tél : 0661.38.90.08

■Vends appart F4, 200 m² avec place garage Bel-Air, Résidence EDEN + villa 210 m² DF R+2 St-Hubert + local 126 m², 3faç Akid L + terrain 250 m² Bel-Air + Local 142 m² C.V à proximité Consulat de France + villa 440 m² cité Jourdain Les Castors – 0552.58.43.72/ 041.36.16.43

■Vends appartement 3 pièces, cuisine, « Open » à Boudjida sur un boulevard entrée de Tlemcen, vide, 1^{er} étage, 2 façades – tél : 0794.21.34.46 ou 041.70.66.76

■Loue un studio, en face Hôtel Royal, 2^e étage – n° Tél : 0555.26.53.28

■Oran loue appart grand F2, cuisine, SDB, situé dans une villa (étage villa). Point du Jour, Oran pour étudiante ou couple sans enfants – 0553.97.45.20

■Ag. AMAR 0781.56.15.00. Loue F4, 1^{er}, CNEP AADL + F4, 4^e bd USTO + F3, 3^e Bel-Air – Vends F3, 3^e, 85 m² USTO + F3, 4^e USTO + F3, 3^e, Pyramides + F5, 1^{er} bd USTO + F3, 7^e, G. Terre + F4, 5^e Akid

■Vends Appart F2 de 70 m² au Bd Millenium - Equipé - 4^{ème} étage sans Ascenseur - Prix : 760 U Fixe - Tél : 0549.65.71.00

■Vous avez un bien à louer ou à vendre : appartement, local, terrain, carcasse, hangar, villas, usine, terrain agricole, immeuble, hôtel... N'hésitez pas à nous contacter : 0550.03.16.64

■Loue : F3 au Plateau. 3^{ème} (2,5 U) - F3 à Maraval. RDC (2,5 U) - F3 Luxe à Seddikia. 1^{er} (4 U) - F5 Luxe. Extension à Canastel + Box. 6^{ème} (7 U) - F1 à Coca. 1^{er} (1,5 U) - Villa à Kerma (5 U) - AG. « AB-DALLAH » – 041.29.14.59/0770.40.87.48

■Location Appart Duplex ASTRIM - RDC - F5 de 120 m² + Cour + Jardin – à Hay Daya 56 Lots D3 - ORAN - Tél : 0554.58.12.43

■Vend des Appartements promotionnel F3, cuisine équipés + climatisation à Castors sup 100 m². Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

■Vends Appart - Acté F4 au Red-Choses avec véranda. Cite Belle vus (Akid Lotfi Oran). Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

VILLAS

■A vendre maison 80 m² + 1^{er} étage + une terrasse + 4 chambres et un salon + grand garage + 2 salles de bain, 3 WC + 2 cuisines, une cour, à Oran Haï El Barki (Fellaoucen) - Tél : 0555.79.59.37- 0776.69.16.84

■Vends villa R+2 à Canastel : RDC 1 gd garage, 1 jardin, 1 devanture, 1 grande cuisine, pièce, salon, SDB, WC. 1^{er} Et. : 2 salons 2 chambres SdB WC+ Terrasse + Balcons, Clim + Chauffage central. Curieux s'abstenir – Tél : 0540.86.40.55

PENSÉE

A mon cher père

BERRAHIL

Boucif

Décédé

le 09/09/2015

laissant un grand vide que nul ne pourra combler. Sache que je t'aime et que je t'aimerai pour l'éternité.

Tu seras toujours vivant dans mon cœur.

Ta fille que tu as toujours gâtée et qui ne t'oubliera jamais.



PENSÉE

Triste et douloureuse fut la journée du **09 septembre 2019**, où nous a quittés, subitement et sans préavis, le mari et le père

Nadjib Benfiala

Laissant derrière lui une profonde douleur et un vide incommensurable dans nos cœurs que nul ne peut combler.

En ce douloureux souvenir, sa veuve et ses trois enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé, pour ses différentes qualités et son dévouement pour sa famille ainsi qu'à sa patrie, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Repose en paix cher mari et papa, nous ne t'oublierons jamais.

« Nous appartenons à Allah et à Lui nous retournons ».

EMPLOIS

■A. Vou échange MM, RDC, Ain El-Turck 3 faç. Face 25 m, actée + L.F, 300 m², F3 + studio (ent ind/coll) +2 SDB + 2 WC + 2 cuis + eau H/24 + gaz V+2 cours (40 m² + 100 m²), gar + jard + élect + ch/cent +2 clim + Tel fixe + Internet. Endroit résidentiel et calme. Bon voisin. ou ech contre équival ou plus à Maraval / Choupot / Protin / Castors/ Hippodrome/ Boulanger/Eckmühl – Tél : 0795.17.16.39 - 0696.02.07.94. Visite sur Rdv.

■Vends Villa, Les Castors, Oran 420 m², 22 mètre façade, 5 pièces, 1 grand salon, 2 cuisines, 2 salles de bain, 2 sanitaires, 1 magasin, grand garage, grand jardin – Tél : 0553.67.05.36

■A vendre Villa 211 m² de 4 PC + Hall avec Garage et petit Jardin + 1^{er} étage avec dalle non fini - Actée - Située à Haï Benarba ex-Rocher - ORAN Terminus de Bus 37 ETO - dans cité calme avec bon voisinage, à proximité d'une Mosquée + Ecole + CEM - La maison est dotée d'électricité, d'eau, de gaz, d'une bache d'au et d'un garage – Tél : 0770.793.732

■CANASTEL (ORAN) : Loue beau Niveau de Villa F3 + Hall - Très bien aménagé - Endroit calme - A bon prix + Vends Villa composée de 6 Apparts D.F. - Tél : 0555.81.74.54

■ ORAN Vente une Maison de Maître à démolir de 85 m² (Actée + Livret foncier) à rue Agadir (l'avenue Sidi Shahmi) - Tél: Tél: 0656.19.19.74.

LOCAUX

■Location des hangars 1.500 m² z. Es Sénia 35 U – 1500 m² z. El Barki 36 U, 300 m² z. Es-Sénia 15 U/ 2000 m² z. Cheteibo 50 U /1000 m², El Kerma 20 U – Hangar 12.000 m², 7.000 m² couverts avec panneaux sandwich Aghbel. Tél : 0550.03.16.64

■A louer 2 locaux sup. 70 m² et 35 m² avec sanitaires pour des bureaux, atelier, dépôts à côté CNRC Oran – 0556.17.55.69

■Location hangar 7.000 m² z. Rebel / Hangar 15.000 m² z. Hassi Ameur 150 U / Hangar 4000 m² z. Hassi Ameur / terrain 15.000 m² entouré z. Sidi Chahmi 60 U – 0550.03.16.64

TERRAINS

■Vente lot de terrain à Aurès El Maïda Hammam Bouhadjar, 270 m², 13,5 m de façade, acte notarié + livret foncier – Tél : 0541.65.04.20

■Vends terrain à Benfréha (Oran) 157 m², acté, 2 façades (14 m x 12 m), électricité, gaz, eau, cité 210 îlots, école, CEM et lycée. Etude toutes propositions – 35.000 DA/m² - 0776.34.25.84

■Vends lot de terrain sup. 1.295 m² aux Castors, acté + livret foncier. Prix après visite – 0782.11.06.19- 0697.43.96.21

VEHICULES

■Cherche camions neufs ou d'occasion ou hypothéqué de classe (6* 4 ou 8 *4) à vendre par facilité pour leur utilisation dans des sociétés d'investissement étrangères – Tél : 0799.58.80.79

■Achat Véhicules accidentés ou en panne et d'occasion - Tél : 0550.59.03.60 - 0771.39.49.82 - 023.243.383

■Cherche Chauffeur Femme (véhicule léger) âgée plus de 45 ans - Expérience exigée plus de 5 ans (Transporter les enfants à l'école) - E-mail : nb_autos78@yahoo.com

■Atelier de couture situé à ORAN (Choupot) recrute : Coupeur et une Modéliste Styliste avec expérience - Envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com ou Tél : 0549.82.77.89

■Marketel Algérie Oran recrute des Téléconseillers (ères) parfaitement francophones, à mi-temps ou à plein temps avec transport assuré le soir. Salaire fixe entre 35 000 et 40 000 DZD pour un temps plein + primes intéressantes - Mail : recrutement.oran@marketel-algerie.com - Tél : 0661.10.84.84

DIVERS

■A vendre matériel de fromage + groupe électrogène Kubota 15 KVA, très bon état – 0771.83.27.91 -0552.18.93.91

■Loue licence taxi Tél : 0772.41.13.19

■Loue licence taxi Oran – Tél : 0556.66.31.54

■Dr. N. MEDJADI - Endocrinologue - Diabétologue : Cité des 108 Logements, BT/A04, USTO -ORAN (sur le grand boulevard du TRAMWAY en face la résidence universitaire pour filles) - Mobile : 0541.21.46.70 / 0698.03.07.51

■Vends Foreuse horizontale pour traversées de routes avec sa Centrale hydraulique - Visible à ORAN et sur Oued Kniss – Tél : 0560.12.95.89

■Vends Machine complète (Centrale + Presse) de fabrication : Hourdis - Parpaing - Bordure de trottoir - Pavé possibilité de bicouche - Tél : 0661.10.05.50

■Vends Fauteuil dentaire complet + Compresseur + RX + RVG) – Tél : 0791.69.81.37

«Allez chercher le savoir jusqu'en Chine»

La Chine a mis fin, du moins pour l'instant, à l'épidémie de Covid-19. C'est une victoire stratégique. Le secret de cette victoire: elle n'a pas simplement voulu limiter l'épidémie, la gérer, comme c'est le cas dans la plupart des pays du monde où on se réjouit seulement que l'épidémie ne s'étende pas. Elle a voulu stopper, arrêter l'épidémie.



Par Djamel Labidi

Pour la Chine, un cas de contamination est déjà un cas de trop. Une épidémie commence toujours par un cas. C'est la règle même des épidémies que beaucoup, hélas, ne semblent avoir compris. Derrière son succès, qui pourrait beaucoup nous apprendre, il y a aussi d'autres facteurs et d'abord un facteur social, moral: on estime là-bas que la morale c'est tenir compte avant tout de l'autre, de la santé de l'autre. C'est la base du contrat social. On met alors le masque pour préserver l'autre. Ailleurs, y compris chez nous, on pourra revendiquer, au nom de la liberté, le droit de ne pas le porter. On pourra penser, en toute bonne foi, qu'il s'agit de sa propre vie et qu'on est seul en droit de décider de la mettre en péril ou pas. C'est du pain béni pour le virus.

Le témoignage sur la Chaîne française 'LCI' d'un médecin français résident en Chine, « la Chine a fait la fête après l'éradication de l'épidémie à Wuhan, mais nous en France, nous l'avons faite pendant l'épidémie. Elle a fait la rentrée scolaire après la fin de l'épidémie à Wuhan, nous, nous la faisons pendant ».

C'est aussi une victoire technologique: 10 millions de tests dans la seule ville de Wuhan, pas un habitant qui n'ait été contrôlé. L'utilisation par tous des applications numériques qui font que chacun peut savoir s'il y a une personne contaminée dans ses environs. Ailleurs, on se méfie des gouvernants, les théories complotistes fleurissent, le Pr Raoult vient proposer son médicament miracle de l'hydroxychloroquine à une opinion et des gouvernants crédules ont polémique à l'infini sur l'atteinte aux libertés que représentent les applications numériques. On pourra ainsi suffoquer mais avec le plaisir d'être « libre ».

LA CHINE PREND LE LARGE

En Chine, au lieu d'être un frein, cette épidémie s'est transformée en un élan technologique, social et moral. L'activité économique n'a pas été opposée aux impératifs humains, comme cela se passe désormais, un peu partout, où on envisage froi-

dement un coût humain à l'épidémie. La liquidation de l'épidémie, la prise en compte avant tout du facteur humain, celui de la santé des populations (1) a créé un climat de confiance envers le pouvoir. L'activité économique a alors repris puissamment, démontrant par là même, que les deux options, économique et humaine ne devaient pas être opposées. La Chine prend désormais le large, aussi bien sur le plan économique que technologique.

Or, dans la plupart des pays, tout se passe comme si on n'avait d'autre vision que statique, c'est-à-dire revenir à avant la Covid-19, au passé et d'autres ambitions que de lancer, dans une atmosphère irréelle, des plans de relance économique à coups de dizaines de milliards de dollars, dont on ne sait d'où ils viennent en l'absence de croissance, et qu'on ne comprend pas qu'on est rentré vraiment dans une autre époque. Quand donc va-t-on comprendre que cette épidémie est un test pour chaque gouvernement, pour chaque pays, pour chaque société, et qu'elle déterminera son avenir à chacun.

Pour se convaincre de la différence d'efficacité dans l'approche de l'épidémie, il suffit de considérer et de comparer la situation actuelle de la Chine avec un pays de même population comme l'Inde. Que dire aussi de la comparaison avec les Etats-Unis.

C'est la deuxième victoire stratégique que la Chine remporte sur une épidémie après celle de 2005 sur le virus SARAS. Elle est significative. Tout laisse, en effet, croire que dans l'avenir, ces situations épidémiques vont se répéter avec la mondialisation et le développement de la population humaine, qu'elles exigeront de nouveaux moyens technologiques et économiques, et de profondes réformes sociales.

Ne pourrait-on pas, en Algérie, essayer d'apprendre de l'expérience de la Chine, d'y envoyer des missions d'information ? « Allez chercher le savoir jusqu'en Chine ».

(1) La Chine a donné la priorité à la vie et à la santé de son peuple malgré les avantages économiques à court terme...» déclare Wang Hufeng, directeur du Centre d'études pour la réforme des soins de santé de l'Université Renmin de Chine.



Le Commissaire-Priseur

L'éprouvant retour des migrants vénézuéliens en pleine pandémie «La faim» comme perspective

Par Sonia Vivas avec
Esteban Rojas à Caracas

Privé de travail en Colombie à cause de la pandémie, Carlos est rentré chez lui, au Venezuela. Mais une fois la frontière passée, il a été forcé d'observer une quatorzaine dans un «centre d'accueil» insalubre avec «la faim» au ventre. Avant que le nouveau coronavirus ne déferle sur l'Amérique latine, Carlos, un nom d'emprunt choisi par peur de représailles, se débrouillait bien à Bogota. Son travail dans une pizzeria lui permettait des rentrées d'argent régulières. Comme cinq millions de ses compatriotes, il avait émigré en 2017 pour échapper à la crise économique qui secoue son pays. Mais sa situation a changé du tout au tout il y a un peu moins de six mois avec le virus et les mesures de confinement dans la capitale colombienne. «Les ventes ont commencé à baisser et la pizzeria ne vendait plus assez pour nous payer», raconte Carlos, 31 ans. Il décide alors de rentrer au Venezuela avec sa femme. Une fois la frontière terrestre passée, son calvaire commence. Les autorités vénézuéliennes de l'Etat de Tachira (ouest) l'obligent à observer une quatorzaine pour s'assurer qu'il n'est pas porteur du Covid-19. Mais en fait de deux se-

maines, Carlos doit rester tout un mois dans un gymnase transformé en «centre d'accueil» car les retards dans le traitement des tests s'accumulent. Son test est négatif mais il a «perdu un mois de vie» et a «eu faim, très faim». «Le matin, on avait droit à un +pancake+ (sorte de crêpe, ndlr). Au déjeuner c'était à chaque fois du riz et des lentilles, parfois avec un peu de manioc et quelques morceaux de lard», énumère Carlos. Et le soir, exactement le même menu qu'à midi.

A cause de cette diète, Carlos dit être tombé malade, traversé par des «douleurs à l'estomac». Pendant ces 31 jours d'enfermement, Carlos et sa femme ont perdu chacun dix kilos. Difficile aussi de dormir dans ce gymnase où des dizaines de personnes s'entassaient sur des matelas posés à même le sol. «On devait se laver tous les jours, ils (les autorités, ndlr) nous donnaient du chlore et du savon», relate Carlos. Dans ce centre surveillé par des soldats «il n'y avait pas grand chose à faire, on ne sortait que pour aller se laver», dit-il.

«BIOTERRORISTES»

Le président socialiste Nicolas Maduro et son gouvernement ont toujours défendu la gestion des centres d'accueil destinés aux Vénézué-

liens rentrés au pays et baptisés Points d'assistance sociale et intégrale (PASI). Mais certains d'entre eux sont à ce point insalubres que la Commission interaméricaine des Droits de l'homme (CIDH) a fait part de son «inquiétude». L'histoire de Carlos n'est pas un cas isolé. Mais, si lui a choisi de repasser légalement la frontière, d'autres préfèrent les «trochas», ces sentiers qui permettent de passer illégalement d'un pays à l'autre en traversant une rivière ou une forêt sans avoir à observer de quarantaine dans un «centre d'accueil». Et c'est à ces derniers que Nicolas Maduro en veut. Il les accuse d'être responsables de l'«augmentation des cas» de coronavirus dont 53.000 ont été officiellement recensés pour quelque 430 décès liés à la maladie. M. Maduro s'en est même pris au président colombien Ivan Duque, l'accusant de vouloir utiliser les Vénézuéliens qui empruntent les «trochas» pour «contaminer» le Venezuela. Le Centre stratégique opérationnel des Forces armées a, lui, appelé les Vénézuéliens à «dénoncer» leurs compatriotes rentrés clandestinement, les taxant de «bioterroristes». Un responsable de l'Etat de Zulia (ouest) les a lui qualifiés d'«armes biologiques».

Face à la vague d'indignation, Nicolas Maduro a présenté ses



«excuses» à «quiconque s'est senti offensé par telle ou telle expression». Si le passage — légal ou illégal — de la frontière terrestre relève de l'expérience traumatisante pour beaucoup, d'autres ont eu la chance de pouvoir rentrer par les airs. Valeria (prénom modifié) a emprunté un vol humanitaire et a atterri à l'aéroport

de Caracas, fermé aux vols commerciaux depuis la mi-mars. «J'ai été bien traitée», dit Valeria.

Elle a dû passer quelques jours à l'isolement dans un complexe touristique désaffecté, mais «nous avons eu droit à trois repas par jour, toujours variés, et nos proches pouvaient nous faire parvenir des biens essentiels». (AFP)

Communiqué Ooredoo et IQRAA décernent le Prix Ooredoo d'Alphabétisation

A l'occasion de la Journée Internationale d'Alphabétisation, coïncidant avec le 08 septembre de chaque année, Ooredoo et l'Association Algérienne d'Alphabétisation IQRAA, ont organisé conjointement, ce mardi 08 septembre 2020 une cérémonie au siège de Ooredoo, à Ouled Fayet, à Alger. Cet évènement a été l'occasion de dévoiler le lauréat de la 5^{ème} édition du Prix Ooredoo d'Alphabétisation qui est revenu à M. Djamel Sais, pour son projet : «Méthodologie de notre belle langue : méthodologie et ressources d'alphabétisation et d'enseignement de la langue arabe aux adultes». Un projet qui a été sélectionné à l'unanimité par les membres du jury, présidé par Dr. Salah Belaid, Président du Haut Conseil de la Langue Arabe.

A l'occasion de cette cérémonie, M. Hocine Khelid, Président de l'association IQRAA a déclaré : «Je présente à mon nom et au nom de l'association IQRAA mes félicitations au lauréat et remercie tous les participants auxquels je souhaite plein succès et réussite dans leur vie professionnelle. Ce prix symbolise notre engagement à soutenir toutes les initiatives visant à renforcer les efforts déployés dans la lutte contre l'analphabétisme. Je tiens également à m'incliner à la mémoire de la défunte Mme Barki pour son combat et son dévouement exemplaires dans la lutte contre l'analphabétisme en Algérie et à exprimer ma fierté de poursuivre sa noble mission à la tête de l'association IQRAA. Nous remercions notre partenaire Ooredoo pour son soutien indéfectible à nos projets et nos actions depuis plus de

treize ans de collaboration fructueuse.» Pour sa part, le Directeur général adjoint de Ooredoo, M. Bassam Al Ibrahim a déclaré : «Nous sommes très fiers d'accompagner notre partenaire IQRAA dans ce noble projet et ses louables initiatives. L'alphabétisation, est un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, nous veillons à poursuivre notre engagement afin de contribuer à réduire ce fléau de la société algérienne. En tant qu'entreprise socialement responsable, Ooredoo demeure engagée aux côtés de l'association IQRAA afin de perpétuer le noble engagement de la défunte M. Barki, qui a fait, avec les bénévoles de l'association, un travail remarquable et considérable dans la lutte contre l'analphabétisme partout en Algérie.»

Lors de cette cérémonie, un vibrant hommage a été rendu à la défunte Aicha Barki, ancienne présidente de l'association IQRAA, décédée en mai 2019, en reconnaissance à son parcours, son combat et ses efforts considérables aussi bien dans la promotion du savoir que dans le combat contre le fléau de l'analphabétisme en Algérie.

Il y a lieu de rappeler que le Prix Ooredoo d'Alphabétisation, lancé en 2013 par Ooredoo et l'association IQRAA, récompense des personnes, des institutions, des organisations et des associations, publiques ou privées, ayant contribué de manière significative aux efforts de lutte contre l'analphabétisme en Algérie. A travers cette initiative, Ooredoo s'emploie activement à renforcer les efforts entrepris pour éradiquer l'analphabétisme, promouvoir le savoir et la connaissance et démocratiser l'accès à l'éducation en Algérie.

Par Boureima Hama

«Quel est l'avenir de la réserve de Kouré et ses célèbres girafes, s'inquiète Aïcha Idé, qui habite Kanaré, un village voisin, dans le sud du Niger, un mois après l'assassinat par des jihadistes présumés de 8 personnes, dont 6 humanitaires français. «Nous sommes profondément tristes après la mort de notre collègue et des sept travailleurs d'Acted, nous sommes tous des frères parce que nous vivons grâce aux girafes», explique à l'AFP Ousseini Idrissa, un des onze guides désormais au chômage, qui s'interroge sur l'avenir. «Si les Blancs ne viennent plus voir les girafes, nos familles vont également en souffrir car les girafes sont notre seul moyen de survie», explique M. Ousseini, vêtu de l'uniforme vert des guides, cigarette coincée entre les doigts. Les jeunes humanitaires français, deux hommes et quatre femmes, ont été assassinés avec leur chauffeur et leur guide nigériens par des hommes armés à moto le 9 août alors qu'ils visitaient la réserve de girafes de Kouré, à 60 km au sud-est de la capitale Niamey où ils étaient basés. Après l'attaque, le gouvernement nigérien a fermé la réserve tandis que la France a placé le site dans la «zone rouge», tout comme le reste du pays, excepté la capitale. Le Niger, pays sahélien très pauvre, est en proie à des attaques jihadistes récurrentes qui ont fait des centaines de morts.

PROJETS À L'ARRÊT

Dans ce contexte d'insécurité, les girafes peralta, une espèce menacée, étaient une des rares attractions accessibles pour les habitants expatriés de Niamey qui s'y rendaient souvent

Niger La réserve des girafes menacée, après une attaque jihadiste

le week-end. Traversée par la route nationale, la réserve est une zone semi-désertique avec des arbustes poussant sur un sol caillouteux sous un ciel chargé de gros nuages noirs en cette saison des pluies. Les girafes avaient trouvé un havre de paix, bénéficiant de l'indulgence des paysans... même lorsqu'elles détruisent les maigres récoltes de céréales. De 50 en 1996, les effectifs des girafes étaient estimés à 664 en 2019, d'après le ministère de l'Environnement. Pour encourager les populations à les protéger davantage, des partenaires, européens, américains, turcs et des ONG internationales financent des projets communautaires. «Si la mesure de fermeture perdure, cela suppose l'arrêt de toutes les activités sur la réserve, y compris des projets de développement financés à coût de millions au profit des villageois», alerte Omer Dovi, un membre de l'Association de sauvegarde des girafes du Niger (ASGN). Des villages ont bénéficié de forages d'eau potable, de dispensaires, d'écoles, de moulins à grains, de semences et d'engrais. «Ce forage d'eau potable que vous voyez est financé par une ONG de protection des girafes, si la réserve ne marche plus, nous serons de grands perdants», explique Aïssa Issa, aux côtés d'autres villageoises venues pour la corvée d'eau. Les femmes reçoivent des prêts sans intérêt pour monter de petits commerces.

AUTODÉFENSE

Sani Ayoub, un responsable de l'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE) redoute que «le choc» de l'attaque ne sonne «la fin de toutes les activités qui concourent à maintenir les girafes dans cette réserve». «Il faut équiper d'avanta-

ge les forestiers et songer à former des +rangers+ à l'image des parcs d'autres pays», propose-t-il. Les guides comptent eux sur une présence militaire et une sécurisation de la zone. «Il n'y a pas de miracle pour faire revenir les Blancs: il suffit d'imposer des mesures drastiques de sécurité sur tout le site», tranche Ousseini Idrissa, qui se dit même prêt à combattre. «Nous avons aussi besoin d'apprendre à nous servir d'une arme pour l'autodéfense», assure-t-il. Lors d'une visite sur les lieux, le Premier ministre Brigi Rafini a promis «plus de sécurité» et «d'entreprendre toutes les actions de nature à recréer l'espoir à Kouré», sans énoncer de mesures. «C'est tout de suite que le gouvernement doit installer une base militaire ici!», crie Ramatou Issa, une vendeuse de fruits près d'un poste de contrôle à l'entrée de la réserve. «Si la zone est délaissée, elle se transforme en un repaire de bandits», prédit-elle. Depuis l'attaque, des patrouilles militaires lourdement armées sillonnent la réserve de plus de 116.000 hectares, a constaté un correspondant de l'AFP. «Nous expliquons aux riverains que la sécurité est désormais une priorité et de signaler tout individu ou mouvement suspect», souligne le commandant Lamine Saïdou, responsable de la réserve. L'insécurité et le manque de ressources peuvent aussi influencer sur la survie des girafes. S'exprimant sous couvert d'anonymat, un expert met en garde: «Il faut tout faire pour maintenir les girafes à Kouré, si elles migrent définitivement vers des zones des conflits, l'espèce peralta s'éteindra». Omer Dovi craint le développement du braconnage: «Si les riverains ne tirent plus profit de la présence des girafes, alors ils attaqueront une girafe, puis deux, puis trois...». (AFP)

Covid-19

Pour les cas graves, des progrès et des espoirs

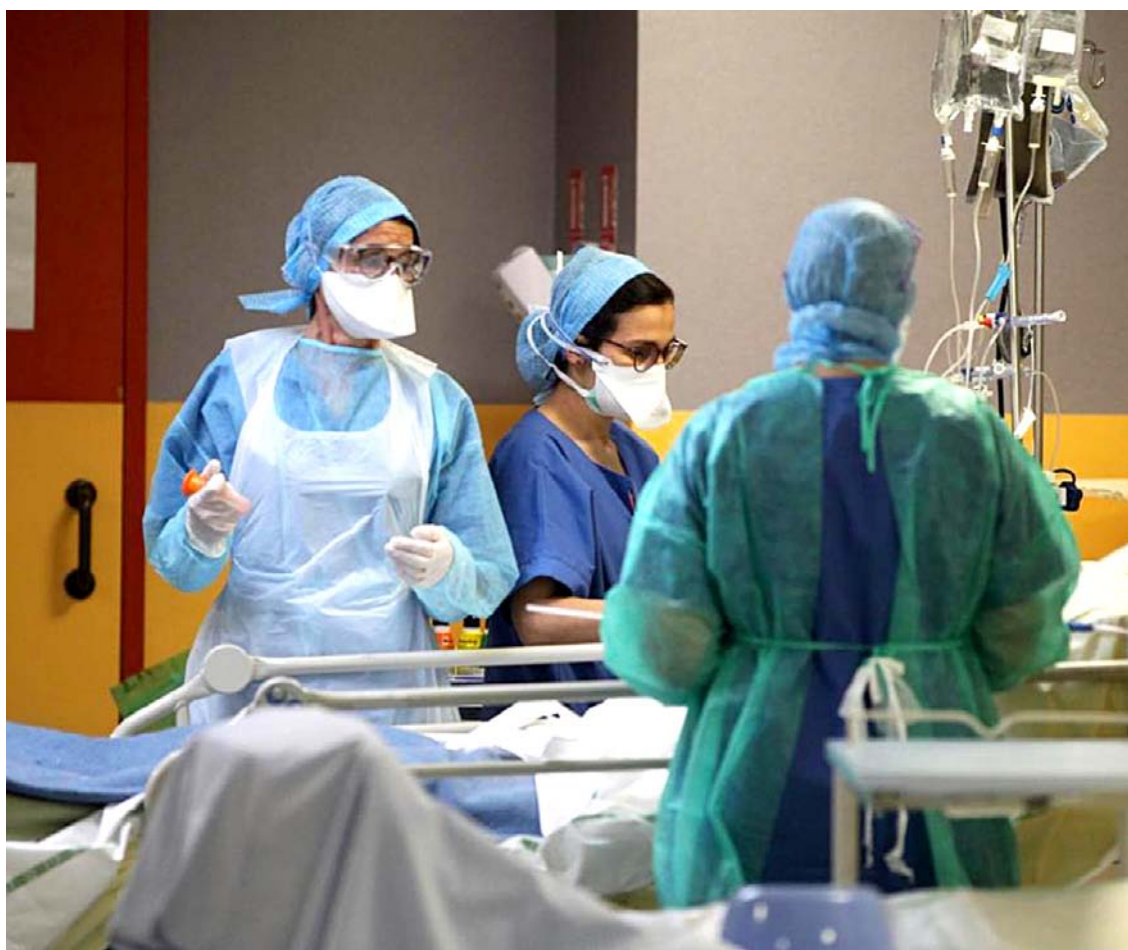
Par Paul Ricard et Ivan Couronne à Washington

Corticoides, solutions pour éviter l'intubation... On sait mieux soigner aujourd'hui qu'au début de la pandémie les malades du Covid-19 les plus graves, ce qui peut sauver des vies, selon des spécialistes interrogés par l'AFP en France et aux Etats-Unis. «Beaucoup de progrès ont été faits», assure le Pr Eric Maury, président de la Société de réanimation de langue française (SRLF). «La survie s'est considérablement améliorée aux Etats-Unis, dans tous les groupes d'âge», renchérit Daniel Griffin, chef des maladies infectieuses chez ProHEALTH, groupe d'un millier de médecins présents dans 22 hôpitaux de la région de New York. Premier volet de ces progrès: les médicaments. Depuis juin, plusieurs études ont prouvé les bénéfices des corticoides chez les patients gravement atteints. Selon une série de travaux parus le 2 septembre dans la revue médicale américaine Jama, ces médicaments permettent de réduire de 21% la mortalité au bout de 28 jours chez les patients atteints d'un Covid-19 sévère, en combattant l'inflammation caractéristique des formes graves. Aucun autre médicament n'a montré un effet significatif de réduction de la mortalité. Cela a conduit l'Organisation mondiale de la santé à recommander «l'usage systématique des corticoides chez les patients atteints d'une forme sévère ou critique» de la maladie. «C'est un traitement qui va pouvoir sauver des vies», s'enthousiasme le Pr Djillali Annane, de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches (AP-HP), co-auteur d'une des études. Autre changement: «On donne des anticoagulants beaucoup plus tôt et de façon beaucoup plus agressive», explique le Pr Marc

Leone, de la SFAR (Société française d'anesthésie et de réanimation). Le but est d'éviter la formation de caillots de sang, l'une des complications graves du Covid-19.

EXIT L'HYDROXYCHLOROQUINE

Plus généralement, «on traite ces patients avec un nombre bien plus limité de médicaments ciblés», selon le Pr Griffin. Exit ainsi l'hydroxychloroquine, traitement au centre de féroces polémiques mais dont les études n'ont pas prouvé l'efficacité. Au-delà des médicaments, de gros progrès ont été faits dans la prise en charge respiratoire des patients les plus touchés, qui sont en réanimation. «Au début, on intubait les patients très vite. Maintenant, on fait tout pour éviter l'intubation», résume Kiersten Henry, infirmière à l'hôpital MedStar d'Olny (Maryland). L'intubation consiste à introduire un tube dans la trachée du patient pour le raccorder à un appareil de respiration artificielle. Indispensable dans certains cas, ce geste invasif est très lourd et peut entraîner des complications, dont des infections. «On a vite réalisé que les patients qu'on plaçait sous respirateur artificiel avaient très peu de chances de survie», se souvient le Pr Griffin. En Allemagne, une étude publiée fin juillet dans la revue The Lancet a montré que tous âges confondus, 53% des malades du Covid-19 placés sous respirateur artificiel mouraient (cela grimait à 72% chez les plus de 80 ans). Une alternative a donc émergé: l'oxygénothérapie à haut débit. Relativement récente - une dizaine d'années - cette technique consiste à insuffler au malade de gros volumes d'oxygène via de petits embouts placés dans son nez.



«VOLTE-FACE»

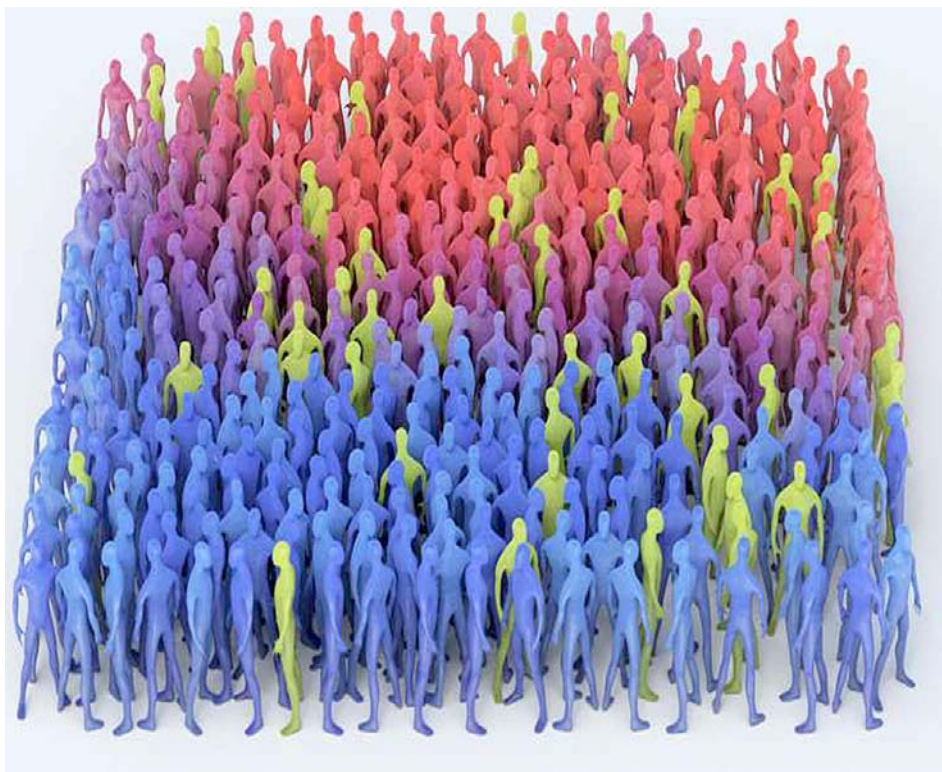
«C'est très efficace, beaucoup moins invasif et donc beaucoup plus simple d'utilisation que l'intubation», déclare à l'AFP le Pr Jean-Damien Ricard, de l'hôpital Louis-Mourier de Colombes (AP-HP). Il a mené une étude parue mi-juillet dans la revue Intensive Care Medicine, qui montre que l'oxygénothérapie remplace avantageusement l'intubation chez certains. «Ça concerne un peu plus de 30% des patients de notre série», poursuit-il. Comme ceux qui sont

intubés, ces malades sont placés sur le ventre pour «ré aérer les zones postérieures du poumon», ce qui semble là encore être bénéfique. Même si les études qui confirment leur utilité sont récentes, toutes ces améliorations ont été mises en œuvre depuis un certain temps, guidées par l'observation et la pratique médicale. «Sur l'intubation, les corticoides, les anticoagulants ou l'hydroxychloroquine, il y a eu une volte-face complète entre début mars et début avril. Les principales mesures qu'on a mises en œuvre début avril étaient à l'opposé des recommandations de

début mars, et c'est cette approche qu'on utilise toujours aujourd'hui», relève le Pr Griffin. «Quand une maladie nouvelle apparaît, au début on se sait pas quoi faire, puis les connaissances fleurissent tous les jours», selon le Pr Maury. «C'est comme au début de l'épidémie de sida», complète Kiersten Henry.

Malgré ces améliorations, les spécialistes mettent en garde contre un excès d'optimisme: «Il y aura toujours des décès. Il ne faut pas que les gens pensent qu'on a trouvé les traitements contre cette maladie», prévient le Pr Leone. (AFP)

Coronavirus : et si on avait déjà atteint l'immunité de groupe sans le savoir ?



L'immunité est évaluée grâce aux tests sérologiques qui détectent la présence d'anticorps dans le sang. Sauf que ces derniers sont loin d'être parfaits et passent à côté d'une bonne partie des cas, ce qui suggère que la population touchée par la Covid-19 serait en réalité bien plus importante qu'estimé.

Le taux d'immunité collective, seuil requis à partir duquel un sujet infecté introduit dans une population ne transmet plus le pathogène car il rencontre trop de sujets protégés, est évalué entre 60% et 70% selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Bien que

ce seuil soit lui-même sujet à controverse (voir ci-dessous), on est loin d'y être parvenu. En France, il n'existe aucune étude récente, mais la première vague aurait touché 4,4% de la population en moyenne et jusqu'à 10% dans certaines régions, note le Conseil Scientifique dans un avis publié le 27 juillet.

DES TESTS SÉROLOGIQUES IMPARFAITS

Ce taux d'immunité est calculé sur la base des tests sérologiques, qui sont loin de refléter l'im-

munité réelle, plaident trois experts dans un éditorial paru le 3 septembre dans le British Medical Journal (BMJ). «Les études séroépidémiologiques sous-estiment la véritable séroprévalence du SRAS-CoV-2 pour plusieurs raisons», écrivent les auteurs. Premièrement, les tests ne seraient pas suffisamment sensibles. «Sur les 24 tests de diagnostic sérologique que la FDA a initialement autorisés pour une utilisation en urgence, six ne prennent en compte que le nucléocapside, y compris les tests à haut débit largement utilisés.» Or, des données récentes suggèrent que la glycoprotéine de «pointe» offre une détection supérieure à celle du nucléocapside (l'enveloppe du virus). En d'autres termes, les «pointes» qui se promènent dans le sang librement et qui sont le signe d'un contact avec le virus ne sont pas correctement détectées.

À LA RECHERCHE DES ANTICORPS INVISIBLES

Deuxième problème : la plupart des tests sérologiques ne détectent que les anticorps de type IgG et IgM, les principaux composants circulant dans le sang. Or, les IgA jouent aussi un rôle primordial dans la réponse immunitaire, avancent Gill Dipender et ses collègues dans le BMJ. Problème : les IgA sont principalement présents dans les muqueuses des voies respiratoires et ne sont donc pas pris en compte. Plusieurs études ont pourtant détecté des anticorps IgA spécifiques au CoV-2 du SRAS dans divers échantillons biologiques, y compris le sérum, la salive et le lait maternel. Un test mené au Luxembourg a montré que 11% des personnes possédaient des anticorps IgA parmi l'échantillon contre à peine 1,9% pour les IgG. Une autre étude autrichienne combinant IgA et IgG donne une séropositivité de

42,4%, bien supérieure à celle que l'on observe dans la plupart des autres clusters où l'on se base sur les IgG seuls.

IMMUNITÉ CACHÉE

Enfin, on observe des variations considérables dans la réponse immunitaire selon les individus. Ceux atteints de formes graves ou symptomatiques développent, par exemple, très peu d'anticorps. Des chercheurs britanniques avaient même publié en juin un article montrant qu'entre 2% et 8% des patients infectés ne développent jamais d'anticorps. Pour autant, ces personnes seraient protégées par une autre forme d'immunité, reposant notamment sur les lymphocytes T. Plusieurs autres études suggèrent une possible immunité croisée avec d'autres coronavirus du rhume.

IL Y A DES ZONES À NEW YORK ET À LONDRES QUI ONT DÉJÀ ATTEINT UNE IMMUNITÉ SUBSTANTIELLE

Bref, tout cela suggère que l'on pourrait déjà avoir atteint une forme d'immunité collective dans certains endroits. «Je suis tout à fait prêt à croire qu'il y a des zones à New York et à Londres qui ont déjà atteint une immunité substantielle», juge Bill Hanage, un épidémiologiste de l'école de santé publique T.H. Chan de Harvard dans le New York Times. À Bombay, en Inde, des tests indiquent une prévalence sérologique de 51% à 58% dans les quartiers défavorisés, contre 11% à 17% dans le reste de la ville. En France, alors que le virus circule à nouveau activement dans certaines régions depuis plusieurs semaines, le seuil d'immunité collective n'est peut-être pas non plus très loin.

2

20.10 Alex Hugo



Série policière - France - 2020
Saison 6 - Episode 1/4

- Le prix de la liberté
Avec Samuel Le Bihan, Lionnel Astier, Michaël Fitoussi, Maryline Canto
A quelques dizaines de kilomètres de Lusagne, Frank Beria, un dangereux braqueur, réussit à s'échapper du fourgon qui le transporte, entraînant de force avec lui, deux autres détenus. Alors qu'ils s'enfoncent dans un massif sauvage, entre la France et l'Italie, la criminelle de Marseille cadennasse la région.

3

20.05 Faut pas rêver



Présenté par Philippe Gougler
La Guadeloupe est constituée d'un ensemble d'îles aux noms enchanteurs : la Désirade, Marie-Galante, les Saintes ou encore Basse-Terre et Grande-Terre, l'île principale en forme de papillon. Philippe Gougler a sillonné ce territoire au cœur des Caraïbes pour y rencontrer de fervents défenseurs de la culture antillaise. Il est parti à la conquête d'un trésor situé sous la mer : un coquillage dont la chair est très appréciée en gastronomie, le lambi, et dont l'écrin, la conque, est utilisé comme instrument de musique.

4

20.05 Le monde de Jamy



Chaque année en France, les météorologues dénombrent 250 jours d'orages et un million d'impacts de foudre. S'y ajoutent les chutes de grêle, les crues soudaines et destructrices... Pour comprendre «les colères du ciel», Jamy Gourmaud se rend dans les plaines centrales des Etats-Unis pour rencontrer des chasseurs de tornades et observer avec eux ces phénomènes extrêmes. Au même moment à Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, dans un laboratoire unique en Europe, Eglantine Emeyé interroge des experts et mène plusieurs expériences.

5

arte

TF1

10.45 La quotidienne
12.39 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.10 Anchorage, ville sauvage
14.35 Vivre loin du monde
15.30 Les 100 lieux qu'il faut voir
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.20 Passage des arts
19.50 La grande librairie
21.25 La p'tite librairie
21.30 C dans l'air
22.35 C à vous

10.55 Au fil des Andes
11.50 Arte journal
12.00 Arte regards
14.05 Belgique entre ciel et terre
14.50 Bruxelles sauvage, faune capitale
15.35 Invitation au voyage
16.45 Des vignes et des hommes
17.15 Les animaux sauvages et leurs petits
17.55 Bestialement ados : la puberté chez les animaux
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Madame Hyde
21.30 L'école de la dernière chance

11.40 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.20 Si près de chez vous
15.30 Les anges 12, Asian Dream
18.05 Doctor Who
20.05 F.B.I. : Portés disparus
C 8
11.45 William à midi
13.00 Inspecteur Barnaby
16.45 Balance ton post !
17.45 TPMP : première partie
18.45 Touche pas à mon poste !
19.15 A prendre ou à laisser
20.15 Enquête sous haute tension



CANAL+ 20.07

DOCTOR SLEEP

Film d'horreur - Etats-Unis - 2019
Avec Ewan McGregor, Bruce Greenwood, Rebecca Ferguson, Kyliegh Curran
En 1980, en Floride, la petite Violet croise le chemin d'une étrange femme, Rose, avant d'être entourée par d'inquiétantes apparitions. Non loin, Danny Torrence vit dans un appartement avec sa mère Wendy. Le petit garçon, traumatisé par les terribles événements survenus dans l'hôtel Overlook, est encore en conversation régulière avec Dick Halloran, qui lui explique comment mieux maîtriser le «Shining» pour lutter contre les spectres de l'Overlook.

CANAL+ CINEMA 19.53

AD ASTRA



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2019
Avec Brad Pitt, Tommy Lee Jones, Ruth Negga, Liv Tyler, Ravi Kapoor
Dans un futur proche, l'astronaute Roy McBride fait une chute vertigineuse d'une antenne spatiale, attaquée par des gerbes de rayons cosmiques en provenance de Neptune. Le lendemain, l'état-major lui annonce que son père serait derrière tout ça. Il y a 29 ans, celui-ci prenait la tête du projet Lima, la première expédition aux confins du système solaire. Porté disparu depuis 16 ans, cet homme persuadé de l'existence des extraterrestres serait en fait vivant.

RTL9 19.50

RED EYE, SOUS HAUTE PRESSION



Thriller - Etats-Unis - 2005
Avec Rachel McAdams, Cillian Murphy, Brian Cox, Laura Johnson, Max Kasch
Alors qu'elle s'appête à embarquer pour le vol de nuit Dallas-Miami, Lisa Reisert sympathise avec Jackson Rippner. A bord, elle est heureuse de constater qu'elle est assise à ses côtés. Mais peu après le décollage, la jeune femme découvre que Jackson est en réalité un mercenaire. Ce dernier prépare un attentat contre le directeur adjoint à la sécurité nationale. Lisa s'aperçoit qu'elle est la clé de la réussite de l'opération.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 The Resident



Série dramatique - Etats-Unis - 2018
Saison 2 - Episode 15/23

- Femmes de tête
Avec Matt Czuchy, Manish Dayal, Bruce Greenwood, Emily VanCamp
Suite à des complications, Henry Barnett est de retour à Chastain. Ses symptômes indiquent une possible attaque cardiaque. Conrad met tout en oeuvre pour sauver le jeune patient. Suite à cet événement, Bell a de plus en plus de doutes concernant la fiabilité des appareils Quovadis. La mère de Mina, une chirurgienne et oncologue nigériane réputée mondialement, arrive en ville.

6

20.05 Indiana Jones et la dernière croisade



Film d'aventures - Etats-Unis - 1989
Avec Harrison Ford, Sean Connery, Alison Doody, Denholm Elliott
En 1938, Indiana Jones se lance sur les traces du Graal, avec l'aide de son père, le professeur Henry Jones. Mais le Graal est aussi convoité par Donovan, un milliardaire fasciné par les vertus d'immortalité qu'on prête au calice sacré. Des égouts de Venise aux confins du désert en passant par les Alpes autrichiennes, les Jones affrontent mille dangers pour parvenir au temple où se trouve le Saint-Graal.

CANAL+

22.34 64 minutes chrono



Thriller - Etats-Unis

- Grande-Bretagne - 2019

Avec Aaron Eckhart, Courtney Eaton, Giancarlo Esposito, Dina Meyer
Après une course poursuite, l'agent Penny abat un suspect qui devait mener les forces de l'ordre aux ravisseurs de Claudia, la fille de Volk, le chef de la police. Penny se fait rudoyer par ce dernier qui fut son partenaire autrefois. La dispute est enregistrée par Ava Brooks, une jeune blogueuse d'informations. Les malfaiteurs envoient une vidéo où l'on voit Claudia enfermée dans un réservoir qui ne cesse de se remplir.

PLANETE +

10.19 Blue jean : l'or bleu
12.05 Les gens du fleuve
13.01 Les secrets du corps humain
14.52 Révoltes barbares
16.42 Stratégies de survie
17.39 Exploration spatiale, objectif infini
18.12 Sommets du monde
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Pourquoi nous détestent-ils
21.17 Faites entrer l'accusé

TFX

08.35 Mamans & célèbres
09.40 On a échangé nos mamans




15.05 Mamans & célèbres
17.00 10 couples parfaits
19.00 Friends
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Je suis une légende
22.00 I, robot

W9

09.30 L'hebdo de la musique
10.40 HDM : L'hebdo de la musique
11.35 Météo
11.40 NCIS



15.40 Un dîner presque parfait
17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.00 Météo
20.05 État de choc

 Vous allez connaître la chance de pouvoir vous débarrasser de préoccupations personnelles et de vos soucis.

Turquie: prison à vie pour l'auteur de l'attentat du Nouvel An 2017 à Istanbul



Un tribunal turc a condamné lundi à 40 peines de prison à vie un Ouzbek reconnu coupable d'avoir perpétré un attentat qui avait fait 39 morts d'une discothèque d'Istanbul le soir du Nouvel An 2017, ont rapporté les médias. Abdulkadir Masharipov, dont le procès avait commencé fin 2017, a écoupé au total de 40 condamnations à la prison à perpétuité, une pour chacune des 39 personnes tuées -dont 27 étrangers- et une pour l'ensemble du massacre revendiqué par le groupe Etat islamique (EI), selon l'agence étatique Anadolu.

L'attaque, dans la boîte de nuit huppée Reina, sur le Bosphore, avait également fait près de 80 blessés. Abdulkadir Masharipov qui a été arrêté une quinzaine de jours après l'attentat, a avoué en être l'auteur. Mais lors d'une audience de son procès en février 2019 il était revenu sur ses aveux, affirmant qu'il n'avait pas conduit l'attaque et qu'il n'était pas l'individu avec une kalachnikov dans les mains vu à ce moment-là. L'attentat du Reina fut le premier en Turquie à être revendiqué de façon directe par l'EI, même si Ankara lui a imputé d'autres attaques. La discothèque Reina a été partiellement démolie en mai 2017 sur ordre de la municipalité d'Istanbul pour infraction aux règles d'urbanisme, sans jamais avoir rouvert ses portes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Dix civils nigériens tués par des membres de Boko Haram



Des membres présumés du groupe jihadiste Boko Haram ont tué dix civils au cours d'attaques de villages dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris lundi auprès de responsables de milices pro-gouvernement locales. Les assaillants ont tué dans leur sommeil tard dimanche quatre habitants du village de Kurmari, à 40 km de la capitale régionale Maiduguri, a affirmé à l'AFP Babakura Kolo, chef d'une milice locale pro-gouvernement. Ils se sont abstenus d'utiliser des armes à feu afin de ne pas

attirer l'attention des troupes déployées dans une localité voisine, a précisé un autre membre de milice, Ibrahim Liman. Dans un autre village en périphérie de Maiduguri, également dimanche, les jihadistes présumés ont brûlé vives trois personnes et en ont tué une quatrième à l'arme blanche, selon des sources locales. Deux agriculteurs ont aussi été tués dans leur champ et plusieurs autres ont été enlevés près de la ville, a-t-on ajouté. Plus de 36.000 personnes ont été tuées dans les violences

depuis le lancement de l'insurrection de Boko Haram en 2009 dans le nord-est du Nigeria, où plus de deux millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer. Les violences se sont ensuite propagées au Cameroun, au Niger et au Tchad voisins. Depuis 2015, le Nigeria et ces trois pays, tous les quatre riverains du lac Tchad, luttent contre les jihadistes au sein de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition régionale appuyée par des comités de vigilance composés d'habitants.

Plus de 8.000 km² incendiés en Californie, un record depuis 1987



Des incendies ont ravagé plus de 8.000 km² en Californie, soit près de 80 fois la superficie de Paris, obligeant de nombreux habitants à fuir ces feux d'une ampleur inédite depuis 1987, ont indiqué lundi les pompiers. «C'est la première fois en 33 ans qu'on dépasse les deux millions d'acres», soit 8.000 km², a déclaré Lynne Tolmachoff, porte-parole des pompiers. «C'est clairement un record. Et nous sommes encore loin de la fin de la saison des incendies». Lundi après-midi, des milliers de pompiers luttent toujours contre les incendies.

Dans l'ensemble du sud de la Californie, ordre a été donné à la population d'évacuer les lieux et de se mettre à l'abri. Dans le nord de la Californie, plus de 200 personnes ont été évacuées par des hélicoptères de l'armée pour échapper à un incendie qui se propageait rapidement et s'était déclaré près de Fresno.

Pakistan : 18 mineurs tués dans un éboulement



Au moins 18 mineurs ont été tués et une vingtaine blessés mardi après un éboulement dans une mine de marbre dans le nord-ouest du Pakistan, ont indiqué les autorités. Des blocs de marbre blanc se sont écroulés sur des travailleurs lundi soir dans le district montagneux de Mohmand, frontalier de l'Afghanistan. «Jusqu'à présent, 18 corps et 20 blessés ont été retirés après un éboulement dans une mine de marbre», a déclaré à l'AFP Muhammad Arif, le ministre des Mines de la province du Khyber-Pakhtunkhwa (nord-ouest).

Une vingtaine d'autres mineurs seraient toujours coincés sous les décombres et une mission de sauvetage est en cours, a-t-il ajouté. Un haut responsable du district de Mohmand, Hamid Iqbal, a confirmé le nombre de morts. Les mines pakistanaïses sont réputées pour leur faible niveau de sécurité. Les accidents mortels y sont fréquents. Au moins 18 mineurs avaient été tués lors d'une explosion survenue dans une mine de charbon du Baloutchistan (sud-ouest) en août 2018.

Les voisins du Mali donnent 8 jours à la junte pour confier la transition à des civils



Les voisins du Mali ont donné lundi huit jours à la junte qui dirige désormais ce pays d'Afrique de l'Ouest pour désigner ceux qui conduiront la transition promise par les militaires vers un retour des civils au pouvoir. Ce président de la transition et ce Premier ministre devront être des civils, ont dit les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) réunis en sommet à Niamey.

Ils «devront être désignés au plus tard le 15 septembre 2020», selon le communiqué final lu par le président de la Commission de la Cédéao Jean-Claude Kassi Brou. En attendant, les chefs d'Etat, dont plusieurs présents physiquement après des mois de visioconférences imposées par le Covid-19, maintiennent les décisions déjà prises depuis le coup d'Etat du 18 août, à commencer par les sanctions comme la fermeture des frontières des pays de la Cédéao avec le Mali et l'embargo sur les échanges commerciaux et financiers. Le communiqué ne dit pas quelle éventuelle mesure additionnelle la Cédéao envisage si les nouveaux maîtres de Bamako n'accèdent pas à son exigence d'ici à mi-septembre. Mais cet ultimatum à brève échéance, conjugué au maintien des mesures de rétorsion, ajoute à la pression s'exerçant sur les colonels.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LÉGALITÉ ET JUSTICE MANŒVRÉES

Apriori et a priori seulement, la perception qu'ont des âmes mal pensantes sur bien des faits est déroutante. L'annulation lundi des cinq peines capitales infligées aux assassins du journaliste saoudien Khashoggi tué dans un guet-apens obscur en Turquie pose bien entendu questions. Mais ce qui doit interroger aussi ce sont les prises à partie des redresseurs de conscience qui tantôt se révoltent contre la peine de mort et tantôt s'offusquent quand elle est établie. Le tri délibéré et réfléchi des réactions a lui-même quelque chose de révoltant et fracasse une droiture frontalement exposée au gré des intérêts et des approches calculées.

L'abject assassinat du journaliste saoudien est incontestablement condamnable et la justice saoudienne n'a en aucune fa-

çon une façade correcte derrière laquelle se cacheraient les plus serviles des entourloupettes d'un régime décrié. Ce qui incommodait cependant ce sont les prises en charge trop mesurées à la tête des clients abusés de faits et d'événements dont certains frisent des crimes contre l'humanité. Quand les mutismes et les silences ne sont pas affichés, ce sont les menaces, les rassemblements et les pétitions qui sont orchestrés. Les exemples des positions éhontées sont multiples. Pour un même abus ou pour une même injustice, les réactions sont calculées

avec des parcimonies différenciées pour rendre la justice des hommes et des puissances sérieusement dépravée. Le cas de Khashoggi n'est pas isolé. D'autres journalistes de la même trempe et d'autres victimes de la folie des hommes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont vu leurs vies effacées dans le drame sans personne ne se soit ému.

La légalité ne fait pas toujours bon ménage avec la justice et dans le monde d'aujourd'hui comme dans celui d'hier, elle a toujours été instrument de manœuvres planifiées. Elle sert et dessert selon les visées orchestrées.

La marmelade des faits et des événements, souvent outils de propagande pour des visées secrètes, ne pourra cesser que quand la vraie justice sera rétablie.